

CONSEIL COMMUNAL DU 20 JUIN 2013

GEMEENTERAAD VAN 20 JUNI 2013

REGISTRE - REGISTER

Présents	Michel Eylenbosch, <i>Président du Conseil/Voorzitter van de Raad</i> ;
Aanwezig	Françoise Schepmans, <i>Bourgmestre/Burgemeester</i> ; Ahmed El Khannouss, Sarah Turine, Patricia Vande Maele, Abdelkarim Haouari, Karim Majoros, Jan Gypers, Ann Gilles-Goris, Olivier Mahy, Annalisa Gadaleta, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Christian Magérus, Jamal Ikazban, Houria Ouberri, Mohammadi Chahid, Pierre Vermeulen, Paulette Piquard, Jamel Azaoum, Amet Gjanaj, Jef Van Damme, Khadija El Hajjaji, Olivia P'tito, Dina Bastin, Danielle Evraud, Luc Léonard, Lhoucine Aït Jeddig, Dirk De Block, Dirk Berckmans, Michaël Vossaert, Nader Rekik, Farida Tahar, Hassan Rahali, Shazia Manzoor, Tania Dekens, Georges Van Leeckwyck, Leonidas Papadiz, Nicole Linders-Dubocage, Roland Vandenhove, Laurie Carême-Palanga, Youssef Lakhloufi, Khadija Tamditi, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Jacques De Winne, <i>Secrétaire du Conseil/Secretaris van de Raad</i> .
Excusés	Abdellah Achaoui, Badia El Belghiti, Mohamed El Abboudi, Laura Pinti,
Verontschuldigd	<i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> .

LA SEANCE PUBLIQUE EST OUVERTE A 18:30
DE OPENBARE ZITTING WORDT GEOPEND OM 18:30

#012/20.06.2013/A/0001# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Education FR - Educatie FR

HUIS CLOS - Evaluation du directeur stagiaire en fin de première année de stage - Madame Carole BILLEMONT, Directrice stagiaire de l'École fondamentale communale n°8 - Enseignement communal fondamental francophone.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Considérant que le Décret précité dispose, dans son article 33, § 2 : « En fin de première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire. [...] § 3 : a) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention «favorable» en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2 » ;

Considérant que, pour mener à bien l'évaluation des directions, le pouvoir

organisateur peut s'entourer d'experts, conformément aux dispositions de l'article 33, § 2 du Décret précité ;

Considérant que les experts désignés par le Conseil communal, en sa séance du 23 octobre 2008, sont :

- Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la cellule pédagogique francophone,
- Monsieur Alain PANNEELS, Directeur,
- Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint,
- Madame Danielle DEWAELE, conseillère pédagogique ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011, déterminant les modalités d'évaluation du directeur stagiaire et fixant le modèle de rapport d'évaluation, dispose dans son article 2 : « Le(s) rapport(s) d'évaluation des directeurs stagiaires est (sont) dûment établi(s) selon les modèles annexés au présent arrêté » ;

Considérant que la mention finale de l'évaluation est attribuée par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 33, § 2 du Décret précité dispose : « L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

1° 'favorable' ;

2° 'réservée' ;

3° 'défavorable'. » ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du Décret précité, les conséquences pouvant survenir à la suite de l'évaluation du stage des directions sont reprises dans le tableau suivant :

Fin de première année	Fin de seconde année	Suite
Favorable	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Favorable	Défavorable	Fin d'office du stage
Favorable	Réservé	Prolongation de 6 mois au terme de laquelle une nouvelle évaluation est réalisée : - Si « favorable » : nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an ; - Si « défavorable » : fin d'office du stage
Réservé	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Réservé	Défavorable	Fin d'office
Défavorable	/	Fin d'office

Considérant que le décret du 02 février 2007 précité dispose, dans son article

33 §3 : « Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention 'favorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention 'défavorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention 'réservée' à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période » ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose dans son article 1^{er} : « En vue de l'attribution de la mention d'évaluation, [...], le pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, établit un rapport d'évaluation et peut procéder, d'initiative ou à la demande écrite du directeur stagiaire, à un entretien avec celui-ci. » ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à la rue du Gulden Bodem n°2 ;

Considérant que le Conseil Communal a décidé, en sa séance du 20 septembre 2012, de désigner à titre temporaire, en qualité de Directrice temporaire de l'Ecole communale n°8, Madame Carole BILLEMONT, pour une durée inférieure ou égale à 15 semaines à dater du 1^{er} septembre 2012 ;

Considérant que le Conseil Communal a décidé, en sa séance du 24 janvier 2013, d'admettre au stage, en qualité de Directrice de l'Ecole communale fondamentale francophone n°8, à dater du 12 décembre 2012, Madame Carole BILLEMONT ;

Considérant que Madame Carole BILLEMONT a pris connaissance de son rapport d'évaluation de fin de première année de stage, lequel a été rédigé par les experts cités plus haut, lors d'un entretien au sein du service de l'Instruction publique le 6 juin 2013 ;

Vu le procès-verbal de cet entretien, lequel a été joint audit rapport d'évaluation ;

DECIDE :

Article 1 :

de prendre connaissance du rapport rédigé par les experts désignés par le Conseil communal concernant la gestion de Mme Carole BILLEMONT en qualité de directrice de l'Ecole n° 8 pendant l'année scolaire 2012-2013;

Article 2 :

de concevoir le rapport d'évaluation de l'intéressée;

Article 3 :

d'octroyer à l'intéressée, au scrutin secret, une mention finale favorable.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

MET GESLOTEN DEUREN - Evaluatie van een directeur in stage na het eerste jaar - Carole BILLEMONT - Gemeenteschool 8.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0002# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Education FR - Educatie FR

HUIS CLOS - Evaluation du directeur stagiaire en fin de première année de stage – Madame Anne VANDEN BROECK, directrice stagiaire de l'Ecole communale n°12 – Enseignement communal fondamental francophone.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Considérant que le Décret précité dispose, dans son article 33, § 2 : « En fin de première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire. [...] § 3 : a) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention «favorable» en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2 » ;

Considérant que, pour mener à bien l'évaluation des directions, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts, conformément aux dispositions de l'article 33, § 2 du Décret précité ;

Considérant que les experts désignés par le Conseil communal, en sa séance du 23 octobre 2008, sont :

- Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la cellule pédagogique francophone,
- Monsieur Alain PANNEELS, Directeur,
- Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint,
- Madame Danielle DEWAELE, conseillère pédagogique ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011, déterminant les modalités d'évaluation du directeur stagiaire et fixant le modèle de rapport d'évaluation, dispose dans son article 2 : « Le(s) rapport(s) d'évaluation des directeurs stagiaires est (sont) dûment établi(s) selon les modèles annexés au présent arrêté » ;

Considérant que la mention finale de l'évaluation est attribuée par le Conseil

communal ;

Considérant que l'article 33, § 2 du Décret précité dispose : « L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

1° 'favorable' ;

2° 'réservée' ;

3° 'défavorable'. » ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du Décret précité, les conséquences pouvant survenir à la suite de l'évaluation du stage des directions sont reprises dans le tableau suivant :

Fin de première année	Fin de seconde année	Suite
Favorable	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Favorable	Défavorable	Fin d'office du stage
Favorable	Réservé	Prolongation de 6 mois au terme de laquelle une nouvelle évaluation est réalisée : - Si « favorable » : nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an ; - Si « défavorable » : fin d'office du stage
Réservé	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Réservé	Défavorable	Fin d'office
Défavorable	/	Fin d'office

Considérant que le décret du 02 février 2007 précité dispose, dans son article 33 §3 : « Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention 'favorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention 'défavorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention 'réservée' à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période » ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose dans son article 1^{er} : « En vue de l'attribution de la mention d'évaluation, [...], le pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, établit un rapport d'évaluation et peut procéder, d'initiative ou à la demande écrite du directeur stagiaire, à un entretien avec celui-ci. » ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à la rue Paloke n°31 ;
Considérant que le Conseil Communal a décidé, en sa séance du 20 septembre 2012, de désigner à titre temporaire, en qualité de Directrice temporaire de l'Ecole communale n°12, Madame Anne VANDEN BROECK, pour une durée inférieure ou égale à 15 semaines à dater du 1^{er} septembre 2012 ;

Considérant que le Conseil Communal a décidé, en sa séance du 24 janvier 2013, d'admettre au stage, en qualité de Directrice de l'Ecole communale fondamentale francophone n°12, à dater du 12 décembre 2012, Madame Anne VANDEN BROECK ;

Considérant que Madame Anne VANDEN BROECK a pris connaissance de son rapport d'évaluation de fin de première année de stage, lequel a été rédigé par les experts cités plus haut, lors d'un entretien au sein du service de l'Instruction publique le 6 juin 2013 ;

Vu le procès-verbal de cet entretien, lequel a été joint audit rapport d'évaluation ;

DECIDE :

Article 1 :

de prendre connaissance du rapport rédigé par les experts désignés par le Conseil communal concernant la gestion de Madame Anne Vanden Broeck en qualité de directrice de l'Ecole communale n° 12 pendant l'année scolaire 2012-2013;

Article 2 :

de concevoir le rapport d'évaluation de l'intéressée;

Article 3 :

d'octroyer à l'intéressée, au scrutin secret, une mention finale favorable.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

MET GESLOTEN DEUREN - Evaluatie van een directeur in stage na het eerste jaar - Anne VANDEN BROECK.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Education FR - Educatie FR

HUIS CLOS - Evaluation du directeur stagiaire en fin de première année de stage - Madame Emmanuelle ANTOINE, directrice de l'Ecole communale n°15 - Enseignement communal fondamental francophone.

LE CONSEIL.

Vu le Décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Considérant que le Décret précité dispose, dans son article 33, § 2 : « En fin de première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire. [...] § 3 : a) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention «favorable» en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2 » ;

Considérant que, pour mener à bien l'évaluation des directions, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts, conformément aux dispositions de l'article 33, § 2 du Décret précité ;

Considérant que les experts désignés par le Conseil communal, en sa séance du 23 octobre 2008, sont :

- Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la cellule pédagogique francophone,
- Monsieur Alain PANNEELS, Directeur,
- Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint,
- Madame Danielle DEWAELE, conseillère pédagogique ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011, déterminant les modalités d'évaluation du directeur stagiaire et fixant le modèle de rapport d'évaluation, dispose dans son article 2 : « Le(s) rapport(s) d'évaluation des directeurs stagiaires est (sont) dûment établi(s) selon les modèles annexés au présent arrêté » ;

Considérant que la mention finale de l'évaluation est attribuée par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 33, § 2 du Décret précité dispose : « L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

1° 'favorable' ;

2° 'réservée' ;

3° 'défavorable'. » ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du Décret précité, les conséquences pouvant survenir à la suite de l'évaluation du stage des directions sont reprises dans le tableau suivant :

Fin de première année	Fin de seconde année	Suite
Favorable	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de

		prolonger d'un an
Favorable	Défavorable	Fin d'office du stage
Favorable	Réservé	Prolongation de 6 mois au terme de laquelle une nouvelle évaluation est réalisée : - Si « favorable » : nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an ; - Si « défavorable » : fin d'office du stage
Réservé	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Réservé	Défavorable	Fin d'office
Défavorable	/	Fin d'office

Considérant que le décret du 02 février 2007 précité dispose, dans son article 33 §3 : « Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention 'favorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention 'défavorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention 'réservée' à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période » ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose dans son article 1^{er} : « En vue de l'attribution de la mention d'évaluation, [...], le pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, établit un rapport d'évaluation et peut procéder, d'initiative ou à la demande écrite du directeur stagiaire, à un entretien avec celui-ci. » ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à l'avenue Carl Requette n°18 ;

Considérant que le Conseil Communal a décidé, en sa séance du 20 septembre 2012, de désigner à titre temporaire, en qualité de Directrice temporaire de l'Ecole communale n°15, Madame Emmanuelle ANTOINE, pour une durée inférieure ou égale à 15 semaines à dater du 1^{er} septembre 2012 ;

Considérant que le Conseil Communal a décidé, en sa séance du 24 janvier 2013, d'admettre au stage, en qualité de Directrice de l'Ecole communale fondamentale francophone n°15, à dater du 6 décembre 2012, Madame Emmanuelle ANTOINE ;

Considérant que Madame Emmanuelle ANTOINE a pris connaissance de son rapport d'évaluation de fin de première année de stage, lequel a été rédigé par les experts cités plus haut, lors d'un entretien au sein du service de l'Instruction publique le 6 juin 2013 ;

Vu le procès-verbal de cet entretien, lequel a été joint audit rapport

d'évaluation ;

DECIDE :

Article 1 :

de prendre connaissance du rapport rédigé par les experts désignés par le Conseil communal concernant la gestion de Mme Emmanuelle ANTOINE en qualité de directrice de l'Ecole n° 15 pendant l'année scolaire 2012-2013;

Article 2 :

de concevoir le rapport d'évaluation de l'intéressée;

Article 3 :

d'octroyer à l'intéressée, au scrutin secret, une mention finale favorable.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

MET GESLOTEN DEUREN - Evaluatie van een directeur in stage na het eerste jaar - Emmanuelle ANTOINE - Gemeenteschool 15.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0004# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Education FR - Educatie FR

HUIS CLOS - Evaluation du directeur stagiaire en fin de première année de stage - Madame Marina PATEN, directrice stagiaire des écoles communales n°18 et n°19 « Korenbeek » - Enseignement communal fondamental francophone.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Considérant que le Décret précité dispose, dans son article 33, § 2 : « En fin de

première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire. [...] § 3 : a) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention «favorable» en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2 » ;

Considérant que, pour mener à bien l'évaluation des directions, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts, conformément aux dispositions de l'article 33, § 2 du Décret précité ;

Considérant que les experts désignés par le Conseil communal, en sa séance du 23 octobre 2008, sont :

- Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la cellule pédagogique francophone,
- Monsieur Alain PANNEELS, Directeur,
- Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint,
- Madame Danielle DEWAELE, conseillère pédagogique ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011, déterminant les modalités d'évaluation du directeur stagiaire et fixant le modèle de rapport d'évaluation, dispose dans son article 2 : « Le(s) rapport(s) d'évaluation des directeurs stagiaires est (sont) dûment établi(s) selon les modèles annexés au présent arrêté » ;

Considérant que la mention finale de l'évaluation est attribuée par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 33, § 2 du Décret précité dispose : « L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

1° 'favorable' ;

2° 'réservée' ;

3° 'défavorable'. » ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du Décret précité, les conséquences pouvant survenir à la suite de l'évaluation du stage des directions sont reprises dans le tableau suivant :

Fin de première année	Fin de seconde année	Suite
Favorable	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Favorable	Défavorable	Fin d'office du stage
Favorable	Réservé	Prolongation de 6 mois au terme de laquelle une nouvelle évaluation est réalisée : <ul style="list-style-type: none">- Si « favorable » : nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an ;- Si « défavorable » : fin d'office du stage

Réservé	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Réservé	Défavorable	Fin d'office
Défavorable	/	Fin d'office

Considérant que le décret du 02 février 2007 précité dispose, dans son article 33 §3 : « Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention 'favorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention 'défavorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention 'réservée' à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période » ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose dans son article 1^{er} : « En vue de l'attribution de la mention d'évaluation, [...], le pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, établit un rapport d'évaluation et peut procéder, d'initiative ou à la demande écrite du directeur stagiaire, à un entretien avec celui-ci. » ;

Considérant que le Conseil Communal a décidé, en sa séance du 20 septembre 2012, d'admettre au stage, en qualité de Directrice de l'Ecole communale maternelle francophone « Korenbeek », à dater du 1^{er} septembre 2012, Madame Marina PATEN ;

Considérant que Madame Marina PATEN a pris connaissance de son rapport d'évaluation de fin de première année de stage, lequel a été rédigé par les experts cités plus haut, lors d'un entretien au sein du service de l'Instruction publique le 6 juin 2013 ;

Vu le procès-verbal de cet entretien, lequel a été joint audit rapport d'évaluation ;

DECIDE :

Article 1 :de prendre connaissance du rapport rédigé par les experts désignés par le Conseil communal concernant la gestion de Madame Marina PATEN en qualité de directrice des l'Ecoles communales n°18 et n°19 pendant l'année scolaire 2012-2013;

Article 2 :

de concevoir le rapport d'évaluation de l'intéressée;

Article 3 :

d'octroyer à l'intéressée, au scrutin secret, une mention finale favorable.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

MET GESLOTEN DEUREN - Evaluatie van een directeur in stage na het eerste jaar - Marina PATEN - Gemeenteschool 18 en 19.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0005# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Education FR - Educatie FR

HUIS CLOS - Evaluation du directeur stagiaire en fin de deuxième année de stage - Madame Rosette CLAESSENS, directrice stagiaire de l'Ecole communale n°1 – Enseignement communal fondamental francophone.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Considérant que le Décret précité dispose, dans son article 33, § 2 : « En fin de première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire. [...] § 3 : a) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention «favorable» en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2 » ;

Considérant que, pour mener à bien l'évaluation des directions, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts, conformément aux dispositions de l'article 33, § 2 du Décret précité ;

Considérant que les experts désignés par le Conseil communal, en sa séance du 23 octobre 2008, sont :

- Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la cellule pédagogique francophone,
- Monsieur Alain PANNEELS, Directeur,
- Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint,
- Madame Danielle DEWAELE, conseillère pédagogique ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011, déterminant les modalités d'évaluation du directeur stagiaire et fixant le modèle de rapport d'évaluation, dispose dans son article 2 : « Le(s) rapport(s) d'évaluation des directeurs stagiaires est (sont) dûment établi(s) selon les modèles annexés au présent arrêté » ;

Considérant que la mention finale de l'évaluation est attribuée par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 33, § 2 du Décret précité dispose : « L'évaluation

aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

1° 'favorable';

2° 'réservée';

3° 'défavorable'. » ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du Décret précité, les conséquences pouvant survenir à la suite de l'évaluation du stage des directions sont reprises dans le tableau suivant :

Fin de première année	Fin de seconde année	Suite
Favorable	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Favorable	Défavorable	Fin d'office du stage
Favorable	Réservé	Prolongation de 6 mois au terme de laquelle une nouvelle évaluation est réalisée : - Si « favorable » : nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an ; - Si « défavorable » : fin d'office du stage
Réservé	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Réservé	Défavorable	Fin d'office
Défavorable	/	Fin d'office

Considérant que le décret du 02 février 2007 précité dispose, dans son article 33 §3 : « Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention 'favorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention 'défavorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention 'réservée' à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période » ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose dans son article 1^{er} : « En vue de l'attribution de la mention d'évaluation, [...], le pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, établit un rapport d'évaluation et peut procéder, d'initiative ou à la demande écrite du directeur stagiaire, à un entretien avec celui-ci. » ;

Considérant que le Conseil Communal, en sa séance du 30 juin 2011, a décidé d'admettre au stage, en qualité de Directrice de l'Ecole communale fondamentale francophone n°1, à dater du 1^{er} septembre 2011, Madame

Rosette CLAESSENS ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 20 septembre 2012, d'attribuer à l'intéressée une mention favorable à son évaluation de fin de première année de stage de direction.

Considérant que Madame Rosette CLAESSENS a pris connaissance de son rapport d'évaluation de fin de deuxième année de stage, lequel a été rédigé par les experts cités plus haut, lors d'un entretien au sein du service de l'Instruction publique le 6 juin 2013 ;

Vu le procès-verbal de cet entretien, lequel a été joint audit rapport d'évaluation ;

DECIDE :

Article 1 :

de prendre connaissance du rapport rédigé par les experts désignés par le Conseil communal concernant la gestion de Mme Rosette CLAESSENS en qualité de directrice de l'Ecole n° 1 pendant l'année scolaire 2012-2013;

Article 2 :

de concevoir le rapport d'évaluation de l'intéressée;

Article 3 :

d'octroyer à l'intéressée, au scrutin secret, une mention finale favorable.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

MET GESLOTEN DEUREN - Evaluatie van een directeur in stage na het tweede jaar - Rosette CLAESSENS - Gemeenteschool 1.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0006# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Education FR - Educatie FR

HUIS CLOS - Evaluation du directeur stagiaire en fin de deuxième année de stage - Madame Yannic EYLENBOSCH, directrice stagiaire de l'Ecole communale n°9 - Enseignement communal fondamental francophone

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Considérant que le Décret précité dispose, dans son article 33, § 2 : « En fin de première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire. [...] § 3 : a) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention «favorable» en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2 » ;

Considérant que, pour mener à bien l'évaluation des directions, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts, conformément aux dispositions de l'article 33, § 2 du Décret précité ;

Considérant que les experts désignés par le Conseil communal, en sa séance du 23 octobre 2008, sont :

- Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la cellule pédagogique francophone,
- Monsieur Alain PANNEELS, Directeur,
- Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint,
- Madame Danielle DEWAELE, conseillère pédagogique ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011, déterminant les modalités d'évaluation du directeur stagiaire et fixant le modèle de rapport d'évaluation, dispose dans son article 2 : « Le(s) rapport(s) d'évaluation des directeurs stagiaires est (sont) dûment établi(s) selon les modèles annexés au présent arrêté » ;

Considérant que la mention finale de l'évaluation est attribuée par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 33, § 2 du Décret précité dispose : « L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

1° 'favorable' ;

2° 'réservée' ;

3° 'défavorable'. » ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du Décret précité, les conséquences pouvant survenir à la suite de l'évaluation du stage des directions sont reprises dans le tableau suivant :

Fin de première année	Fin de seconde année	Suite
Favorable	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Favorable	Défavorable	Fin d'office du stage
Favorable	Réservé	Prolongation de 6 mois au terme de laquelle une nouvelle évaluation est réalisée : <ul style="list-style-type: none">- Si « favorable » : nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an ;- Si « défavorable » : fin d'office du stage

Réservé	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Réservé	Défavorable	Fin d'office
Défavorable	/	Fin d'office

Considérant que le décret du 02 février 2007 précité dispose, dans son article 33 §3 : « Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention 'favorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention 'défavorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention 'réservée' à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période » ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose dans son article 1^{er} : « En vue de l'attribution de la mention d'évaluation, [...], le pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, établit un rapport d'évaluation et peut procéder, d'initiative ou à la demande écrite du directeur stagiaire, à un entretien avec celui-ci. » ;

Considérant que le Conseil Communal, en sa séance du 30 juin 2011, a décidé d'admettre au stage, en qualité de Directrice de l'Ecole communale fondamentale francophone n°9, à dater du 1^{er} septembre 2011, Madame Yannic EYLENBOSCH ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 25 octobre 2012, d'attribuer à l'intéressée une mention réservée à son évaluation de fin de première année de stage de direction ;

Considérant que Madame Yannic EYLENBOSCH a pris connaissance de son rapport d'évaluation de fin de deuxième année de stage, lequel a été rédigé par les experts cités plus haut, lors d'un entretien au sein du service de l'Instruction publique le 6 juin 2013 ;

Vu le procès-verbal de cet entretien, lequel a été joint audit rapport d'évaluation ;

DECIDE :

Article 1 :

de prendre connaissance du rapport rédigé par les experts désignés par le Conseil communal concernant la gestion de Madame Yannic EYLENBOSCH en qualité de directrice de l'Ecole communale n° 9 pendant l'année scolaire 2012-2013;

Article 2 :

de concevoir le rapport d'évaluation de l'intéressée;

Article 3 :

d'octroyer à l'intéressée, au scrutin secret, une mention finale favorable.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

MET GESLOTEN DEUREN - Evaluatie van een directeur in stage na het tweede jaar - Yannic EYLENBOSCH - Gemeenteschool 9.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0007# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur
Education FR - Educatie FR**

HUIS CLOS - Evaluation du directeur stagiaire en fin de deuxième année de stage - Monsieur Patrick SPEECKAERT, directeur stagiaire de l'école communale n°14 - Enseignement communal fondamental francophone.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Considérant que le Décret précité dispose, dans son article 33, § 2 : « En fin de première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire. [...] § 3 : a) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention «favorable» en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2 » ;

Considérant que, pour mener à bien l'évaluation des directions, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts, conformément aux dispositions de l'article 33, § 2 du Décret précité ;

Considérant que les experts désignés par le Conseil communal, en sa séance du 23 octobre 2008, sont :

- Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la cellule pédagogique francophone,
- Monsieur Alain PANNEELS, Directeur,
- Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint,
- Madame Danielle DEWAELE, conseillère pédagogique ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011, déterminant les modalités d'évaluation du directeur stagiaire et fixant le modèle de rapport d'évaluation, dispose dans son article 2 : « Le(s)

rapport(s) d'évaluation des directeurs stagiaires est (sont) dûment établi(s) selon les modèles annexés au présent arrêté » ;

Considérant que la mention finale de l'évaluation est attribuée par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 33, § 2 du Décret précité dispose : « L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

1° 'favorable' ;

2° 'réservée' ;

3° 'défavorable' . » ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du Décret précité, les conséquences pouvant survenir à la suite de l'évaluation du stage des directions sont reprises dans le tableau suivant :

Fin de première année	Fin de seconde année	Suite
Favorable	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Favorable	Défavorable	Fin d'office du stage
Favorable	Réservé	Prolongation de 6 mois au terme de laquelle une nouvelle évaluation est réalisée : - Si « favorable » : nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an ; - Si « défavorable » : fin d'office du stage
Réservé	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Réservé	Défavorable	Fin d'office
Défavorable	/	Fin d'office

Considérant que le décret du 02 février 2007 précité dispose, dans son article 33 §3 : « Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention 'favorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention 'défavorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention 'réservée' à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période » ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose dans son article 1^{er} : « En vue de l'attribution de la mention d'évaluation, [...], le pouvoir organisateur en ce qui concerne

l'enseignement subventionné par la Communauté française, établit un rapport d'évaluation et peut procéder, d'initiative ou à la demande écrite du directeur stagiaire, à un entretien avec celui-ci. » ;

Considérant que le Conseil Communal, en sa séance du 30 juin 2011, a décidé d'admettre au stage, en qualité de Directeur de la nouvelle école communale fondamentale francophone sise rue du Korenbeek, 133 en c/c, à dater du 1^{er} septembre 2011, Monsieur Patrick SPEECKAERT ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 20 septembre 2012, d'attribuer à l'intéressé une mention favorable à son évaluation de fin de première année de stage de direction ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, d'affecter Monsieur Patrick SPEECKAERT, en qualité de directeur admis au stage, à la nouvelle école communale fondamentale francophone pavillonnaire sise rue de la Flûte enchantée, 30, à dater du 1^{er} septembre 2012 ;

Considérant que Monsieur Patrick SPEECKAERT a pris connaissance de son rapport d'évaluation de fin de deuxième année de stage, lequel a été rédigé par les experts cités plus haut, lors d'un entretien au sein du service de l'Instruction publique le 6 juin 2013 ;

Vu le procès-verbal de cet entretien, lequel a été joint audit rapport d'évaluation ;

DECIDE :

Article 1 :

de prendre connaissance du rapport rédigé par les experts désignés par le Conseil communal concernant la gestion de Monsieur Patrick Speeckaert en qualité de directeur de l'Ecole communale n°14 pendant l'année scolaire 2012-2013;

Article 2 :

de concevoir le rapport d'évaluation de l'intéressée;

Article 3 :

d'octroyer à l'intéressée, au scrutin secret, une mention finale favorable.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

MET GESLOTEN DEUREN - Evaluatie van een directeur in stage na het tweede jaar - Patrick SPEECKAERT - Gemeenteschool 14.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Education FR - Educatie FR

HUIS CLOS - Evaluation du directeur stagiaire en fin de deuxième année de stage - Madame Mariëka VAN HECKE, directrice stagiaire de l'Ecole communale n°17 - Les Tamaris - Enseignement communal fondamental francophone.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Considérant que le Décret précité dispose, dans son article 33, § 2 : « En fin de première année de stage, la Commission d'évaluation visée à l'article 37 ou le pouvoir organisateur procède à l'évaluation du directeur stagiaire. [...] § 3 : a) Le directeur stagiaire qui a obtenu la mention «favorable» en fin de première année de stage, est à nouveau évalué en fin de seconde année du stage, selon les mêmes modalités qu'au § 2 » ;

Considérant que, pour mener à bien l'évaluation des directions, le pouvoir organisateur peut s'entourer d'experts, conformément aux dispositions de l'article 33, § 2 du Décret précité ;

Considérant que les experts désignés par le Conseil communal, en sa séance du 23 octobre 2008, sont :

- Madame Isabelle VAN MECHELEN, responsable de la cellule pédagogique francophone,
- Monsieur Alain PANNEELS, Directeur,
- Madame Pascale VINCENT, Conseiller adjoint,
- Madame Danielle DEWAELE, conseillère pédagogique ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mars 2011, déterminant les modalités d'évaluation du directeur stagiaire et fixant le modèle de rapport d'évaluation, dispose dans son article 2 : « Le(s) rapport(s) d'évaluation des directeurs stagiaires est (sont) dûment établi(s) selon les modèles annexés au présent arrêté » ;

Considérant que la mention finale de l'évaluation est attribuée par le Conseil communal ;

Considérant que l'article 33, § 2 du Décret précité dispose : « L'évaluation aboutit à l'attribution d'une des mentions suivantes :

- 1° 'favorable' ;
- 2° 'réservée' ;
- 3° 'défavorable'. » ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 33 et 34 du Décret précité, les conséquences pouvant survenir à la suite de l'évaluation du stage des directions sont reprises dans le tableau suivant :

Fin de première année	Fin de seconde année	Suite
Favorable	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Favorable	Défavorable	Fin d'office du stage
Favorable	Réservé	Prolongation de 6 mois au terme de laquelle une nouvelle évaluation est réalisée : - Si « favorable » : nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an ; - Si « défavorable » : fin d'office du stage
Réservé	Favorable	Nomination sauf si demande de l'agent de prolonger d'un an
Réservé	Défavorable	Fin d'office
Défavorable	/	Fin d'office

Considérant que le décret du 02 février 2007 précité dispose, dans son article 33 §3 : « Le directeur est nommé ou engagé à titre définitif s'il obtient la mention 'favorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Toutefois, dans ce cas, à la demande du directeur, le stage peut être prolongé d'un an par le Gouvernement ou le pouvoir organisateur. Il est mis fin d'office au stage si le directeur obtient la mention 'défavorable' à l'issue de cette seconde évaluation. Le stage du directeur est prolongé de six mois si le directeur obtient la mention 'réservée' à l'issue de la seconde évaluation. Dans ce cas, une dernière évaluation a lieu à l'issue de cette période » ;

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française précité dispose dans son article 1^{er} : « En vue de l'attribution de la mention d'évaluation, [...], le pouvoir organisateur en ce qui concerne l'enseignement subventionné par la Communauté française, établit un rapport d'évaluation et peut procéder, d'initiative ou à la demande écrite du directeur stagiaire, à un entretien avec celui-ci. » ;

Considérant que le Conseil Communal, en sa séance du 25 août 2011, a décidé d'admettre au stage, en qualité de Directrice de l'Ecole communale fondamentale francophone Tamaris, à dater du 1^{er} septembre 2011, Madame Mariëka VAN HECKE ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 20 septembre 2012, d'attribuer à l'intéressée une mention favorable à son évaluation de fin de première année de stage de direction.

Considérant que Madame Mariëka VAN HECKE a pris connaissance de son rapport d'évaluation de fin de deuxième année de stage, lequel a été rédigé par les experts cités plus haut, lors d'un entretien au sein du service de l'Instruction

publique le 6 juin 2013 ;

Vu le procès-verbal de cet entretien, lequel a été joint audit rapport d'évaluation ;

DECIDE :

Article 1 :

de prendre connaissance du rapport rédigé par les experts désignés par le Conseil communal concernant la gestion de Madame Marieka Van Hecke en qualité de directrice de l'Ecole communale n° 17 pendant l'année scolaire 2012-2013;

Article 2 :

de concevoir le rapport d'évaluation de l'intéressée;

Article 3 :

d'octroyer à l'intéressée, au scrutin secret, une mention finale favorable.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

MET GESLOTEN DEUREN - Evaluatie van een directeur in stage na het tweede jaar- Marieka VAN HECKE - Gemeenteschool 17.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Michel Eylenbosch entre en séance / treedt in zitting

#012/20.06.2013/A/0009# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**
Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat
Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 91 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal dont le texte

suit:

ADMINISTRATION COMMUNALE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU CONSEIL COMMUNAL

Section 1. –Convocation et Ordre du Jour du Conseil Communal

Article 1 :

Le conseil communal se réunit toutes les fois que l'exigent les affaires comprises dans ses attributions et au moins 10 fois par an.

Il est convoqué par son président(1), par le président suppléant en cas d'absence du président ou, s'il est présidé par le bourgmestre, par le collège des bourgmestre et échevins.

S'il a été fait usage de la faculté prévue à l'art. 8bis, par. 1er de la NLC (élection d'un président et d'un président suppléant), le président du conseil dresse l'ordre du jour de la réunion. Il y fait notamment figurer les points communiqués par le collège, ainsi que les questions orales (interpellations) des conseillers et les interpellations des habitants régulièrement introduites.

Sur la demande d'un tiers des membres en fonction, le président (le collège), est tenu de le convoquer au jour et heure indiqués.

L'ordre du jour sera dressé par le président (le collège). Le(s) point(s) proposé(s) par les membres demandeurs seront les seuls repris à l'ordre du jour.

Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par courrier, par porteur à domicile, par télécopie ou par courrier électronique, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'art. 3, par. 3 du présent règlement (deuxième et troisième convocations).

Article 2 :

L'ordre du jour de la séance publique comprend dans l'ordre :

- 1) La présentation des points éventuels introduits en urgence ;
- 2) Interpellations des habitants (3 au maximum par séance) ;
- 3) Les communications utiles ;
- 4) Les questions d'actualités ;
- 5) Les points concernant les affaires de la commune;

6) Les interpellations orales des conseillers.

Les points de l'ordre du jour doivent être indiqués avec suffisamment de clarté.

(1) Dans la suite de ce règlement, afin d'alléger le texte, le terme « président » devra à chaque fois être compris comme « le président ou son suppléant en cas d'absence ou s'il n'a pas été fait usage de la faculté prévue à l'art. 8bis, par. 1er de la NLC, le bourgmestre ou son remplaçant ». Dans ce dernier cas, si la responsabilité revient au collège des bourgmestre et échevins plutôt qu'au seul bourgmestre, on le précisera entre parenthèses.

Dès l'envoi de l'ordre du jour, les pièces se rapportant à chacun des points sont mises à la disposition des membres du conseil communal. Elles sont consultables au secrétariat communal, tous les jours, durant les heures de bureau. Elles ne peuvent être déplacées.

Le secrétariat communal organise aussi, dans les 3 jours avant chaque conseil, une consultation des pièces se rapportant aux points de l'ordre du jour, entre 17heures et 19heures30. Cette consultation est permise exclusivement sur rendez-vous à prendre auprès du secrétaire communal ou de son remplaçant éventuel.

Au plus tard sept jours francs avant la séance au cours de laquelle le conseil communal est appelé à délibérer du budget, d'une modification budgétaire ou des comptes, le collège remet à chaque conseiller communal un exemplaire du projet de budget, du projet de modification budgétaire ou des comptes.

Le secrétaire communal ou les fonctionnaires désignés par lui fournissent aux conseillers qui le demandent des informations techniques au sujet des documents figurant au dossier.

Les lieu, jour, heure et ordre du jour des séances du conseil communal sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage à la maison communale et par leur mise en ligne sur le site internet de la commune, dans les mêmes délais que ceux, relatifs à la convocation du conseil communal.

La presse et les habitants intéressés de la commune sont, à leur demande et dans un délai utile, informés de l'ordre du jour du conseil communal, moyennant éventuellement paiement d'une redevance qui ne peut excéder le prix de revient s'il n'est pas fait usage d'un envoi par mail ou par télécopie. Ce délai utile ne s'applique pas pour des points qui sont ajoutés à l'ordre du jour après l'envoi de la convocation.

Article 3 :

Par. 1er. - Avant d'entrer en réunion, les membres du conseil communal signent une liste de présence sur un registre ad hoc.

Les noms des signataires de cette liste sont mentionnés au procès-verbal de la séance.

Il est établis 5 catégories :

- Présent
- Entré en cours de séance
- Quitté la séance
- Excusé
- Absent

Par. 2. - Le président du conseil préside la réunion du conseil.

Celui qui préside ouvre et clôt la séance.

S'il n'y a pas de président du conseil élu en application de l'article 8bis de la NLC pour la législature en cours, la réunion du conseil est présidée par le bourgmestre ou celui qui le remplace.

Par. 3. - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente.

Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour.

Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article 2 du présent règlement, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent paragraphe.

Par. 4. - Aux jour et heure fixés pour la réunion et dès que les membres du conseil sont en nombre suffisant pour délibérer valablement, le président déclare la séance ouverte.

Si un quart d'heure après l'heure fixée, le quorum requis pour délibérer valablement n'est pas atteint, le président le fait constater. Le conseil sera convoqué à une nouvelle séance par le président (le collègue)

Le secrétaire mentionne ce fait sur la liste de présence.

Article 4 :

Il ne sera pas donné lecture du procès-verbal de la précédente séance, à l'ouverture de chaque séance.

Dans tous les cas, le procès-verbal est mis à la disposition des conseillers sept jours francs au moins avant le jour de la séance. Dans les cas d'urgence visés à l'art. 2 du présent règlement, il est mis à la disposition en même temps que l'ordre du jour.

Tout membre a le droit, pendant la séance, de faire des observations sur la rédaction du procès-verbal. Si ces observations sont adoptées, le secrétaire est chargé de présenter séance tenante ou au plus tard à la séance suivante, un nouveau texte conforme à la décision du conseil.

Si la séance s'écoule sans observations, le procès-verbal est considéré comme adopté et signé par le président de la séance et le secrétaire.

Chaque fois que le conseil le juge convenable, le procès-verbal est rédigé séance tenante, en tout ou en partie, et signé par les membres présents.

Une fois adopté et signé par le président de la séance et le secrétaire, le procès-verbal de chaque séance est mis en ligne sur le site internet de la commune.

Par dérogation au sixième alinéa, les points du procès-verbal qui ont été abordés à huis clos en vertu des articles 93 et 94 de la NLC ne sont pas mis en ligne sur le site internet de la commune.

Section 2. – Interdictions de siéger

Article 5:

Il est interdit à tout membre du conseil et au bourgmestre:

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct.

Cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, lorsqu'il s'agit de la présentation des candidats, de nominations aux emplois, et de poursuites disciplinaires;

2° de prendre part directement ou indirectement dans aucun service, perception

de droit, fourniture ou adjudication quelconque pour la commune;

3° d'intervenir comme avocat, notaire ou homme d'affaires dans les procès dirigés contre la commune. Il ne pourra, en la même qualité, plaider, aviser ou suivre aucune affaire litigieuse quelconque dans l'intérêt de la commune, si ce n'est gratuitement;

4° d'assister à l'examen des comptes des administrations publiques subordonnées à la commune et dont il serait membre ;

5° d'intervenir comme conseil d'un membre du personnel en matière disciplinaire ou du recours contre une évaluation;

6° d'intervenir comme délégué ou technicien d'une organisation syndicale dans un comité de négociation ou de concertation de la commune.

Les dispositions qui précèdent sont applicables aussi aux secrétaires.

Section 3. – Publicité des séances

Article 6 :

Les séances du conseil communal sont publiques.

Sous réserve de l'article 96 de la NLC, le conseil communal, statuant à la majorité des deux tiers des membres présents peut, dans l'intérêt de l'ordre public et en raison des inconvénients graves qui résulteraient de la publicité, décider que la séance ne sera pas publique.

La séance du conseil communal n'est pas publique lorsqu'il s'agit de questions de personnes.

Dès qu'une question de ce genre est soulevée, le président de séance prononce immédiatement le huis clos.

Sauf en matière disciplinaire, la séance à huis clos ne peut avoir lieu qu'après la séance publique.

S'il paraît nécessaire, pendant la séance publique, de continuer l'examen d'un point en séance à huis clos, la séance publique peut être interrompue, à cette seule fin.

Section 4. – Tenue des séances

Article 7 :

La discussion des affaires soumises au conseil a lieu dans l'ordre de leur inscription à l'ordre du jour décrit dans l'article 2, à moins, que le conseil n'en décide autrement à la majorité des voix.

Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait occasionner du danger.

L'urgence sera déclarée par les deux tiers au moins des membres présents; leurs noms seront insérés au procès-verbal.

Les propositions ne figurant pas à l'ordre du jour, et dont le conseil a admis l'urgence à la majorité des deux tiers des membres présents, sont discutées après toutes autres, à moins que le conseil n'en décide autrement.

Si l'urgence n'est pas réclamée ou n'est pas admise, il est donné acte du dépôt de la proposition qui ne pourra être discutée qu'à la séance suivante.

Article 8 :

Le président de séance a la police de l'assemblée.

Les membres du conseil ne prennent la parole qu'après l'avoir demandée et obtenue du président. Elle est accordée dans l'ordre des demandes et, en cas de demandes simultanées, selon le tableau de préséance des membres du conseil.

Le président ne peut déroger à cet ordre des demandes que pour accorder la parole alternativement pour et contre les propositions en discussion.

Article 9 :

Chaque conseiller peut s'inscrire pour une question ou un commentaire à l'annonce du point à l'ordre du jour. La parole sera donnée à chacun suivant l'ordre d'inscription.

Pour les séances publiques, une traduction simultanée est mise à disposition.

Nulle intervention ne peut durer plus de cinq minutes.

La réponse sera donnée par la personne déléguée par le collège des bourgmestre et échevin dès que chaque conseiller s'étant inscrit aura présenté son argumentation.

Seul le conseiller s'étant inscrit à l'énoncé du point bénéficie d'un droit de réplique limité à 3 minutes. Cette réplique sera un commentaire qui n'appellera

pas de réponse. Le vote interviendra dès la fin des répliques.

Si un conseiller est nommé lors d'une question ou d'une réponse, il aura le droit de répondre uniquement sur l'objet pour lequel il a été cité. Son droit de réplique est régi par l'alinéa 4 du présent article.

Nul ne parle plus de deux fois sur le même objet à moins que le président n'en décide autrement.

Personne ne peut être interrompu pendant qu'il parle, sauf pour un renvoi au règlement ou un rappel à l'ordre.

Article 10 :

Lorsqu'un membre du conseil à qui la parole a été accordée s'écarte du sujet, le président le ramène à celui-ci ; si, après un premier avertissement le membre continue à s'écarter du sujet, le président lui retire la parole.

Tout membre qui, contre la décision du président, s'efforce de conserver la parole est considéré comme troublant l'ordre.

Ceci vaut également pour ceux qui prennent la parole sans l'avoir demandée et obtenue.

Le membre qui a la parole ne peut s'adresser qu'au conseil.

Tout membre perturbateur est rappelé à l'ordre par le président.

Tout membre qui a été rappelé à l'ordre peut se justifier, après quoi le président décide si le rappel à l'ordre est maintenu ou retiré.

Toute parole injurieuse, toute assertion blessante, toute allusion personnelle, tout propos portant atteinte aux droits et libertés reconnus par la Constitution et la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont considérés comme troublant l'ordre.

Dans ce cas, le procès-verbal mentionne le retrait de parole et le motif de ce retrait.

Article 11 :

Lorsque la réunion devient tumultueuse de telle sorte que le déroulement normal de la discussion se trouve compromis, le président avertit que, en cas de persistance du tumulte, il suspendra ou mettra fin à la séance.

Si le tumulte persiste néanmoins, il suspend ou clôt la réunion, et en ce cas, les membres du conseil doivent quitter immédiatement la salle.

Le procès-verbal mentionne cette suspension ou cette clôture.

Article 12 :

La clôture de la discussion peut également être demandée par un tiers des membres. Cette demande est mise aux voix par le Président. Les chefs de groupe uniquement ont un temps de parole de 3 minutes pour argumenter sur la demande.

Article 13 :

Toute communication est interdite pendant la séance, entre le public et les membres du conseil.

Article 14:

Pendant la durée de la séance, le public se tient silencieux.

Le président peut, après en avoir donné l'avertissement, faire expulser à l'instant du lieu de l'auditoire tout individu qui donnera des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou excitera au tumulte de quelque manière que ce soit.

Le président peut, en outre, dresser procès-verbal sur le champ à charge du contrevenant, et le renvoyer devant le tribunal de police qui pourra le condamner à une amende d'un à quinze francs ou à un emprisonnement d'un à trois jours, sans préjudice d'autres poursuites, si le fait y donne lieu.

Section 5.- Questions d'Actualité

Article 15 :

Les questions d'actualité concernent exclusivement des faits portés à la connaissance des conseillers moins de 5 jours francs avant la séance du conseil communal, et ne découlant pas d'un fait déjà connu. Délai ne permettant plus l'introduction d'une question orale.

Les sujets doivent impérativement être en relation directe avec les affaires de compétences communales à l'exclusion de tout autre.

Les questions devront être remises le jour du conseil communal avant 10heures

au secrétariat communal qui est chargé de les transmettre aussitôt au collègue des bourgmestre et échevins.

L'ordre des questions portées à l'ordre du jour est établi suivant la date et l'heure de dépôt au secrétariat communal.

Le nombre de questions (sujets) d'actualité par séance du conseil communal est limité à 5, l'ordre de dépôt au secrétariat communal faisant foi.

Un groupe comportant de 1 à 5 conseillers peut introduire 1 question d'actualité par conseil communal, un groupe comportant plus de 5 conseillers peut en introduire 3 au plus par conseil communal

Article 16 :

C'est le président du conseil qui jugera de la pertinence communale de la question et le rejet de celle-ci. Il en informera le conseiller concerné avant la séance.

Le conseiller justifiera les raisons de l'introduction de sa question au président et celui-ci statuera seul sur le maintien ou le rejet de la question.

Le temps total destiné aux questions d'actualité est de 15 minutes. Le président peut décider d'élargir ce délai si la nécessité se présente.

Article 17 :

Les questions ne feront pas l'objet d'un débat. Seul le conseiller ayant introduit la question aura droit à présenter sa question et à utiliser son droit de réplique unique.

Si plusieurs conseillers ont introduit une question sur le même sujet, elles seront jointes

Le temps de parole est limité à 5 minutes par question réponse.

Article 18 :

Si pour des raisons de confidentialité, la réponse ne peut être donnée en séance publique, cette réponse sera donnée au début de la séance à huis-clos qui suit cette même séance publique.

Section 5. – Questions orales et Motions

Article 19 :

Toute motion ou question orales étrangère à l'ordre du jour doit être remise par écrit au président du conseil au moins cinq jours francs avant l'assemblée. Elles doivent être accompagnées d'une note explicative ou de tout document propre à éclairer le conseil. Il est interdit à un membre du collège des bourgmestre et échevins de faire usage de cette faculté.

La motion ou la question orale doit avoir un lien avec les matières de compétences (responsabilité, conséquence) communales ou tout autre objet qui lui est soumis par l'autorité supérieur. (Art. 117 NLC)

Le président assisté du secrétaire communal, transmet sans délai les points complémentaires de l'ordre du jour aux membres du conseil.

L'interpellant dispose d'un temps de parole limité à cinq minutes.
Le répondant est soumis à la même règle

Si deux questions orales sont jointes, seuls les deux interpellants bénéficient des mêmes droits.

Les autres membres qui désirent prendre la parole sur l'objet de l'interpellation, disposent de deux minutes avant que la réponse ne soit donnée.

Seul l'interpellant principal peut intervenir après la réponse, il dispose d'un temps limité à 3 minutes. Le 5ème alinéa est d'application.

Sauf élément nouveau, nul ne peut interpellier sur le même objet avant trois mois.

Section 6. - Votes

Article 20 :

Avant chaque vote, le Président circonscrit l'objet sur lequel l'assemblée aura à se prononcer.

Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages. En cas de partage, la proposition est rejetée.

Dans les questions complexes, la division du vote doit être accordée lorsqu'elle

est demandée.

Les amendements sont mis au vote avant la question principale et les sous-amendements sont mis au vote avant les amendements.

Le conseil communal vote sur l'ensemble du budget et sur l'ensemble des comptes annuels.

Chacun de ses membres peut toutefois exiger le vote séparé d'un ou de plusieurs articles ou groupes d'articles qu'il désigne, s'il s'agit du budget ou d'un ou plusieurs articles ou postes qu'il désigne, s'il s'agit des comptes annuels.

Dans ce cas, le vote d'ensemble ne peut intervenir qu'après le vote sur le ou les articles, groupes d'articles ou postes ainsi désignés, et il porte sur les articles ou postes dont aucun des membres n'a demandé le vote séparé, et sur les articles qui ont déjà été adoptés par vote séparé.

Le vote concernant l'adoption d'une motion se fait à l'unanimité des voix. Si l'unanimité n'est pas obtenue, la motion est rejetée.

Article 21 :

Les membres du conseil votent à main levée.

Cinq membres présents peuvent demander le vote à haute voix. Il se fait par oui, non ou abstention.

Les membres qui s'abstiennent peuvent faire connaître les raisons de leur abstention.

A leur demande, ces raisons sont actées au procès-verbal.

Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité requise des suffrages.

Le président, vote en dernier lieu.

Le résultat des votes est rendu public par le président.

Article 22 :

Lors d'un scrutin secret les membres du conseil expriment leur vote à l'intérieur d'un isolement.

Les isolements sont équipés de stylos identiques.

Après avoir exprimé leur vote ils déposeront leurs bulletins de vote dans une urne prévue à cet effet.

Avant le début du scrutin les deux plus jeunes conseillers constatent que l'urne destinée à recevoir les bulletins de vote est vide et ferment ensuite l'urne à clef. Les clefs sont remises au président.

Les votes sont recensés par le président ou son délégué ou les deux plus jeunes conseillers.

Tout membre du conseil est autorisé à vérifier la régularité du dépouillement.

Pendant la procédure de vote, les conseillers sont tenus de rester à leur place pour pouvoir y participer et de la rejoindre après avoir voté.

Article 23 :

Avant de procéder au dépouillement, les bulletins de vote sont comptés.

Si le nombre de bulletins de vote ne coïncide pas avec le nombre de membres du conseil qui ont pris part au scrutin, les bulletins de vote sont annulés et les membres du conseil sont invités à voter une nouvelle fois.

Article 24 :

Si lors d'une nomination ou lors d'une présentation de candidats, la majorité requise n'est pas obtenue lors du premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix.

A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à pourvoir.

Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste.

La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité (nombre de voix obtenues) des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

Section 7. – Commissions

Article 25:

Le conseil communal peut créer, en son sein, une commission temporaire ayant pour mission de rendre des avis et formuler des recommandations à l'attention du conseil communal dans la matière dont elle sera chargée.

Les mandats de membre de la commission temporaire sont répartis entre les factions représentées au conseil communal de la façon suivante :

Les factions représentées par moins de 5 conseillers ont chacun 1 membre, les factions représentées par au moins 5 conseillers et au plus 10 conseillers ont chacun 2 membres, les factions représentées par plus de 10 conseillers ont chacun 3 membres.

Si la commission par cette répartition comprend moins de 13 membres, le nombre de membre par faction sera augmenté de 1 membre en commençant par la faction la plus importante, ensuite la deuxième faction la plus importante et ainsi de suite, faction après faction , jusqu'à ce que le nombre de 13 membres soit atteint.

La commissions peut toujours entendre des experts et des personnes intéressées.

Le règlement d'ordre intérieur du conseil communal est d'application.

Par dérogation, la commission peut déterminer son mode de convocation et d'attribution de la présidence. C'est le membre le plus âgé qui est désigné pour assumer la fonction de président jusqu'à la désignation, si les membres en exprime la volonté, du nouveau président à la majorité simple des voix.

La compétence de la commission, son objet et sa durée sont décidé par le conseil communal.

Section 8. – Sections Réunies

Article 26 :

Le conseil communal se réunit en sections réunies dans les jours précédents le conseil communal.

Ces réunions se tiennent à huis-clos.

Leur nombre est égal au nombre de conseils communaux.

Elle est convoquée par le président (le collègue).

Le président (le collègue) dresse l'ordre du jour de la réunion.

Le président ouvre et clos la séance.

Le président délègue la direction de la réunion au bourgmestre ou à l'échevin compétent dans la matière suivant l'ordre du jour.

Article 27 :

Les conseillers signent le livre des présences à l'entrée de la salle ou se tient la réunion.

Le règlement d'ordre intérieur du conseil communal est d'application.

Article 28 :

C'est à l'occasion de la section réunie que les conseillers peuvent s'informer sur les éléments techniques des différents points à l'ordre du jour du prochain conseil communal.

Les sections réunies peuvent toujours entendre des experts pour améliorer la clarté des dossiers.

Article 29 :

A la demande du Collège des bourgmestre et échevins, l'ordre du jour peut-être complété par la présentation d'un sujet particulier.

Une séance supplémentaire des sections réunies peut-être également convoquée pour cette raison à la demande du collège.

Section 8. – Jetons de présence

Article 30 :

Les conseillers communaux ne reçoivent aucun traitement.

Tous les membres, à l'exception du bourgmestre et des échevins, reçoivent un jeton de présence pour chaque séance du conseil à laquelle ils ont assisté, ainsi que pour chaque séance de commission et de sections réunies à laquelle ils ont été présents en qualité de membre de celle-ci.

Au président du conseil communal ou à celui qui le remplace, à l'exclusion du bourgmestre ou de son remplaçant, il est alloué un double jeton de présence pour chaque réunion du conseil présidée.

Le montant des jetons de présence est fixé par le conseil communal.

Section 9. – Bulletin communal

Article 31 :

En dehors du procès-verbal, il est publié un bulletin communal donnant le compte-rendu intégral des séances du conseil communal.

Article 32 :

Tout texte lu, en cours de séance, sera remis au président.

L'insertion de la question orale dans le bulletin communal sera précédée de la mention suivante : « MR X... énonce la question qui suit ».

Article 33 :

Le compte-rendu intégral des séances du conseil communal sera remis aux membres du conseil dans les trente jours.

Le compte rendu ainsi que les questions écrites et leurs réponses seront publiés in-extenso sur le site internet de la commune.

Le conseiller souhaitant voir sa question orale ou écrite publiée en français et en néerlandais, sur le site internet de la commune, fournira la traduction de sa question. La réponse sera alors également publiée dans les deux langues.

Section 10. Droit de regard des conseillers communaux

Article 34:

Les dossiers et pièces concernant l'administration de la commune sont accessibles, moyennant un préavis raisonnable, durant les heures de bureau, au cabinet du secrétaire communal.

Sont soustraits à l'examen des membres du conseil communal les supports d'information qui concernent des missions de pur intérêt supra communal, d'une part, et ceux qui concernent des missions d'intérêt communal ou mixte, d'autre part, lorsque la pièce qu'ils entendent examiner constitue un élément d'un dossier en cours d'instruction par le collège des bourgmestre et échevins à l'exception des données de fait qui y sont consignées. En outre les conseillers communaux sont en droit de consulter les dossiers constitués par le collège concernant les permis de bâtir à l'instruction ou déjà délivrés.

Les membres du conseil communal ont le droit d'obtenir auprès du secrétaire communal copie des actes et pièces concernant l'administration de la commune.

Les copies demandées, selon inventaire dressé par le requérant, seront tenues à sa disposition au plus tard dans les trois jours ouvrable de la demande.

Article 35 :

Les membres du conseil ont le droit de visiter les établissements et services communaux accompagnés par une personne désignée par le collège des bourgmestre et échevins ; durant la visite de l'établissement, le membre du conseil communal est tenu à un devoir de stricte neutralité et de réserve.

Cette visite aura lieu au plus tard dans les 30 jours francs de la demande aux jours et heures fixés par le collège.

Si la visite est demandée pour constater une situation particulière pouvant évoluer rapidement (dégâts , inondations, danger), elle devra se faire dans un délai inférieur à 5 jours ouvrables.

Communication de la date et de l'heure de la visite sera faite aux conseillers en leur donnant la possibilité de se joindre à la visite.

Article 36 :

Le collège des bourgmestre et échevins répond dans les plus brefs délais et au plus tard dans les 30 jours aux questions posées par les membres du conseil communal.

Cette réponse sera fournie soit par écrit, soit oralement à la plus prochaine séance du conseil communal.

Section 11. – Mandats dans les organismes publics

Article 37 :

Les candidatures aux mandats dans les organismes publics, associations ou sociétés seront introduites par écrit auprès du collège des bourgmestre et échevins, au plus tard 48 heures avant la séance du conseil communal où ces mandats seront mis à l'ordre du jour

Si l'organisme public, l'association ou la société, par ses statuts ou par loi organique, définit la règle à appliquer pour le dépôt des listes de candidats et le mode d'élection l'alinéa 1 n'est pas d'application et chaque conseiller communal en sera informé par écrit.

Chaque mandataire principal d'une intercommunale fera annuellement rapport au conseil lors d'une sections réunies. . Il pourra se faire accompagner d'un expert de la matière s'il le souhaite.

Lors du plus prochain conseil un résumé de la présentation sera remis au conseil communal.

Seuls les chefs de groupe pourront commenter le rapport. Un temps de parole de 3 minutes leur est attribué.

Les commentaires se limiteront à la matière présentée.

Section 12. – Publicité des décisions

Article 38 :

Il ne pourra être refusé à aucun des habitants de la commune, communication, sans déplacement des pièces, des délibérations du conseil communal.

Les résolutions prises à huis clos seront tenues secrètes pendant 12 ans.

Le conseil pourra statuer sur une demande de la levée du secret avant ce terme si la demande en est faite.

Section 13. – Interpellation par les habitants

Article 39 :

A l'ouverture de la séance du conseil communal, un temps d'interpellation d'une durée de 45 minutes à l'attention des membres du collège des bourgmestre et échevins est réservé aux habitants de la commune.

Article 40 :

La demande d'interpellation devra être relative à un sujet d'intérêt communal, ne pas revêtir un intérêt exclusivement particulier et être rédigée en français ou en néerlandais.

Elle devra être signée par au moins 20 personnes âgées de 16 ans au moins, domiciliées dans la commune.

Elle devra mentionner le nom de l'habitant qui interpellera le collège.

Les demandes d'interpellation sont communiquées aux membres du conseil avant chaque séance.

Article 41 :

Est irrecevable, l'interpellation relative à une matière qui relève des séances à huis clos, qui figure déjà à l'ordre du jour du conseil, qui a déjà fait l'objet d'une interpellation au cours des derniers trois mois, ou qui ne respecte pas les prescrits légaux relatifs au respect des personnes.

Article 42 :

Pour être prise en considération, elle devra être remise au secrétaire communal au plus tard cinq jours francs avant la date de la réunion du conseil communal. Tous les modes écrits d'introduction sont acceptés.

Dans la demande d'interpellation, qui doit être adressée au collège des bourgmestre et échevins, seront repris les noms et adresse des interpellant, leurs signatures et un bref exposé du sujet.

Article 43 :

Au cours d'une même séance, il n'est autorisé que trois interpellations maximum.

Chaque interpellation se limitera à 15 minutes globales de temps

question/réponse.

Le président (le collègue) met l'interpellation à l'ordre du jour de la prochaine séance du conseil communal. dans l'ordre chronologique de réception des demandes.

Elles sont soumises dans cet ordre à la séance. Toutefois lorsque l'urgence l'impose, il peut être admis une dérogation à ce principe. Les membres du conseil se prononcent à la majorité simple sur l'urgence.

L'exposé de l'interpellation a lieu en début de séance et est fait par l'habitant désigné à cet effet.

Les chefs de groupe ont alors un temps de parole de 3 minutes pour argumenter sur l'interpellation.

Le bourgmestre ou le membre du collège ayant le sujet dans ses attributions répond à l'interpellation séance tenante après les chefs de groupe.

L'habitant ayant fait l'interpellation bénéficie d'un droit de réplique de 3 minutes, après quoi le point est considéré comme clos.

Section 13. – Dispositions générales

Article 44 :

Il est interdit de fumer et de manger lors des séances du conseil communal, des commissions et des sections réunies.

Article 45 :

Lors des réunions du conseil, il ne peut être fait usage d'appareils enregistreurs de sons ou d'images sans autorisation préalable du président.

Section 14. Dispositions finales

Article 46 :

Les dispositions antérieures relatives au règlement d'ordre intérieur du conseil communal et du droit d'interpellation des habitants au conseil communal sont abrogées.

Il sera fait référence à la Nouvelle Loi communale pour tout ce qui n'est pas

expressément prévu par le présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 40 votes positifs, 1 abstention.

Reglement van orde van de Gemeenteraad - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 91 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel :

Het reglement van orde van de Gemeenteraad goed te keuren, waarvan de inhoud volgt:

GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JANS-MOLENBEEK

REGLEMENT VAN INWENDIGE ORDE VAN DE GEMEENTERAAD

Afdeling 1. – Oproeping en Agenda van de Gemeenteraad

Artikel 1 :

De gemeenteraad vergadert telkens als de zaken die tot zijn bevoegdheid behoren, het vereisen, en ten minste tienmaal per jaar.

Hij wordt bijeengeroepen door de voorzitter(1), door de plaatsvervangende voorzitter bij afwezigheid van de voorzitter of, indien hij wordt voorgezeten door de burgemeester, door het college van burgemeester en schepenen.

Indien gebruik wordt gemaakt van de bevoegdheid vastgelegd in art. 8bis, par. 1 van de NGW (verkiezing van een voorzitter en een plaatsvervangende voorzitter) stelt de voorzitter van de raad de agenda van de vergadering op. Met name vermeldt hij hierin de punten die door het college meegedeeld zijn,

alsmede de mondelinge vragen (interpellaties) van de raadsleden en de interpellaties van de inwoners die op wettige wijze ingediend zijn.

Op verzoek van een derde van de in functie zijnde leden, is de voorzitter (het college) ertoe gehouden de raad bijeen te roepen op de aangegeven dag en het aangegeven uur.

De agenda wordt opgesteld door de voorzitter (het college). Het punt dat/De punten die door de verzoekende leden wordt/worden voorgesteld, is het enige dat/zijn de enige die op de agenda worden geplaatst.

Behalve in spoedeisende gevallen geschiedt de bijeenroeping via de post, per drager aan huis, per fax of via-e-mail, ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de vergadering; ze bevat de agenda. Deze termijn wordt voor de toepassing van art. 3, par. 3 van het onderhavig reglement evenwel teruggebracht tot twee vrije dagen (tweede en derde bijeenroeping).

Artikel 2 :

De agenda van de openbare zitting bevat, in volgorde :

- 1) de voorstelling van de punten die eventueel bij hoogdringendheid ingediend zijn ;
- 2) interpellaties van de inwoners (maximaal 3 per zitting) ;
- 3) de nuttige mededelingen ;
- 4) de vragen over de actuele toestand ;
- 5) de punten betreffende de aangelegenheden van de gemeente
- 6) de mondelinge interpellaties van de raadsleden.

Da agendapunten moeten voldoende duidelijk worden aangegeven.

(1) Volgens de logica van dit reglement, en om de tekst minder zwaar te maken, dient de term « voorzitter » telkens te worden begrepen als « de voorzitter of zijn plaatsvervanger bij afwezigheid, of indien geen gebruik werd gemaakt van de bevoegdheid die vastgelegd is in art. 8bis, par. 1 van de NGW, de burgemeester of zijn vervanger ». In dit laatste geval, en indien de verantwoordelijkheid eerder bij het college van burgemeester en schepenen ligt dan enkel bij de burgemeester, wordt dit tussen haakjes geplaatst.

Zodra de agenda verstuurd is, worden de stukken die op elk van de punten betrekking hebben, ter beschikking gesteld van de leden van de gemeenteraad. Ze zijn dagelijks te raadplegen op het gemeentesecretariaat, tijdens de werkuren. Ze mogen niet van plaats veranderen.

Het gemeentesecretariaat organiseert ook, binnen 3 dagen vóór iedere raad, tussen 17 uur en 19.30 uur, een raadpleging van de stukken die betrekking

hebben op de agendapunten. Voor deze raadpleging wordt enkel toestemming verleend na afspraak, die dient te worden gemaakt bij de gemeentesecretaris of zijn eventuele vervanger.

Uiterlijk zeven vrije dagen vóór de zitting tijdens dewelke de gemeenteraad dient te beraadslagen over de begroting, een begrotingswijziging of rekeningen, overhandigt het college aan ieder gemeenteraadslid een exemplaar van het begrotingsontwerp, het ontwerp van begrotingswijziging of de rekeningen.

De gemeentesecretaris of de agenten die door hem aangewezen zijn, verstrekken aan de raadsleden die erom verzoeken technische informatie inzake de documenten die deel uitmaken van het dossier.

De plaats en dag, het uur en de agenda van de gemeenteraadszittingen worden ter kennis gebracht van het publiek, door aanplakking aan het gemeentehuis, en door deze online te plaatsen op de website van de gemeente, dit binnen dezelfde termijnen als bij de bijeenroeping van de gemeenteraad.

De pers en de geïnteresseerde inwoners van de gemeente worden op hun verzoek, en binnen een redelijke termijn, op de hoogte gebracht van de agenda van de gemeenteraad, eventueel tegen betaling van een bijdrage, die niet hoger mag zijn dan de kostprijs indien geen gebruik wordt gemaakt van een verzending via e-mail of per fax. Deze redelijke termijn is niet van toepassing voor punten die aan de agenda worden toegevoegd na verzending van de bijeenroeping.

Artikel 3 :

Par. 1 – Voordat de leden van de gemeenteraad de vergadering betreden, ondertekenen ze een aanwezigheidslijst in een ad hoc register.

De namen van de ondertekenaars van deze lijst worden vermeld in het proces-verbaal van de zitting.

Er zijn 5 categorieën :

- aanwezig
- binnengekomen tijdens de zitting
- de zitting verlaten
- verontschuldigd
- afwezig.

Par. 2. – De voorzitter van de raad zit de vergadering van de raad voor.

De persoon die de vergadering voorziet, opent en sluit de zitting.

Is er, in toepassing van artikel 8bis van de NGW voor de aan de gang zijnde legislatuur, geen voorzitter van de raad verkozen, dan wordt de vergadering van de raad voorgezeten door de burgemeester, of door de persoon die hem

vervangt.

Par. 3. - De raad kan geen besluit aannemen indien niet de meerderheid van de in functie zijnde leden aanwezig is.

Werd de vergadering echter tweemaal bijeengeroepen, zonder dat er een stemgerechtigd aantal leden aanwezig geweest is, dan kan er na een nieuwe en laatste bijeenroeping worden beraadslaagd over de punten die voor de derde maal op de agenda geplaatst zijn, dit ongeacht het aantal aanwezige leden.

De tweede en derde bijeenroeping geschieden conform de regels zoals vastgelegd in artikel 2 van het onderhavig reglement, en indien de bijeenroeping voor de tweede of derde maal plaats vindt, wordt dit vermeld. Daarnaast wordt bij de derde bijeenroeping tekstueel herinnerd aan de eerste twee bepalingen van de onderhavige paragraaf.

Par. 4. – Op de vastgestelde dag en uur voor de vergadering, en zodra de leden van de raad in voldoende aantal zijn om op geldige wijze te beraadslagen, verklaart de voorzitter de zitting geopend.

Is het vereist quorum om op geldige wijze te beraadslagen een kwartier na het vooropgesteld uur niet bereikt, dan laat de voorzitter dit vaststellen. De raad wordt door de voorzitter (het college) bijeengeroepen voor een nieuwe zitting.

De secretaris vermeldt dit feit op de aanwezigheidslijst.

Artikel 4 :

Van het proces-verbaal van de vorige zitting wordt bij de opening van een zitting geen lezing gegeven.

In elk geval wordt het proces-verbaal ten minste zeven vrije dagen vóór de dag van de zitting ter beschikking gesteld van de raadsleden. In spoedeisende gevallen zoals bedoeld in art. 2 van het onderhavig reglement wordt het gelijktijdig met de agenda ter beschikking gesteld.

Ieder lid heeft het recht om tijdens de zitting opmerkingen te maken over de opstelling van het proces-verbaal. Worden deze opmerkingen goedgekeurd, dan wordt de secretaris belast met de voorlegging gedurende de zitting, of ten laatste in de volgende zitting, van een nieuwe tekst die conform het besluit van de raad is.

Verloopt de zitting zonder dat er opmerkingen worden gemaakt, dan wordt het proces-verbaal beschouwd als zijnde goedgekeurd, en ondertekend door de voorzitter van de zitting en de secretaris.

Telkens als de raad dit passend acht, wordt het proces-verbaal geheel of gedeeltelijk gedurende de zitting opgesteld, en door de aanwezige leden ondertekend.

Eens het proces-verbaal van de zitting goedgekeurd is, en ondertekend door de voorzitter van de zitting en de secretaris, wordt het op de website van de gemeente geplaatst.

In afwijking van het zesde lid worden de punten van het proces-verbaal die achter gesloten deuren werden behandeld, krachtens de artikelen 93 en 94 van de NGW, niet op de website van de gemeente geplaatst.

Afdeling 2. – Verbod om te zetelen

Artikel 5:

Het is elk raadslid en de burgemeester verboden om :

1° vóór of na zijn verkiezing aanwezig te zijn bij een beraadslaging over zaken waarmee een rechtstreeks belang gemoeid is, hetzij persoonlijk, hetzij als zaakgelastigde, of waarin de ouders of aanverwanten tot de vierde graad inbegrepen een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben.

Dit verbod is beperkt tot de ouders of aanverwanten tot de tweede graad, wanneer het gaat om de voordracht van kandidaten, om benoemingen in betrekkingen, en om disciplinaire vervolgingen;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan om het even welke dienst, inning van een recht, of levering of aanbesteding voor de gemeente;

3° in de processen die tegen de gemeente worden gevoerd op te treden als advocaat, notaris of zakenman. In deze zelfde hoedanigheid mag hij geen enkele betwiste zaak in het belang van de gemeente bepleiten of volgen, of er advies voor geven, tenzij het gratis is;

4° aanwezig te zijn bij het nazien van rekeningen van overheidsbesturen die afhangen van de gemeente, en waarvan hij lid zou zijn ;

5° op te treden als raadsman voor een personeelslid in een disciplinaire aangelegenheid, of inzake een beroep tegen een evaluatie ;

6° op te treden als afgevaardigde of technicus van een vakbondsorganisatie in een onderhandelings- of overlegcomité van de gemeente.

De voorafgaande bepalingen gelden ook voor de secretarissen.

Afdeling 3. – Bekendmaking van de zittingen

Artikel 6 :

De gemeenteraadszittingen zijn openbaar.

Onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 96 van de NGW kan de gemeenteraad, die zich met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden uitspreekt, in het belang van de openbare orde, en omwille van de ernstige ongemakken die zouden voortvloeien uit het openbaar karakter, beslissen dat de zitting niet openbaar is.

De zitting van de gemeenteraad is niet openbaar wanneer het gaat om kwesties die personen betreffen.

Zodra een kwestie van die aard aan de orde gesteld is, deelt de voorzitter van de zitting onmiddellijk mee dat ze plaats vindt achter gesloten deuren.

Behalve in het geval van een disciplinaire aangelegenheid, kan de besloten zitting enkel doorgaan na de openbare zitting.

Indien het tijdens de openbare zitting nodig blijkt een punt nader te onderzoeken in besloten zitting, kan de openbare zitting worden onderbroken, maar enkel te dien einde.

Afdeling 4. – Het houden van de zittingen

Artikel 7 :

De bespreking van de zaken die aan de raad worden voorgelegd, vindt plaats in de volgorde waarin ze op de agenda geplaatst zijn, zoals omschreven in artikel 2, tenzij de raad hier bij meerderheid van stemmen anders over beslist.

Er kan geen enkele aangelegenheid wordt besproken die niet op de agenda geplaatst is, behalve in spoedeisende gevallen, waarin de geringste achterstand een risico zou kunnen inhouden.

Tot spoedbehandeling kan enkel worden besloten door ten minste twee derde van de aanwezige leden. Hun namen worden opgenomen in het proces-verbaal.

De voorstellen die niet op de agenda voorkomen, en waarvoor de raad met een

tweederdemeerderheid van de aanwezige leden tot spoedbehandeling heeft besloten, worden besproken na alle andere, tenzij de raad hier anders over beslist.

Indien er geen spoedbehandeling wordt geëist, of indien deze niet wordt toegestaan, wordt er akte verleend van de neerlegging van het voorstel, dat slechts in de volgende zitting kan worden besproken.

Artikel 8 :

De voorzitter van de zitting is belast met de handhaving van de orde tijdens de vergadering.

De raadsleden nemen slechts het woord nadat ze dit gevraagd hebben aan, en gekregen van de voorzitter. Het woord wordt verleend in de volgorde van de aanvragen en, bij gelijktijdige aanvragen, volgens de voorranglijst van de raadsleden.

De voorzitter mag enkel van deze volgorde van de aanvragen afwijken om beurtelings het woord te verlenen voor en tegen de voorstellen die worden besproken.

Artikel 9 :

Ieder raadslid kan zich inschrijven voor een vraag of een opmerking over de aankondiging van het punt op de agenda. Aan elkeen zal het woord worden gegeven, in volgorde van inschrijving.

Voor de openbare zittingen wordt een simultaanvertaling ter beschikking gesteld.

Een tussenkomst mag niet langer dan vijf minuten duren.

Het antwoord wordt gegeven door de afgevaardigde van het college van burgemeester en schepenen zodra ieder ingeschreven raadslid zijn argumenten heeft aangevoerd.

Enkel het raadslid dat zich voor de uiteenzetting over het punt heeft ingeschreven, heeft een recht van repliek, dat beperkt is tot 3 minuten. Deze repliek is een commentaar, die niet vraagt om een antwoord. Zodra de repliek gegeven is, wordt er gestemd.

Indien een raadslid bij een vraag of een antwoord wordt genoemd, heeft hij het recht om enkel te antwoorden op datgene waarvoor hij werd genoemd. Zijn recht van antwoord wordt geregeld door het vierde lid van het onderhavige artikel.

Er wordt nooit meer dan tweemaal over een zelfde onderwerp gesproken,

tenzij de voorzitter er anders over beslist.

Niemand mag tijdens het spreken worden onderbroken, behalve voor een verwijzing naar het reglement of een terugroeping tot de orde.

Artikel 10 :

Wanneer een raadslid aan wie het woord werd verleend van zijn onderwerp afwijkt, brengt de voorzitter hem terug bij zijn onderwerp. Blijft het lid, na een eerste verwittiging, van zijn onderwerp afwijken, dan ontnemt de voorzitter hem het woord.

Indien een lid, ondanks de beslissing van de voorzitter, aan het woord probeert te blijven, wordt ervan uitgegaan dat hij de orde verstoort.

Dit geldt eveneens voor de leden die het woord nemen, zonder het te hebben gevraagd en gekregen.

Het lid dat aan het woord is, mag zich enkel tot de raad richten.

Ieder lid dat de orde verstoort, wordt door de voorzitter tot de orde geroepen. Ieder lid dat tot de orde geroepen is, mag zich verantwoorden, waarna de voorzitter beslist of de terugroeping tot de orde behouden blijft, of wordt ingetrokken.

Elk scheldwoord, elke beledigende uitdrukking en elke persoonlijke aantijging die, en ieder voornemen dat afbreuk doet aan de rechten en vrijheden erkend door de Grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden worden geacht de orde te verstoren. In dit geval wordt in het proces-verbaal het intrekken van het woord en het motief voor deze intrekking vermeld.

Artikel 11 :

Wanneer de vergadering zo rumoerig wordt, dat het normaal verloop van de bespreking in het gedrang wordt gebracht, kondigt de voorzitter aan dat hij bij voortduring van het rumoer de zitting zal schorsen of sluiten.

Indien het rumoer niettemin aanhoudt, schorst of sluit hij de vergadering, en in dit geval moeten de raadsleden onmiddellijk de zaal verlaten.

In het proces-verbaal wordt van deze schorsing of sluiting melding gemaakt.

Artikel 12 :

Door een derde van de leden kan eveneens worden gevraagd dat de bespreking wordt afgesloten. Dit verzoek wordt door de Voorzitter ter stemming gelegd. Enkel de fractieleiders kunnen gedurende 3 minuten het woord nemen om over het verzoek te argumenteren.

Artikel 13 :

Tijdens de zitting is elke communicatie tussen het publiek en de raadsleden verboden.

Artikel 14 :

Tijdens de zitting moet het publiek zwijgen.

Na een verwittiging mag de voorzitter onmiddellijk elke persoon die openlijk tekenen geeft van goedkeuring of afkeuring, of op het even welke manier tumult uitlokt, uit de beraadslagingszaal doen verwijderen.

De voorzitter kan daarnaast ogenblikkelijk een proces-verbaal opmaken tegen de overtreder om hem te verwijzen naar de politierechtbank, die hem kan veroordelen tot een boete van één tot vijftien frank, of tot een hechtenis van één tot drie dagen, dit onverminderd de andere vervolgingen, indien het feit er aanleiding toe geeft.

Afdeling 5.- Actuele kwesties

Artikel 15 :

Actuele kwesties hebben uitsluitend betrekking op feiten die minder dan vijf vrije dagen vóór de zitting van de gemeenteraad ter kennis gebracht worden van de leden, en die niet voortvloeien uit een feit dat al gekend is. Omwille van deze termijn kan er geen mondelinge vraag meer worden ingediend.

De onderwerpen moeten rechtstreeks verband houden met zaken die onder de bevoegdheid van de gemeente vallen. Alle andere zijn uitgesloten.

De kwesties dienen op de dag van de gemeenteraad vóór 10 uur te worden bezorgd op het gemeentesecretariaat, dat belast is met de onmiddellijke overmaking ervan aan het college van burgemeester en schepenen.

De volgorde van de vragen die op de agenda worden geplaatst, wordt

vastgesteld overeenkomstig de datum en het uur van indiening op het gemeentesecretariaat.

Het aantal actuele vragen (onderwerpen) per gemeenteraadszitting is beperkt tot 5, waarbij de volgorde van indiening op het gemeentesecretariaat bepalend is.

Een fractie bestaande uit 1 à 5 raadsleden mag per gemeenteraad 1 actuele vraag indienen.

Een fractie bestaande uit meer dan 5 raadsleden mag er per gemeenteraad hoogstens 3 voorleggen.

Artikel 16 :

De voorzitter van de raad oordeelt over de relevantie op gemeentelijk niveau van de vraag, en de eventuele afwijzing ervan. Vóór de zitting stelt hij het betrokken raadslid hiervan in kennis.

Het raadslid geeft de redenen van de voorlegging van zijn vraag op aan de voorzitter.

Deze laatste spreekt zich als enige uit over een verdere afwijzing van de vraag.

De totale tijd die wordt besteed aan actuele kwesties bedraagt 15 minuten. De voorzitter kan beslissen om deze termijn te verlengen indien dit noodzakelijk is.

Artikel 17 :

Over deze kwesties wordt geen debat gevoerd. Enkel het raadslid dat de vraag heeft voorgelegd, heeft recht op het voorstellen van zijn vraag, en op de inroeping van zijn recht op één repliek. Indien meerdere raadsleden een vraag hebben voorgelegd over een zelfde onderwerp, worden deze vragen samen behandeld.

De tijd voor het nemen van het woord is beperkt tot 5 minuten per vraag en antwoord.

Artikel 18 :

Indien het antwoord, om redenen van vertrouwelijkheid, niet in de zitting kan worden gegeven, wordt dit gegeven aan het begin van de zitting met gesloten deuren, die volgt op deze zelfde openbare zitting.

Afdeling 5. – Mondelinge vragen en Moties

Artikel 19 :

Iedere motie of mondelinge vraag die niet op de agenda staat, dient ten minste vijf vrije dagen vóór de vergadering schriftelijk te worden voorgelegd aan de voorzitter van de raad. Deze motie of vraag moet vergezeld zijn van een verklarende nota, of van alle documenten die voor de raad een en ander kunnen verduidelijken. Het is een lid van het college van burgemeester en schepenen niet toegestaan om gebruik te maken van dit recht.

De motie of mondelinge vraag moet verband houden met de materies van de gemeentelijke bevoegdheden (aansprakelijkheid, gevolg), of met een andere aangelegenheid die door de hogere overheid wordt opgelegd. (art. 117 NGW)

De voorzitter, bijgestaan door de gemeentesecretaris, maakt de bijkomende punten van de agenda onverwijld over aan de raadsleden.

Voor het nemen van het woord beschikt de interpellant over een tijd die beperkt is tot vijf minuten.

De respondent is onderworpen aan dezelfde regel.

Indien twee mondelinge vragen worden samengevoegd, kunnen enkel de beide interpellanten dezelfde rechten invoeren.

De andere leden die het woord willen nemen in de interpellatie, beschikken over twee minuten voordat het antwoord wordt verstrekt.

Enkel de hoofdinterpellant mag na de vraag tussenbeide komen. Hij beschikt over een tijd die beperkt is tot 3 minuten. Het 5de lid is van toepassing.

Tenzij zich een nieuw element voordoet, mag niemand over hetzelfde onderwerp interpelleren voordat er drie maanden verstreken zijn.

Afdeling 6. – Stemmen

Artikel 20 :

Vóór iedere stemming omschrijft de Voorzitter het onderwerp waarover de vergadering zich moet uitspreken.

De resoluties worden aangenomen met een absolute meerderheid van de stemmen. In geval van verdeeldheid wordt het voorstel verworpen.

Bij complexe kwesties moet een verdeling van de stemmen worden toegekend als hierom wordt gevraagd.

De amendementen worden in stemming gebracht vóór de voornaamste kwestie, en de subamendementen vóór de amendementen.

De gemeenteraad stemt over de globale begroting, en over de gezamenlijke jaarrekening.

Elk van de leden kan evenwel eisen dat er apart wordt gestemd over een of meerdere artikelen of reeksen van artikelen die hij aanduidt, ongeacht of het gaat om de begroting of om een of meerdere artikelen of posten die hij aanduidt, ongeacht of het gaat om de jaarrekening.

In dat geval kan er slechts globaal worden gestemd na de stemming over het/de artikel(en), reeksen van artikelen of posten die aldus worden aangeduid. Deze stemming heeft betrekking op de artikelen of posten waarvoor niemand van de leden een aparte stemming heeft gevraagd, en over de artikelen die al via een aparte stemming goedgekeurd zijn.

Voor goedkeuring van een motie moet er worden gestemd met eenparigheid van stemmen. Indien er geen eenparigheid bereikt is, wordt de motie verworpen.

Artikel 21 :

De raadsleden stemmen met opgestoken hand.

Vijf aanwezige leden kunnen verzoeken om een stemming hardop. De stemming geschiedt door ja, neen of onthouding te laten uitspreken.

De leden die zich onthouden, kunnen de redenen van hun onthouding opgeven. Op hun verzoek word deze redenen vermeld in het proces-verbaal.

Er kan enkel een geheime stemming worden georganiseerd voor een voordracht van kandidaten, een benoeming in een betrekking, terbeschikkingstelling, preventieve schorsing in het belang van de dienst en disciplinaire sancties, waarvoor een meerderheid van de stemmen vereist is.

De voorzitter stemt als laatste.

Het resultaat van de stemming wordt door de voorzitter bekendgemaakt.

Artikel 22 :

Bij een geheime stemming brengen de raadsleden hun stem uit in een

stembokje.

In de stembokjes bevindt zich gelijkaardig schrijfmateriaal.

Nadat de leden hun stem hebben uitgebracht, deponeren ze hun stembiljetten in de daarvoor voorziene urne.

Vóór het begin van de stemming gaan de twee jongste raadsleden na of de urne waarin de stembiljetten zullen worden gedeponereerd, leeg is, en sluiten ze deze vervolgens af met een sleutel. De sleutels worden afgegeven aan de voorzitter.

De stemmen worden geteld door de voorzitter of zijn vertegenwoordiger, of door de twee jongste raadsleden.

Elk raadslid mag de regelmatigheid van de stemopneming nagaan.

De raadsleden dienen tijdens de stemprocedure op hun plaats te blijven zitten. Na te hebben gestemd, gaan ze terug naar hun plaats.

Artikel 23 :

Vóór de aanvang van de stemopneming worden de stembiljetten geteld.

Indien het aantal stembiljetten niet overeenkomt met het aantal raadsleden dat aan de stemming heeft deelgenomen, worden de stembiljetten geannuleerd. De raadsleden worden dan uitgenodigd opnieuw te stemmen.

Artikel 24 :

Indien bij de benoeming of de voordracht van kandidaten de vereiste meerderheid niet wordt verkregen bij de eerste stemming, heeft herstemming plaats over de kandidaten die de meeste stemmen hebben behaald.

Te dien einde maakt de voorzitter een lijst op met tweemaal zoveel namen als er benoemingen of voordrachten moeten geschieden.

De stemmen kunnen alleen worden uitgebracht op de kandidaten die op deze lijst voorkomen.

De benoeming of de voordracht geschiedt bij meerderheid (aantal behaalde stemmen) van stemmen. Bij gelijkheid van stemmen heeft de oudste kandidaat de voorkeur.

Artikel 25 :

In de gemeenteraad kan uit de leden een tijdelijke commissie worden aangesteld, die als opdracht heeft adviezen uit te brengen en aanbevelingen te geven ter attentie van de gemeenteraad inzake de materie waarmee hij wordt belast.

De mandaten van de leden van de tijdelijke commissie worden op de volgende manier verdeeld onder de fracties die in de gemeenteraad vertegenwoordigd zijn :

De fracties vertegenwoordigd door minder dan 5 raadsleden hebben elk 1 lid. De fracties vertegenwoordigd door ten minste 5 raadsleden en ten hoogste 10 raadsleden hebben elk 2 leden. De fracties vertegenwoordigd door meer dan 10 raadsleden hebben elk 3 leden.

Indien de commissie die uit deze verdeling ontstaan is, uit minder dan 13 leden bestaat, wordt het aantal leden per fractie verhoogd met één lid, waarbij men zich eerst richt tot de belangrijkste fractie, vervolgens tot de tweede belangrijkste fractie, enzovoort, totdat het aantal van 13 leden bereikt is.

De commissie kan zich te allen tijde beraden bij deskundigen en belanghebbenden.

Het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad is van toepassing.

In afwijking hiervan kan de commissie bepalen op welke manier de bijeenroeping en de toewijzing van het voorzitterschap zal geschieden. Het oudste lid wordt aangewezen om de functie te vervullen van voorzitter totdat, indien de leden deze wens te kennen geven, de nieuwe voorzitter met gewone meerderheid van stemmen wordt aangewezen.

Over de bevoegdheid van de commissie, het te vervullen doel en de werkingsduur wordt beslist door de gemeenteraad.

Afdeling 8. – Verenigde Secties

Artikel 26 :

De gemeenteraad vergadert in verenigde secties tijdens de dagen die voorafgaan aan de gemeenteraad.

Deze vergaderingen vinden plaats achter gesloten deuren. Het aantal vergaderingen is gelijk aan het aantal gemeenteraden.

De vergadering wordt bijeengeroepen door de voorzitter (het college).

De voorzitter (het college) maakt de agenda van de vergadering op.

De voorzitter opent en sluit de zitting.

De voorzitter draagt de leiding van de vergadering over aan de burgemeester, of aan de schepen die bevoegd is voor de materie, volgens de agenda.

Artikel 27 :

De raadsleden ondertekenen het aanwezigheidsregister bij het betreden van de zaal waar de vergadering wordt gehouden.

Het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad is van toepassing.

Artikel 28 :

Naar aanleiding van de verenigde sectie kunnen de raadsleden vertrouwd raken met de technische aspecten van de verschillende punten die op de agenda van de volgende gemeenteraad worden geplaatst.

De verenigde secties kunnen zich steeds beraden bij deskundigen, met het oog op verduidelijking van de dossiers.

Artikel 29 :

Op verzoek van het College van burgemeester en schepenen kan de agenda worden aangevuld door het aanbrengen van een welbepaald onderwerp.

Eveneens kan er om deze reden op verzoek van het college een bijkomende zitting van de verenigde secties worden bijeengeroepen.

Afdeling 8. – Presentiepenningen

Artikel 30 :

De raadsleden ontvangen geen enkele bezoldiging.

Alle leden, met uitzondering van de burgemeester en schepenen, ontvangen een presentiepenning voor iedere zitting van de raad die ze hebben bijgewoond, alsook voor iedere zitting van een commissie of verenigde sectie waarop ze aanwezig geweest zijn als lid.

Aan de voorzitter van de gemeenteraad of aan de persoon die hem vervangt, de

burgemeester of zijn vervanger, wordt een dubbele presentiepenning toegekend voor iedere vergadering van de raad die wordt voorgezeten.

Het bedrag van de presentiepenningen wordt vastgesteld door de gemeenteraad.

Afdeling 9. – Gemeentelijk bulletin

Artikel 31 :

Naast het proces-verbaal wordt er een gemeentelijk bulletin gepubliceerd, waarin een volledig overzicht wordt gegeven van de zittingen van de gemeenteraad.

Artikel 32 :

Iedere tekst die tijdens de zitting wordt voorgelezen, wordt aan de voorzitter overhandigd.

De inlassing van de mondelinge vraag in het gemeentelijk bulletin wordt voorafgegaan door de volgende vermelding : « DE HEER X... formuleert de volgende vraag ».

Artikel 33 :

Het volledig verslag van de zittingen van de gemeenteraad wordt binnen dertig dagen bezorgd aan alle gemeenteraadsleden.

Het verslag, alsook de schriftelijke vragen en de antwoorden worden integraal gepubliceerd op de website van de gemeente.

Het raadslid dat wenst dat zijn mondelinge of schriftelijke vraag op de website van de gemeente in het Nederlands en het Frans wordt gepubliceerd, verstrekt de vertaling van zijn vraag. Het antwoord zal dan ook in de beide talen worden gepubliceerd.

Afdeling 10. Inzagerecht van de gemeenteraadsleden

Artikel 34 :

De dossiers en stukken betreffende het gemeentebestuur zijn toegankelijk tijdens de kantooruren, mits men hier een redelijke tijd vooraf om verzoekt, op

het kabinet van de gemeentesecretaris.

Aan het onderzoek van de gemeenteraadsleden worden de informatiedragers onttrokken betreffende opdrachten van zuiver supragemeentelijk belang enerzijds, en de informatiedragers betreffende opdrachten van gemeentelijk of gemengd belang, anderzijds, wanneer het stuk dat ze willen onderzoeken een element is van een dossier dat het college van burgemeester en schepenen onderzoekt, met uitzondering van de feitelijke gegevens die erop bewaard worden. Daarnaast hebben de gemeenteraadsleden het recht om dossiers betreffende bouwvergunningen die worden onderzocht, of reeds uitgereikte bouwvergunningen te raadplegen, die samengesteld zijn door het college.

De gemeenteraadsleden hebben het recht om bij de gemeentesecretaris kopieën van akten en stukken betreffende het gemeentebestuur te bekomen.

De gevraagde kopieën worden, volgens de door de aanvrager opgemaakte lijst, ten laatste drie werkdagen na de aanvraag ter beschikking gesteld.

Artikel 35 :

De gemeenteraadsleden hebben het recht om de gemeentelijke instellingen en diensten te bezoeken, hierbij vergezeld door een persoon die aangesteld is door het college van burgemeester en schepenen. Tijdens het bezoek aan de instelling dient het gemeenteraadslid een strikte neutraliteit en terughoudendheid in acht te nemen.

Dit bezoek zal ten laatste plaatsvinden binnen 30 vrije dagen na de aanvraag, op de dagen en uren bepaald door het college.

Indien het bezoek wordt aangevraagd met het oog op het vaststellen van een speciale toestand die snel kan evolueren (schade, overstroming, gevaar) dient het te worden afgelegd binnen een termijn die korter is dan 5 werkdagen.

De datum en het uur van het bezoek moet aan de raadsleden worden meegedeeld, om hen op die manier de mogelijkheid te geven het bezoek in te passen.

Artikel 36 :

Het college van burgemeester en schepenen antwoordt zo spoedig mogelijk, en ten laatste binnen 30 dagen op de vragen gesteld door de gemeenteraadsleden.

Dit antwoord wordt hetzij schriftelijk, hetzij mondeling verstrekt, in de volgende zitting van de gemeenteraad.

Afdeling 11. – Mandaten bij overheidsinstellingen

Artikel 37 :

De kandidaturen voor mandaten bij overheidsinstellingen, verenigingen of maatschappijen worden schriftelijk ingediend bij het college van burgemeester en schepenen, uiterlijk 48 uur vóór de zitting van de gemeenteraad. Deze mandaten worden op de agenda van de gemeenteraad geplaatst.

Indien de overheidsinstelling, vereniging of maatschappij, via de statuten of via de organieke wet, de regel omschrijft die moet worden toegepast voor de indiening van de kandidatenlijsten en de wijze van verkiezing, is het eerste lid niet van toepassing, en ieder gemeenteraadslid wordt hier schriftelijk van in kennis gesteld.

Iedere hoofdmandataris van een intercommunale brengt jaarlijks, tijdens een verenigde sectie, verslag uit bij de raad. Hij kan zich laten vergezellen door een deskundige ter zake, indien hij dit wenst.

In de eerstvolgende vergadering van de raad wordt aan de gemeenteraad een overzicht bezorgd van de voorstelling.

Enkele de fractieleiders kunnen commentaar geven op het verslag. Er wordt hen een spreektijd van 3 minuten toegekend.

Bij de commentaren moeten ze zich beperken tot de voorgestelde materie.

Afdeling 12. – Bekendmaking van de besluiten

Artikel 38 :

Aan geen enkele inwoner van de gemeente mag worden geweigerd dat hij iets meedeelt, zonder verplaatsing van de onderdelen, de beraadslagingen van de gemeenteraad.

De resoluties aangenomen met gesloten deuren worden gedurende 12 jaar geheim gehouden.

De raad kan zich uitspreken over een verzoek tot opheffing van de geheimhouding vóór deze termijn indien hierom wordt verzocht.

Afdeling 13. – Interpellatie door de inwoners

Artikel 39 :

Bij de opening van de zitting van de gemeenteraad wordt 45 minuten vrijgemaakt voor interpellaties door de inwoners van de gemeente ter attentie van de leden van het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 40 :

Het verzoek om interpellatie moet betrekking hebben op een onderwerp van gemeentelijk belang, mag niet de vorm aannemen van een belang dat een bijzonder karakter heeft, en moet opgesteld zijn in het Nederlands of het Frans.

Het moet ondertekend zijn door ten minste 20 personen die minstens 16 jaar oud zijn, en die gedomicilieerd zijn in de gemeente.

De naam van de inwoner die het college zal interpelleren moet erin vermeld zijn.

De verzoeken om interpellatie worden vóór iedere zitting meegedeeld aan de raadsleden.

Artikel 41 :

Is niet ontvankelijk: een interpellatie die betrekking heeft op een materie die ressorteert onder de zittingen met gesloten deuren, die al op de agenda van de raad staat, die in de loop van de laatste drie maanden al het voorwerp geweest is van een interpellatie, of waarbij de wettelijke voorschriften inzake respect voor personen niet worden nageleefd.

Artikel 42 :

Om in aanmerking te worden genomen, moet ze ten laatste vijf vrije dagen vóór de datum van de vergadering van de gemeenteraad bij de gemeentesecretaris worden ingediend. Iedere schriftelijke wijze van indienen wordt aanvaard.

In het verzoek om interpellatie, dat moet worden gericht aan het college van burgemeester en schepenen, worden de namen en adressen van de interpellanten opgegeven, hun handtekeningen en een korte uiteenzetting over het onderwerp.

Artikel 43 :

Tijdens een zelfde zitting zijn maximaal slechts drie interpellaties toegestaan.

Voor iedere interpellatie is de tijd voor vraag en antwoord globaal beperkt tot 15 minuten.

De voorzitter (het college) plaatst de interpellatie op de agenda van de volgende zitting van de gemeenteraad, in chronologische volgorde van ontvangst van de aanvragen.

Ze worden in die volgorde op de zitting voorgelegd. Nochtans kan in geval van een spoedeisende situatie een afwijking van dit principe worden toegestaan. De raadsleden spreken zich in een stemming bij gewone meerderheid uit over het spoedeisend karakter.

De uiteenzetting van de interpellatie vindt plaats aan het begin van de zitting, en wordt gegeven door de inwoner die te dien einde wordt aangeduid.

De fractieleiders hebben dan een spreektijd van 3 minuten, om te argumenteren over de interpellatie.

De burgemeester of het collegelid onder wiens bevoegdheid het onderwerp valt, antwoordt op de interpellatie gedurende de zitting, na de fractieleiders.

De inwoner die de interpellatie heeft gedaan, heeft een recht van repliek van 3 minuten, waarna het punt wordt beschouwd als zijnde afgesloten.

Afdeling 13. – Algemene bepalingen

Artikel 44 :

Het is verboden te roken of te eten tijdens de zittingen van de gemeenteraad, de commissies en de verenigde secties.

Artikel 45 :

Tijdens de raadsvergaderingen mag geen gebruik worden gemaakt van klank- of beeldopnametoestellen zonder voorafgaande toestemming van de voorzitter.

Afdeling 14. Slotbepalingen

Artikel 46 :

De vroegere bepalingen van het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad en het recht waarover de inwoners beschikken om de gemeenteraad te interpellieren, zijn opgeheven.

Er wordt verwezen naar de Nieuwe Gemeentewet voor al wat niet

uitdrukkelijk vastgelegd is in het onderhavig reglement.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 40 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/20.06.2013/A/0010# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**
Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat
Institut Decroly ASBL - Démission d'une représentante de la Commune.

LE CONSEIL,

Vu la lettre du 3 mai 2013 par laquelle Madame Pascale Vincent, agent communal, présente la démission de ses fonctions de membre du conseil d'administration de l'Institut Decroly ASBL;
Sur proposition du collège échevinal du 12 juin 2013;

DECIDE:

Article unique:

de prendre acte de la démission de Madame Pascale Vincent, agent communal, de ses fonctions de membre du conseil d'administration de l'Institut Decroly ASBL.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et à l'Institut Decroly ASBL.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 41 votes positifs.

Instituut Decroly VZW - Ontslag van een vertegenwoordigster van de Gemeente.

DE RAAD,

Gezien de brief van 3 mei 2013 waarbij Mevrouw Pascale Vincent, Gemeentelijk agent, haar ontslag als lid van de raad van bestuur van de Institut Decroly VZW indient;
Gezien het voorstel van het Schepencollege van 12 juni 2013;

BESLUIT:

Enig artikel:

akte te nemen van het ontslag van Mevrouw Pascale Vincent, gemeentelijk agent, als lid van de raad van bestuur van Institut Decroly ASBL.

Onderhavige beraadslaging zal aan de toezichhoudende overheid alsook aan het Institut Decroly VZW overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0011# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Institut Decroly ASBL - Désignation d'un nouveau représentant de la commune pour siéger dans les organes de gestion.

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 25 janvier 2007 par laquelle il a désigné les représentants de la commune auprès de l'Institut Decroly asbl, à savoir:

Madame Dina Bastin, conseillère communale,

Madame Pascale Vincent, agent communal,

Madame Danielle De Waele, agent communal;

Vu la délibération de ce jour par laquelle il prend acte de la lettre de démission de Madame Pascale Vincent, agent communal, comme membre du conseil d'administration de lasdite asbl;

Considérant que les statuts de l'asbl prévoient que l'admission des membres est décidée par le conseil d'administration;

Considérant qu'il y a lieu de proposer un remplaçant au conseil d'administration de l'asbl;

Vu la proposition du collège échevinal en date du 12 juin 2013;

DECIDE:

Article unique:

de proposer la candidature de Madame Patricia Vande Maele, Echevine, pour représenter la commune au sein des organes de gestion de l'Institut Decroly ASBL.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'autorité de tutelle et à l'Institut Decroly ASBL.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 41 votes positifs.

Instituut Decroly VZW - Aanstelling van een nieuwe vertegenwoordiger van de gemeente om in de beheersorganen te zetelen.

DE RAAD,

Gezien zijn beraadslaging van 25 januari 2013 waarbij hij de vertegenwoordigers van de gemeente bij het Instituut Decroly VZW aangesteld heeft, te weten:

Mevrouw Dina Bastin, raadslid,

Mevrouw Pascale Vincent, gemeentelijke beambte,

Mevrouw Danielle De Waele, gemeentelijke beambte;

Gezien zijn beraadslaging van heden waarbij hij akte neemt van het ontslag van Mevrouw Pascale Vincent, gemeentelijke beambte, als lid van de raad van bestuur van de zogenoemde vzw;

Overwegende dat de statuten van de vzw voorzien dat de toetreding van de leden door de raad van bestuur beslist is;

Overwegende dat het past in een vervanger in de raad van bestuur van de vzw te voorzien;

Gezien het voorstel van het schepencollege in zijn zitting van 12 juni 2013;

BESLUIT:

Enig artikel:

de kandidatuur van Mevrouw Patricia Vande Maele, Schepen, voor te stellen om de gemeente te vertegenwoordigen in de beheersorganen van het Instituut Decroly VZW.

Onderhavige beraadslaging zal aan de toezichthoudende overheid en aan het Instituut Decroly VZW overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

Patricia Vande Maele quitte la séance / verlaat de zitting

Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting

Georges Van Leeckwyck quitte la séance / verlaat de zitting

#012/20.06.2013/A/0012# **Receveur Communal - Gemeenteontvanger**

Recette Communale - Gemeenteontvangsten

Plans d'investissements pour des fonds destinés au paiement des pensions futures (non solidarisées et mandataires communaux).

Le point est reporté à la prochaine réunion.

38 votants : 38 votes positifs.

Investeringsplan voor de fondsen bestemd voor de betalingen van de toekomstige pensioenen (niet-gesolidariseerden en gemeentelijke mandatarissen).

Het punt wordt verdaagd naar de volgende vergadering.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Patricia Vande Maele entre en séance / treedt in zitting

Georges Van Leeckwyck entre en séance / treedt in zitting

#012/20.06.2013/A/0013# **Finances - Financiën**

Budget-Comptabilité - Begroting-Boekhouding

Fabrique d'église Saint- Charles Borromée - Budget 2013.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint Charles Borromée nous a fait parvenir son budget 2013 ;

Considérant que la fabrique à inscrit à l'article 54 des dépenses extraordinaires un montant de 3.700 EUR et que dès lors il y a lieu d'inscrire à l'article 25 des recettes extraordinaires un montant de 3.700 EUR ;

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église doit inscrire à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 76.233,48 EUR au lieu de 79.933,48 EUR ;

Considérant que ce budget se présente comme suit, après correction :

RECETTES	84.233,48 EUR
DEPENSES	84.233,48 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1:

d'émettre un avis favorable sur le budget 2013 de la fabrique d'église Saint Charles Borromée, moyennant correction ;

Article 2:

d'accorder un subside de 79.933 EUR à la fabrique d'église Saint-Charles Borromée et d'engager cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2013.

Article 3:

d'accorder à la fabrique d'église Saint-Charles Borromée un subside extraordinaire de 3.700 EUR et d'engager la dépense à l'article 7900/633/51 du budget extraordinaire 2013

(article à prévoir dans la 1^{ère} série des modifications budgétaires)

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

Kerkefabriek Sint-Karel Borromeus - Begroting 2013.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkefabriek Sint-Karel Borromeus ons haar begroting 2013 heeft laten worden ;

Overwegende dat de kerkefabriek op artikel 54 van de buitengewone uitgaven een bedrag van 3.700 EUR heeft ingeschreven, is het nodig om op artikel 25 van de buitengewone ontvangsten eveneens een bedrag van 3.700 in te schrijven ;

Overwegende dat de kerkefabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, op artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 76.233,48 EUR dient in te schrijven i.p.v. 79.933,48 EUR ;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet, na verbetering :

ONTVANGSTEN	84.233,48 EUR
UITGAVEN	84.233,48 EUR

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkefabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporeliën van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkefabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1:

een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2013 van de kerkfabriek Sint Karel Borromeus, mits verbetering ;

Artikel 2:

een toelage van 79.933 EUR toe te kennen aan de kerkfabriek Sint Karel Borromeus en deze uitgave aan te wenden op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting 2013.

Artikel 3:

Een buitengewone toelage van 3.700 EUR toe te kennen aan de kerkfabriek Sint-Karel

Borromeus en deze uitgave aan te wenden op artikel 7900/633/51 van de buitengewone begroting 2013 (artikel te voorzien in de 1^e serie van begrotingswijzigingen)

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/20.06.2013/A/0014# **Finances - Financiën**

Budget-Comptabilité - Begroting-Boekhouding

Fabrique d'église Saint-Charles Borromée - Modification budgétaire 2013.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Saint-Charles-Borromée nous a fait parvenir ses modifications budgétaires pour l'exercice 2013 ;

Considérant que ces modifications budgétaires se présentent comme suit :

1° Modification des dépenses

Article N°	Titre de l'article	Crédit inscrit	Augmentation Proposée	Nouveau Crédit
61b	Remplacement lampes et ampoules	----	3.000 EUR	3.000 EUR
61c	Remplacement nettoyeuse	---	3.000 EUR	3.000

	industrielle			EUR
--	--------------	--	--	-----

2° Augmentation des recettes

Article N°	Titre de l'article	Crédit inscrit	Augmentation proposée	Nouveau Crédit
25	Subside extraordinaire de la commune	----	6.000 EUR	6.000 EUR

3° BALANCE

Budget initial	84.233,48 EUR
Augmentation des Dépenses	6.000,00 EUR
Augmentation des Recettes	6.000,00 EUR
Nouveau budget après MB	90.233,48 EUR

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique

D'émettre un avis favorable sur les modifications budgétaires 2013 de la fabrique d'église Saint-Charles-Borromée et de leur accorder un subside extraordinaire de 6.000 EUR, dépense à engager à l'article 7900/633/51 du budget extraordinaire 2013 (article à prévoir dans la 1^{ière} série des modifications budgétaires).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

Kerkfabriek Sint Karel Borromeus - Begrotingswijziging 2013.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint Karel Borromeus ons haar begrotingswijziging 2013 heeft laten geworden ;

Overwegende dat deze begrotingswijziging zich als volgt voordoet :

1° Wijziging van de uitgave

Artikel N°	Titel van het artikel	Ingeschreven krediet	Voorgestelde verhoging	Nieuw Krediet
61b	Vervangen lampen en gloeilampen	----	3.000EUR	3.000 EUR
61c	Vervangen industriële schoonmaakmachine	----	3.000EUR	3.000 EUR

2° Verhoging van de inkomsten

Artikel N°	Titel van het artikel	Ingeschreven krediet	Voorgestelde verhoging	Nieuw Krediet
25	Buitengewone toelage van de gemeente	----	6.000 EUR	6.000EUR

3° BALANS

Oorspronkelijke begroting	84.233,48 EUR
Verhoging van de uitgaven	6.000,00 EUR
Verhoging van de inkomsten	6.000,00 EUR
Begroting na begrotingswijziging	90.233,48 EUR

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig Artikel

een gunstig advies uit te brengen over de begrotingswijziging 2013 van de kerkfabriek Sint Karel Borromeus en hun een buitengewone toelage toe te kennen van 6.000 EUR, en deze uitgave aan te wenden op artikel van 7900/633/51 van de buitengewone begroting 2013 (artikel te voorzien in de 1^e serie van de begrotingswijzigingen).

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/20.06.2013/A/0015# **Finances - Financiën**

Budget-Comptabilité - Begroting-Boekhouding

Fabrique d'église Sainte-Barbe - Budget 2013.

LE CONSEIL,

Considérant que la fabrique d'église Sainte-Barbe nous a fait parvenir son budget 2013 ;

Considérant que ce budget se présente comme suit :

RECETTES	32.205 EUR
DEPENSES	32.205 EUR

Considérant que, afin de présenter le budget en équilibre, la fabrique d'église a inscrit à

l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte)

un montant de 6.825,50 EUR ;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, concernant les fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le Temporel des Cultes ;

Vu la circulaire ministérielle du 15 mai 1885 relative à la comptabilité des fabriques d'églises ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article 1:

d'émettre un avis favorable sur le budget 2013 de la fabrique d'église Sainte-Barbe ;

Article 2:

d'accorder un subside de 6.825,50 EUR à la fabrique d'église Sainte-Barbe et d'imputer

cette dépense à l'article 7900/332/02 du budget ordinaire de 2013.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

Kerkfabriek Sint-Barbara : Begroting 2013.

DE RAAD,

Overwegende dat de kerkfabriek Sint-Barbara ons haar begroting 2013 heeft laten worden ;

Overwegende dat de begroting zich als volgt voordoet:

ONTVANGSTEN	32.205 EUR
UITGAVEN	32.205 EUR

Overwegende dat de kerkfabriek, teneinde de begroting in evenwicht af te sluiten, onder artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor de gewone kosten van de eredienst) een bedrag van 6.825,50 EUR heeft ingeschreven;

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporalien van de eredienst;

Gezien de ministeriële omzendbrief van 15 mei 1885 betreffende de boekhouding van de kerkfabrieken ;

Gezien de nieuwe gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1:

een gunstig advies uit te brengen over de begroting 2013 van de kerkfabriek Sint-Barbara ;

Artikel 2:

een toelage van 6.825,50 EUR toe te kennen aan de kerkfabriek Sint-Barbara en deze uitgave aan te wenden op artikel 7900/332/02 van de gewone begroting 2013.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

Marché de services pour la conclusion d'emprunts destinés au financement du service extraordinaire de l'exercice 2013 - Cahier spécial des charges.

Considérant que le service extraordinaire du budget communal de l'exercice 2013 est financé, en partie, par des emprunts communaux ;

Vu la loi communale et, notamment, l'article 234, al.1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, ainsi que ses arrêtés modificatifs ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, ainsi que ses arrêtés modificatifs, modifié par arrêté du 25 mars 1999

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu les circulaires du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale des 21 décembre 1998 et 16 mars 1999 ;

Décide :

Article 1 :

d'approuver le cahier spécial des charges pour le marché de services relatif à la conclusion d'emprunts pour le financement du service extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Article 2 :

d'approuver la dépense globale du marché estimée à € 91.570.308 ;

Article 3 :

de recourir à la procédure négociée européenne avec publicité, en consultant au minimum 3 et au maximum 10 prestataires de services

Article 4 :

de fixer les critères de sélection qualitative comme suit :

- délivrance d'une attestation originale ONSS certifiant que le soumissionnaire est

en règle avec les obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale et de sécurité d'existence pour l'avant-dernier trimestre avant la date de remise de l'offre ;

- délivrance de la preuve que le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes selon la législation belge ou celle du pays dans lequel il est établi ;

- capacité technique du soumissionnaire qui sera évaluée en fonction de son savoir-faire, de son efficacité, de son expérience et de sa fiabilité.

A cet effet, les candidats doivent démontrer cette capacité technique en décrivant dans un document de format A4 de 8 pages au maximum, les mesures prises pour s'assurer de la qualité de l'exécution du marché.

Ce document sera signé et annexé à l'offre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 23 votes positifs, 2 votes négatifs, 15 abstentions.

Opdracht van diensten voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2013 – Bijzonder bestek.

Overwegende dat de buitengewone dienst van de begroting 2013 onder andere wordt gefinancierd door gemeenteleningen;

Gezien de gemeentewet, meer bepaald artikel 234,al.1 ;

Gezien de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten van werken, leveringen en diensten alsmede de wijzigende besluiten ;

Gezien het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken alsmede de wijzigende besluiten, gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 maart 1999;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1996 die de algemene uitvoeringsregels van de openbare markten en de concessies van openbare werken bepaalt ;

Gezien de omzendbrieven van het Brussels Hoofdstedelijk gewest van 21 december 1998 en 16 maart 1999 ;

Besluit :

Artikel 1 :

het bijzonder bestek betreffende de opdracht van diensten voor het afsluiten van leningen voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2013;

Arikel 2 :

de globale uitgave geraamd op € 91.570.308 goed te keuren ;

Artikel 3 :

de Europese onderhandelingsprocedure met bekendmaking toe te passen en minstens 3 en maximum 10 dienstverleners aan te spreken ;

Artikel 4 :

- de kwalitatieve selectiecriteria als volgt vast te stellen :

- afgifte van een origineel RMZ attest bevestigend dat de inschrijver in orde is met zijn verplichtingen inzake zijn bijdragen inzake sociale zekerheid en bestaanszekerheid voor de voorlaatste trimester voor de datum van de afgifte van de offerte ;

- afgifte van het bewijs dat de inschrijver in orde is met zijn verplichtingen betreffende het betalen van zijn belastingen en taksen volgens de Belgische wetgeving of deze van het land waarvan hij afkomstig is ;

- de technische bekwaamheid van de inschrijver die zal geëvalueerd worden volgens zijn kunnen, zijn doeltreffendheid, zijn ervaring en zijn betrouwbaarheid. Te dien einde worden de kandidaten verzocht hun technische bekwaamheid te tonen in een document van A4 formaat van maximum 8 pagina's die beschrijft welke maatregelen ze gaan nemen om de kwaliteit van de uitvoering van de opdracht te verzekeren. Dit document dient getekend en bijgevoegd bij de offerte te worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 23 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 15 onthoudingen.

#012/20.06.2013/A/0017# **Logistique - Logistiek**

Economat - Economaat

Achat de copieurs pour divers services communaux

Le point est retiré de l'ordre du jour.

40 votants : 40 votes positifs.

Aankoop van kopieerapparaten voor verschillende gemeente diensten.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0018# **Logistique - Logistiek**

Eco-Conseil - Milieuraadgeving

Convention entre la Commune et la Maison de Quartier Bonnevie relative à la subside d'actions en faveur de l'environnement.

LE CONSEIL,

Considérant les actions d'information et de sensibilisation du public à l'environnement et au logement réalisées par la Maison de Quartier Bonnevie ;

Vu sa demande du 26/03/2013, de bénéficier d'un subside de 500 EUR pour le marché aux fleurs organisé au parc Bonnevie le 18 mai 2013 ;

Considérant l'accord du service des Affaires Juridiques sur cette convention en date du 2/05/13;

Considérant que les crédits sont disponibles l'article 8790/332/02 du budget

ordinaire 2013;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE:

Article 1

De signer la convention avec la Maison de Quartier Bonnevie.

Article 2

D'octroyer un subside d'un montant de 500 EUR à la Maison de Quartier Bonnevie afin de mener à bien leurs projets.

Article 3

D'engager la dépense de 500 EUR à l'article 8790/332/02 du budget ordinaire 2013.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

Overeenkomst tussen de Gemeente en het buurthuis Bonnevie betreffende een subsidie ten gunste van de leefmilieuacties.

DE RAAD,

Overwegende de informatieacties en de bewustmaking van het publiek over leefmilieu en huisvesting uitgevoerd door het buurthuis Bonnevie;

Gezien haar aanvraag van 26/03/2013, om over een subsidie van 500 EUR te mogen beschikken voor de bloemenmarkt die zal plaatsvinden in het Bonneviepark op 18 mei 2013;

Gezien het akkoord van de Juridische Dienst over deze overeenkomst op datum van 2/05/13;

Overwegende dat de gepaste kredieten ingeschreven zijn op het artikel 8790/332/02 van de gewone begroting van 2013;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT:

Artikel 1

De overeenkomst met het Buurthuis Bonnevie te tekenen;

Artikel 2

Een subsidie van 500 EUR toe te kennen aan het Buurthuis Bonnevie om verder

hun projecten goed te leiden.

Artikel 3

De uitgave zal geboekt worden op artikel 8790/332/02 van de gewone begroting van 2013.

Overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zal de onderhavige beslissing aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/20.06.2013/A/0019# **Travaux Publics Et Travaux De Voirie - Openbare Werken En
Wegenwerken**

TP Service Administratif - OW Administratieve Dienst

**Fourniture et placement de stores (Phase III) dans des écoles communales,
une crèche et certains services communaux - Projet - Engagement de la
dépense.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 30.08.2012 décidant e.a.:

Article 1

d'approuver le projet relatif à la phase III du marché de fourniture et de placement de nouveaux stores dans des écoles communales, une crèche et certains services communaux, le cahier spécial des charges et les inventaires établis à cet effet par le service des Travaux Publics ainsi que la dépense globale estimée à 150.000,00 EUR TVA comprise ;

Article 2

d'engager cette dépense comme suit :

- 140.200,00 EUR TVA comprise à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012,
- 2.500,00 EUR TVA comprise à l'art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012,
- 5.400,00 EUR TVA comprise à l'art. 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012,
- 1.900,00 EUR TVA comprise à l'art. 7660/725/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2012

et de la couvrir par des fonds d'emprunt ;

Article 3

de recourir à la procédure de l'adjudication publique ;

Considérant par conséquent que toutes les conditions sont réunies pour procéder à l'attribution du marché ;

Considérant que les crédits réservés en 2012 lors de l'approbation du projet par

le Conseil communal n'ont jamais été engagés faute d'attribution des travaux lors du même exercice budgétaire et que par conséquent ceux-ci n'existent plus ;

Considérant que les crédits nécessaires, à savoir 150.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi), ont été prévus aux art.7220/724/60, art. 1040/724/60, art. 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

D E C I D E :

Sous réserve d'approbation du budget communal 2013 par l'Autorité de tutelle:

Article 1

de maintenir sa décision en date du 30.08.2012 ;

Article 2

d'engager la dépense d'un montant de 150.000,00 EUR TVA comprise (montant arrondi) comme suit :

- 140.200,00 EUR TVA comprise à l'art. 7220/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013,
- 4.400,00 EUR TVA comprise à l'art. 1040/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013,
- 5.400,00 EUR TVA comprise à l'art. 8440/724/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013,

et de la couvrir par des fonds d'emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Leveren en plaatsen van stores (Fase III) in gemeentescholen, in een gemeentelijke kribbe en in bepaalde gemeentediensten - Ontwerp - Vastlegging van de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op zijn beslissing van 30.08.2012 om onder meer:

Artikel 1

het ontwerp goed te keuren betreffende fase III van de opdracht voor de levering en plaatsing van nieuwe stores in gemeentescholen, in een gemeentelijke kribbe en in bepaalde gemeentediensten, evenals het bestek en de inventarissen die daartoe door de dienst Openbare Werken werden opgesteld, alsook de globale uitgave geraamd op 150.000,00 EUR btw inbegrepen;

Artikel 2

deze uitgave als volgt vast te leggen:

- 140.200,00 EUR btw inbegrepen bij art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012,
- 2.500,00 EUR btw inbegrepen bij art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012,

- 5.400,00 EUR btw inbegrepen bij art. 8440/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012,
 - 1.900,00 EUR btw inbegrepen bij art. 7660/725/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2012
- en deze te financieren met leningsgelden;

Artikel 3

een beroep te doen op de openbare aanbestedingsprocedure;

Overwegende dat bijgevolg aan alle voorwaarden is voldaan om over te gaan tot de toewijzing van de opdracht;

Overwegende dat de kredieten die in 2012 tijdens de goedkeuring van het ontwerp door de gemeenteraad werden goedgekeurd nooit werden vastgelegd vermits de werken niet in datzelfde begrotingsjaar werden toegewezen en dat ze bijgevolg niet langer bestaan;

Overwegende dat de nodige kredieten, namelijk 150.000,00 EUR btw inbegrepen (afgerond bedrag), werden ingeschreven in art. 7220/724/60, art. 1040/724/60, art. 8440/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

B E S L I S T:

onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2013 door de Toezichthoudende overheid:

Artikel 1

zijn beslissing van 30.08.2012 te handhaven;

Artikel 2

de uitgave voor een bedrag van 150.000,00 EUR btw inbegrepen (afgerond bedrag) als volgt vast te leggen:

- 140.200,00 EUR btw inbegrepen bij art. 7220/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013,
 - 4.400,00 EUR btw inbegrepen bij art. 1040/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013,
 - 5.400,00 EUR btw inbegrepen bij art. 8440/724/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2013,
- en deze te financieren met leningsgelden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Vu le courrier du Ministre en charge de la Politique des Grandes Villes daté du 30 décembre 2011 informant le Collège des Bourgmestre et Echevins qu'en date du 23 décembre 2011 le Conseil des Ministres a statué favorablement à l'égard de la prorogation, pour une durée de 6 mois à dater du 1^{er} janvier 2012, des contrats « Ville Durable » initiés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Vu le courriel de l'administration fédérale des Grandes Villes daté du 27 avril 2012 informant qu'en date du 27 avril 2012 le Conseil des Ministres a statué favorablement à l'égard de la prorogation, pour toute l'année 2012 à dater du 1^{er} janvier 2012, des contrats « Ville Durable » initiés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 25 avril 2012 portant décision d'approuver les termes de l'avenant à l'avenant « Ville Durable 2011 » pour l'année 2012 pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes ;

Considérant que les sommes allouées par l'avenant représentent un total de € 3.989.194,00 ;

Vu les directives administratives et financières transmises par l'autorité fédérale fixant les échéances et les modalités de paiement de la subvention ;

Considérant que le premier décompte représente un montant de 1.987.422,67 pour des frais d'investissement, de personnel et de fonctionnement ;

DECIDE:

Article 1:

d'approuver l'état provisoire des dépenses 2012 relatif aux différents projets du Programme Politique des Grandes Villes;

Article 2:

d'autoriser la Division des Projets Subsidiés à transmettre le premier décompte 2012 et les justificatifs à l'administration fédérale compétente en vue de leur approbation et du versement de la première tranche de subside.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

Grootstedenbeleid - Aanhangsel aan het aanhangsel "Duurzame Stad 2011" voor het jaar 2012 - Goedkeuring eerste afrekening.

DE RAAD,

Gezien de op 30 december 2011 gedateerde brief van de Minister bevoegd voor het Grootstedenbeleid, waarin aan het College van Burgemeester en Schepenen wordt meegedeeld dat de Ministerraad op 23 december 2011

gunstig heeft beslist met betrekking tot de verlenging voor de duur van 6 maanden vanaf 1 januari 2012, van de overeenkomsten « Duurzame Stad » die in het kader van het Grootstedenbeleid werden opgestart ;

Gezien de op 27 april 2012 gedateerde e-mail van het federaal bestuur voor het Grootstedenbeleid met de mededeling dat de Ministerraad op 27 april 2012 gunstig heeft beslist met betrekking tot de verlenging, voor de duur van het hele jaar 2012 vanaf 1 januari 2012, van de overeenkomsten « Duurzame Stad » die in het kader van het Grootstedenbeleid werden opgestart;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 april 2012 houdende goedkeuring van de bepalingen van het aanhangsel bij het aanhangsel « Duurzame Stad 2011 » voor het jaar 2012 voor de periode gaande van 1 januari tot 31 december 2012 in het kader van het programma Grootstedenbeleid ;

Overwegende dat de door het aanhangsel toegekende bedragen een totaal van 3.989.194,00 EUR vertegenwoordigen ;

Gezien de administratieve en financiële richtlijnen die door de federale overheid werden overgemaakt en die de termijnen en betalingswijzen van de subsidiëring vastleggen ;

Overwegende dat de eerste afrekening een bedrag vertegenwoordigt van 1.987.422,67 EUR voor de investerings-, personeels- en werkingskosten;

BESLUIT:

Artikel 1:

de voorlopige staat van de uitgaven 2012 met betrekking tot de verschillende projecten van het Programma Grootstedenbeleid goed te keuren;

Artikel 2:

de Afdeling Gesubsidieerde Projecten te machtigen om de eerste afrekening 2012 en de stavingsstukken over te maken aan het bevoegde federale bestuur met het oog op hun goedkeuring en de storting van het eerste gedeelte van de subsidie.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/20.06.2013/A/0021# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

PSUB Politique Des Grandes Villes - SUBW Grootstedenbeleid

Politique des Grandes Villes - Avenant à l'avenant Ville Durable 2010 pour l'année 2011- Approbation du deuxième décompte.

LE CONSEIL,

Vu le courrier du Ministre en charge de la Politique des Grandes Villes daté du

20 décembre 2010 informant le Collège des Bourgmestre et Echevins qu'en date du 3 décembre 2010 le Conseil des Ministres a statué favorablement à l'égard de la prorogation, pour une durée de 6 mois à dater du 1^{er} janvier 2011, des contrats « Ville Durable » initiés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Vu le courrier du Ministre en charge des Grandes Villes daté du 16 juin 2011 informant le Collège des Bourgmestre et Echevins qu'en date du 1^{er} juin 2011 le Conseil des Ministres a statué favorablement à l'égard de la prorogation, pour une durée de 6 mois, à dater du 1^{er} juin 2011 des contrats « Ville Durable » initiés dans le cadre de la Politique des Grandes Villes ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 24 mars 2011 portant décision d'approuver les termes de l'avenant à l'avenant « Ville Durable 2010 » pour l'année 2011 pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 juin 2011 dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 25 août 2011 portant décision d'approuver les termes de l'avenant à l'avenant « Ville Durable 2010 » pour l'année 2011 pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2011 dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes ;

Considérant que les sommes allouées par ces deux avenants représentent un total de € 3.989.194,00 ;

Vu les directives administratives et financières transmises par l'autorité fédérale fixant les échéances et les modalités de paiement de la subvention ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 27 juin 2012 portant décision entre autre :

- d'approuver l'état provisoire des dépenses 2011 relatif aux différents projets du Programme Politique des Grandes Villes;

- d'autoriser le Service des Projets Subsidiés à transmettre le premier décompte 2011 et les justificatifs à l'administration fédérale compétente en vue de leur approbation et du versement de la première tranche de subside.

Considérant que le premier décompte représentait un montant de € 2.200.682,80 pour des frais d'investissement, de personnel et de fonctionnement;

Considérant que le deuxième décompte représente un montant de 1.461.741,35 euros pour des frais d'investissement ;

DECIDE:

Article 1:

d'approuver l'état provisoire des dépenses 2011 relatif aux différents projets du Programme Politique des Grandes Villes;

Article 2:

d'autoriser la Division des Projets Subsidiés à transmettre le deuxième décompte 2011 et les justificatifs à l'administration fédérale compétente en vue de leur approbation et du versement de la deuxième tranche de subside.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

Grootstedenbeleid - Aanhangsel aan het aanhangsel "Duurzame Stad 2010" voor het jaar 2011 - Goedkeuring tweede afrekening.

DE RAAD,

Gezien de op 20 december 2010 gedateerde brief van de Minister bevoegd voor het Grootstedenbeleid, waarin aan het College van Burgemeester en Schepenen wordt meegedeeld dat de Ministerraad op 3 december 2010 gunstig heeft beslist met betrekking tot de verlenging voor de duur van 6 maanden vanaf 1 januari 2011, van de overeenkomsten « Duurzame Stad » die in het kader van het Grootstedenbeleid werden opgestart ;

Gezien de op 16 juni 2011 gedateerde brief van de Minister bevoegd voor het Grootstedenbeleid, waarin het College van Burgemeester en Schepenen op de hoogte worden gebracht dat de Ministerraad op 1 juni 2011 gunstig heeft beslist met betrekking tot de verlenging, voor de duur van 6 maanden vanaf 1 januari 2011, van de overeenkomsten « Duurzame Stad » die in het kader van het Grootstedenbeleid werden opgestart;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 24 maart 2011 houdende goedkeuring van de bepalingen van het aanhangsel bij het aanhangsel « Duurzame Stad 2010 » voor het jaar 2011 voor de periode gaande van 1 januari tot 30 juni 2011 in het kader van het programma Grootstedenbeleid ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 25 augustus 2011 houdende goedkeuring van de bepalingen van het aanhangsel bij het aanhangsel « Duurzame Stad 2010 » voor het jaar 2011 voor de periode gaande van 1 juli tot 31 december 2011 in het kader van het programma Grootstedenbeleid ;

Overwegende dat de door deze twee aanhangsels toegekende bedragen een totaal van 3.989.194,00 EUR vertegenwoordigen ;

Gezien de administratieve en financiële richtlijnen die door de federale overheid werden overgemaakt en die de termijnen en betalingswijzen van de subsidiëring vastleggen ;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 juni 2012 houdende beslissing onder andere :

- de voorlopige staat van de uitgaven 2011 met betrekking tot de verschillende projecten van het Programma Grootstedenbeleid goed te keuren;
- de Afdeling Gesubsidieerde Projecten te machtigen om de eerste afrekening 2011 en de stavingstukken over te maken aan het bevoegde federale bestuur met het oog op hun goedkeuring en de storting van het eerste gedeelte van de subsidie.

Overwegende dat de eerste afrekening een bedrag vertegenwoordigde van 2.200.682,80 EUR voor de investerings-, personeels- en werkingskosten;

Overwegende dat de tweede afrekening een bedrag van 1.461.741,35 EUR

vertegenwoordigt voor de investeringskosten ;

BESLUIT:

Artikel 1:

de voorlopige staat van de uitgaven 2011 met betrekking tot de verschillende projecten van het Programma Grootstedenbeleid goed te keuren;

Artikel 2:

de Afdeling Gesubsidieerde Projecten te machtigen om de tweede afrekening 2011 en de stavingstukken over te maken aan het bevoegde federale bestuur met het oog op hun goedkeuring en de storting van het tweede gedeelte van de subsidie.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

#012/20.06.2013/A/0022# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

PSUB Cellule Contrats De Quartier - SUBW Cel Wijkcontracten

Contrat Quartier Cinéma Belle-Vue - Op. 4.2 et 1.3 : Construction d'une allée verte et d'un immeuble de logements - Op. 1.4 (tranche conditionnelle) : Construction de logements - Opération hors CQ/FRBRTC: Construction de bureaux et de parking - Dossier d'adjudication.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 5 février 2009 d'octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier ;

Vu le dossier de base modifié dans lequel sont reprises comme prioritaires les opérations 4.2 et 1.3 (Construction d'une allée verte et d'un immeuble de logements), 1.4 (tranche conditionnelle : Construction de logements) et hors CQ (Construction de bureaux et de parking);

Considérant que les budgets prévus au programme de base modifié pour ces opérations (acquisition, honoraires et travaux confondus) étaient de :

- OP 1.3 (Logements) de 1.241.830,39 € (part régionale : 1.117.647,35 € / part communale minimale : 124.183,04 €)
- OP 4.2 (Allée verte) de 608.048,64 € (part régionale : 547.243,78 € / part communale minimale : 60.804,86 €)
- OP 1.4 (Logements) de 417.794,80 € (part régionale : 376.015,32 € / part communale minimale : 41.779,48 €)

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 31 juillet

2012 décidant entre autres :

- Sur base du rapport d'analyse de la Division Projets Subsidiés de désigner pour la mission d'architecture relative à la construction d'une allée verte et d'un immeuble de logements, la construction de logements (tranche conditionnelle) et la construction de bureaux et de parking (hors CQ) le bureau d'étude Pierre Blondel Architects sprl, 7 Place Flagey 1050 Bruxelles (TVA BE 882.009.914) pour un montant total de 430.000,00 € HTVA, soit 520.300,00 € TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14 novembre 2012 décidant entre autres :

- De marquer son accord sur l'avant-projet, plans et estimatif budgétaire présentés par Pierre Blondel Architects sprl., 7 Place Flagey 1050 Bruxelles, pour les tranches 1 et 2 de la mission relative à la construction d'une allée verte et de logements (opérations 4.2 et 1.3 du CQCB), de bureaux et de parking (hors CQ) sur le site de la petite Senne à 1080 Molenbeek-Saint-Jean (rue Vandermaelen 8-18 et Rue Sainte Marie 21-31 et 35) ;
- D'inviter l'auteur de projet à élaborer le dossier de demande de permis d'urbanisme ;

Vu le courrier du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC – Essor démographique) daté du 25 septembre 2012 notifiant à la commune le souhait du Gouvernement de soutenir les communes bruxelloises dans la politique d'investissement qu'elles doivent mettre en œuvre pour leur essor démographique ;

Considérant que la modification apportée en novembre 2011 à l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (FRBRTC) permet à celui-ci d'intervenir dans le financement total ou partiel d'investissements communaux par l'octroi de prêts dont les charges annuelles peuvent être déclarées irrécouvrables par le Gouvernement ;

Considérant que c'est dans ce cadre que le Gouvernement a, par arrêté du 12 juillet 2012, décidé de permettre à l'ensemble des communes bruxelloises de faire appel au FRBRTC pour un montant de 60 millions d'euros afin de financer les investissements qu'elles réaliseront en 2013 et 2014 ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement a fixé pour chaque commune, sur base de la Dotation Générale aux Communes (DGC), une capacité maximale d'emprunt auquel elle peut faire appel pour financer totalement ou partiellement ces investissements ;

Considérant que la capacité maximale d'emprunt arrêté pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour les exercices budgétaires 2013 et 2014 est de 7.933.352,00 € ;

Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean a été invitée à introduire auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries

Communales pour le 31 mars 2013 au plus tard, le relevé des investissements communaux susceptibles d'être totalement ou partiellement financés par le prêt du FRBRTC en 2013 et 2014 ;

Considérant que la Commune a introduit un dossier dans le délai fixé par Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (avant le 31 mars 2013) en y intégrant le projet « Petite Senne - Bureaux & parking » pour un montant de 3.258.000 euros;

Considérant en outre qu'un dossier de subvention sera introduit fin juin 2013 auprès de « Brussels Greenfields » en vue de financer une partie de la dépollution du site ;

Considérant aussi qu'un dossier de subvention sera introduit fin juin 2013 auprès de « BATEX » en vue de financer une partie des surcoûts liés aux performances énergétiques et environnementales du projet ;

Considérant finalement qu'un dossier de subvention sera introduit au printemps 2014 auprès de la « Région bruxelloise / primes énergies » en vue de financer une partie des surcoûts liés aux normes passives ;

Vu le dossier d'exécution comprenant cahier spécial des charges, plans et métrés établis en vue de la réalisation des travaux ;

Considérant que le présent marché est fractionné en 2 tranches :

- Tranche 1 (ferme) : construction d'un immeuble intégrant logements, bureaux, parking et une allée verte rue Vandermaelen 6-8 et rue Sainte-Marie 31. Les logements et bureaux devront répondre au standard passif ;
- Tranche 2 (conditionnelle) : Construction d'un immeuble intégrant logements, bureaux et une servitude de passage rue Sainte-Marie 35. L'immeuble devra répondre au standard passif ;

Considérant que la nécessité de fractionner le marché et d'insérer une tranche conditionnelle est motivée par le fait que la commune n'est pas encore propriétaire de la parcelle sise rue Sainte-Marie 35 ;

Considérant que l'exécution de la tranche conditionnelle est donc subordonnée à l'acquisition par le pouvoir adjudicateur de la parcelle concernée par cette partie du projet ;

Considérant que cette conditionnalité sera levée maximum six mois après l'envoi du bon de commande de la tranche 1 du présent marché ;

Vu l'avis favorable de la CLDI daté du 19 mars 2013 ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 810.621,74 euros HTVA (soit 907.896,35 euros TVAC pour tranche 1 – logements (1.3), à 4.366.484,23 euros HTVA (soit 5.283.445,91 euros TVAC) pour tranche 1 – bureaux et parking (Hors CQ), à 333.754,25 euros HTVA (soit 403.842,64 euros TVAC) pour tranche 1 – allée verte (4.2), à 313.902,99 euros HTVA (soit 351.571,34 euros TVAC) pour tranche 2 – logements (1.4) et à 80.211,01 euros HTVA (soit 97.055,32) pour tranche 2 – bureaux et servitude (Hors CQ) ;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2007, concernant la circulaire du 2 août 2006 demandant de tenir compte lors de l'engagement de la dépense relative à l'attribution d'un marché public des

conséquences des clauses contractuelles du cahier spécial des charges telles que la révision des prix ou les quantités présumées ;

Considérant que le montant de cette marge peut être fixé à 20% du montant de l'estimation (7.043.811,57 euros TVAC), soit un montant arrondi de 1.409.188,43 euros ;

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire 2013 et que la dépense sera couverte par les subsides octroyés dans le cadre du Contrat de Quartier Cinéma – Belle-Vue, par le FRBRTC, par les subsides complémentaires « Brussels Greenfields », « Batex » et « Région / primes énergie » et le solde par des fonds d'emprunt ;

Considérant que les travaux peuvent être confiés au secteur privé par la voie d'une adjudication ouverte ;

Vu les art. 23 et 24 de la Loi du 15 juin 2006 ;

Vu les art. 80 à 104 de l'A.R. du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'article 5§2 de l'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'art. 37 § 1 de la loi du 15 juin 2006 relatif aux marchés à tranches ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la décision du collège des Bourgmestre et Echevins en date du 12 juin 2013 ;

DECIDE:

Article 1 :

de prendre connaissance du dossier d'exécution comprenant cahier spécial des charges, plans et métrés établis en vue de la construction d'un immeuble de logements, d'une allée verte, de bureaux et d'un parking (Rue Vandermaelen 6-8 et rue Sainte-Marie 31 et 35 – 1080 Molenbeek-Saint-Jean) et de le faire sien ;

Article 2 :

d'approuver la dépense estimée à 810.621,74 euros HTVA (soit 907.896,35 euros TVAC pour tranche 1 – logements (1.3), à 4.366.484,23 euros HTVA (soit 5.283.445,91 euros TVAC) pour tranche 1 – bureaux et parking (Hors CQ), à 333.754,25 euros HTVA (soit 403.842,64 euros TVAC) pour tranche 1 – allée verte (4.2), à 313.902,99 euros HTVA (soit 351.571,34 euros TVAC) pour tranche 2 – logements (1.4) et à 80.211,01 euros HTVA (soit 97.055,32) pour tranche 2 – bureaux et servitude (Hors CQ) ;

Article 3 :

de recourir à la procédure de l'adjudication ouverte ;

Article 4 :

d'engager un montant de 8.453.000,00 euros à l'article 9301/731/60 du budget extraordinaire 2013 et de couvrir cette dépense par les subsides octroyés dans le cadre du Contrat de Quartier Cinéma – Belle-Vue, par le FRBRTC, par les subsides complémentaires « Brussels Greenfields », « Batex » et « Région / primes énergie » et le solde par des fonds d'emprunt ;

Une copie de la présente délibération sera transmise aux services suivants : B4 et B6 et aux autorités subsidiantes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Wijkcontract Cinema-Belle-View – Ingrep 4.2 en 1.3 : Aanleg van een Groene dreef en Bouw van een woninggebouw - ingrep 1.4 (voorwaardelijk gedeelte) : Bouw van woningen – Ingrep buiten Wijkcontract/BGHGT: Bouw van kantoren en parking – aanbestedingsdossier.

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen ;

Gezien het gewijzigde basisdossier waarin ingrep 4.2 en 1.3 (Aanleg van een groene dreef en bouw van een woninggebouw), 1.4 (voorwaardelijk gedeelte : Bouw van woningen) en buiten wijkcontract (Bouw van kantoren en een parking);

Overwegende dat de budgetten die in het gewijzigde basisprogramma voor deze ingrepen voorzien zijn (aankoop, honoraria en alle werken samengenomen) de volgende waren:

- Ingrep 1.3 (Woningen) van 1.241.830,39 EUR (gewestelijk deel : 1.117.647,35 EUR/ minimaal gemeentelijk deel : 124.183,04 EUR)
- Ingrep 4.2 (Groene dreef) van 608.048,64 EUR (gewestelijk deel : 547.243,78 EUR / minimaal gemeentelijk deel : 60.804,86 EUR)
- Ingrep 1.4 (Woningen) van 417.794,80 EUR (gewestelijk deel : 376.015,32 EUR / minimaal gemeentelijk deel : 41.779,48 EUR)

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 juli 2012 houdende beslissing onder andere :

- Op basis van het analyserapport van de Afdeling Gesubsidieerde Projecten, het studiebureau Pierre Blondel Architects sprl, Flageyplein 7 te 1050 Brussel (BTW BE 882.009.914) aan te duiden voor de architectuuropdracht met betrekking tot de aanleg van een groene dreef en de bouw van een woninggebouw, de bouw van woningen (voorwaardelijk gedeelte) en de bouw van kantoren en een parking (buiten Wijkcontract), voor een totaal bedrag van 430.000,00 EUR btw excl., hetzij 520.300,00 EUR btw incl ;

Gezien de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 november 2012 houdende beslissing onder andere :

- Zijn akkoord te verlenen voor het voorontwerp, de plannen en de begrotingsraming die voorgesteld werden door Pierre Blondel Architects sprl., Flageyplein 7 te 1050 Brussel, voor gedeelte 1 en 2 van de opdracht betreffende de de aanleg van een groene dreef en de bouw van woningen

(ingreep 4.2 en 1.3 van Wijkcontract CB), kantoren en een parking (buiten wijkcontract) op de site van het Zinneke te 1080 Sint-Jans-Molenbeek (Vandermaelenstraat 8-18 en Sint-Mariastraat 21-31 en 35) ;

- De projectontwerper te verzoeken om het aanvraagdossier voor de stedenbouwkundige vergunning uit te werken ;

Gezien de brief van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT – Demografische groei) van 25 september 2012 die aan de Gemeente de wens van de regering betekent om de Brusselse gemeenten te ondersteunen in het investeringsbeleid die zij moeten inzetten met betrekking tot hun demografische groei;

Overwegende dat de in november 2011 aangebrachte wijziging aan de ordonnantie van 8 april 1993 betreffende de oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT) het voor deze laatste mogelijk maakt tussen te komen in de totale of gedeeltelijke financiering van de gemeentelijke investeringen door het toestaan van leningen waarvan de jaarlijkse lasten door de Regering oninvorderbaar kunnen worden verklaard ;

Overwegende dat het in dit kader is dat de Regering via het besluit van 12 juli 2012 heeft besloten om aan het geheel van de Brusselse gemeenten toe te staan om een beroep te doen op het BGHGT voor een bedrag van 60 miljoen EUR ten einde de investeringen te financieren die zij zullen realiseren in 2013 en 2014 ;

Overwegende dat het besluit van de Regering voor elke gemeente een maximale leningscapaciteit waarop zij een beroep kan doen om deze investeringen totaal of gedeeltelijk te financieren, op basis van de Algemene Dotatie aan de Gemeenten (ADG) heeft vastgesteld;

Overwegende dat de maximale leningscapaciteit voor de begrotingsjaren 2013 en 2014 is vastgelegd op het bedrag van 7.933.352,00 EUR ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek verzocht werd om ten laatste voor 31 maart 2013 bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën het overzicht van de gemeentelijke investeringen in te dienen die vatbaar zijn om totaal of gedeeltelijk te worden gefinancierd door de lening van het BGHGT in 2013 en 2014 ;

Overwegende dat de Gemeente een dossier binnen de door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën vastgelegde termijn (voor 31 maart 2013) heeft ingediend door er het project « Zinneke – Kantoren & parking » voor een bedrag van 3.258.000 EUR in te integreren;

Overwegende dat er daarnaast bij « Brussels Greenfields » einde juni 2013 een subsidiedossier zal worden ingediend om een deel van de sanering van de site te financieren;

Overwegende dat er daarnaast bij « BATEX » einde juni 2013 een subsidiedossier zal worden ingediend om een deel van de meerkosten die gekoppeld zijn aan de passiefnormen;

Overwegende dat er uiteindelijk in de lente 2014 een subsidiedossier zal worden ingediend bij het « Brussels gewest / energiepremies » ten einde een

deel van de meerkosten te financieren die gekoppeld zijn aan de passiefnormen;

Gezien het uitvoeringsdossier dat het bestek, de plannen en de opmetingsstaten bevat met het oog op de uitvoering van de werken ;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in 2 gedeelten :

- Gedeelte 1 (vast) : bouw van een gebouw dat gebouwen, kantoren, een parking en groene dreef in de Vandermaelenstraat 6-8 en de Sint-Mariastraat integreert. Dewoningen en kantoren moeten beantwoorden aan de passiefstandaard ;
- Gedeelte 2 (voorwaardelijk) : Bouw van een gebouw dat woningen, kantoren en een recht van overpad in de Sint-Mariastraat 35 integreert. Het gebouw moet beantwoorden aan de passiefstandaard ;

Overwegende dat de noodzaak om de opdracht op te delen en een voorwaardelijk gedeelte in te voegen gemotiveerd is door het feit dat de gemeente nog geen eigenaar is van het perceel gelegen in de Sint-Mariastraat 35 ;

Overwegende dat de uitvoering van het voorwaardelijk gedeelte dus onderworpen is aan de aankoop door de aanbestedende overheid van het perceel dat betrokken is door dit gedeelte van het project ;

Overwegende dat deze voorwaardelijke staat maximum 4 maand na verzending van de bestelbon van gedeelte 1 van deze opdracht zal worden opgeheven ;

Gezien het gunstig advies van de PCGO van 19 maart 2013 ;

Overwegende dat de uitgave kan geraamd worden op 810.621,74 EUR btw excl. (hetzij 907.896,35 EUR btw incl. voor gedeelte 1 – woningen (1.3), op 4.366.484,23 EUR btw excl. (hetzij 5.283.445,91 EUR btw incl.) voor gedeelte 1 – kantoren en parking (Buiten Wijkcontract), op 333.754,25 EUR btw excl. (hetzij 403.842,64 EUR btw incl.) voor gedeelte 1 – groene dreef (4.2), op 313.902,99 EUR btw excl. (hetzij 351.571,34 EUR btw incl.) voor gedeelte 2 – woningen (1.4) en op 80.211,01 EUR btw excl. (hetzij 97.055,32 EUR btw incl.) voor gedeelte 2 – kantoren en recht van overpad (Buiten Wijkcontract) ;

Gezien de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 juli 2007 betreffende de omzendbrief van 2 augustus 2006, waarin gevraagd wordt bij de aanrekening van de uitgave betreffende de gunning van een overheidsopdracht rekening te houden met de gevolgen van de contractuele clausules van het bestek zoals de prijsherziening of de vermoedelijke hoeveelheden ;

Overwegende dat het bedrag van deze marge kan vastgelegd worden op 20% van het bedrag van de raming (7.043.811,57 EUR btw incl.), hetzij een afgerond bedrag van 1.409.188,43 EUR ;

Overwegende dat de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en dat de uitgave zal worden gedekt door de toegekende subsidies in het kader van Wijkcontract Cinema – Belle-View, door het BGHGT, door de aanvullende subsidies « Brussels Greenfields », « Batex » en « Gewest / energiepremies » en het saldo door leningsgelden ;

Overwegende dat de werken kunnen worden toevertrouwd aan de privé-sector

door middel van een open aanbesteding ;
Gezien artikel 23 en 24 van de Wet van 15 juni 2006 ;
Gezien artikel 80 tot 104 van het K.B. van 15 juli 2011 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren ;
Gezien artikel 5§2 van het K.B. van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;
Gezien artikel 37 § 1 van de wet van 15 juni 2006 betreffende de opdrachten in gedeelten ;
Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gezien de beslissing van het college van Burgemeester en Schepenen van 12 juni 2013 ;

BESLuit :

Artikel 1 :

kennis te nemen van het uitvoeringsdossier dat het bestek, de plannen en de opmetingsstaten bevat met het oog op de uitvoering van de bouw van een woninggebouw, een groene dreef, kantoren en een parking (Vandermaelenstraat 6-8 en Sint-Mariastraat 31 en 35 – 1080 Sint-Jans-Molenbeek) en het zich eigen te maken;

Article 2 :

de uitgave goed te keuren die geraamd is op 810.621,74 EUR btw excl. (hetzij 907.896,35 EUR btw incl. voor gedeelte 1 – woningen (1.3), op 4.366.484,23 EUR btw excl. (hetzij 5.283.445,91 EUR btw incl.) voor gedeelte 1 – kantoren en parking (Buiten Wijkcontract), op 333.754,25 EUR btw excl. (hetzij 403.842,64 EUR btw incl.) voor gedeelte 1 – groene dreef (4.2), op 313.902,99 EUR btw excl. (hetzij 351.571,34 EUR btw incl.) voor gedeelte 2 – woningen (1.4) en op 80.211,01 EUR btw excl. (hetzij 97.055,32 btw incl.) voor gedeelte 2 – kantoren en recht van overpad (Buiten Wijkcontract) ;

Artikel 3 :

over te gaan tot de procedure van de open aanbesteding ;

Artikel 4 :

een bedrag van 8.453.000,00 EUR in te schrijven op artikel 9301/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 en deze uitgave te dekken door de toegekende subsidies in het kader van Wijkcontract Cinema – Belle-Vue, door het BGHGT, door de aanvullende subsidies « Brussels Greenfields », « Batex » en « Gewest / energiepremies » en het saldo door leningsgelden ;

Een kopie van deze beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten : B4 en B6 en aan de subsidiërende overheden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Michaël Vossaert entre en séance / treedt in zitting

#012/20.06.2013/A/0023# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

PSUB Cellule Contrats De Quartier - SUBW Cel Wijkcontracten

Contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » - Demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'un droit de préemption.

LE CONSEIL,

Revu la délibération du conseil communal du 17/12/2012 suite aux remarques de la Région Bruxelles-Capitale, reçues par courrier du 18/03/2013 ;

Vu les articles 258 à 274 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (COBAT) ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 11 septembre 2003 relatif au droit de préemption ;

Vu qu'en exécution de l'article 262.2 du COBAT, les communes peuvent être désignées par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale comme pouvoir préemptant ;

Vu la délibération du conseil communal de Molenbeek-Saint-Jean en date du 25/10/2012 relative au programme de revitalisation urbaine « Autour de Léopold II » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 13/12/2012 relatif à l'approbation du programme quadriennal du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Vu qu'un « pouvoir préemptant » est, potentiellement, en droit de primer sur tout autre candidat acquéreur en cas de mise en vente d'un bien compris dans un périmètre de préemption, moyennant le respect de certaines conditions et le paiement au vendeur du prix d'acquisition que le candidat acquéreur est disposé à lui payer ;

Considérant que l'exercice de ce droit est une faculté qui n'entraîne aucune obligation d'achat dans le chef du pouvoir préemptant en cas de mise en vente d'un bien compris dans le périmètre de préemption ;

Considérant l'article 259 du CoBAT disposant que le droit de préemption doit être instauré dans l'intérêt général, en vue notamment de réaliser des équipements d'intérêt collectif et de service public relevant des compétences de la Région de Bruxelles-Capitale, de lutter contre l'existence d'immeubles abandonnés et insalubres, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé et de réaliser des logements de type social ;

Considérant que dans le cadre des contrats de quartiers durables l'acquisition de terrains ou de bâtiments en vue de la construction ou de la rénovation de

ceux-ci pour servir de logements est un objectif prioritaire ;

Considérant en outre que l'un des objectifs des contrats de quartiers durables est l'acquisition de terrains dans le but d'y aménager des espaces verts et de détente ainsi que des petits équipements collectifs de proximité ;

Considérant qu'en conséquence, il est nécessaire de requérir du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale l'adoption d'un périmètre de préemption, pour une durée égale à celle du contrat de quartier soit 4 années, afin d'habiliter notre Commune à exercer, en cas de nécessité, un droit de préemption sur les aliénations, à titre onéreux, de la propriété d'immeubles ou parties d'immeubles, bâties ou non, incluses dans les périmètres de préemption repris au plan joint au dossier ;

Considérant que l'emprise du périmètre de préemption proposée est moins large que l'emprise du périmètre du programme du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II », que ce dernier prévoit, dans son périmètre, les opérations prioritaires en matière de logement et en matière d'espace public dégagées de l'étude du diagnostic et du programme de base, mais que les opérations les plus prioritaires se retrouvent dans l'emprise du périmètre de préemption proposée ;

Considérant qu'un périmètre de préemption sur les pôles stratégiques identifiés dans le programme de base du contrat de quartier et sur les immeubles concernés par les opérations prioritaires et de réserve permettrait d'acheter des immeubles, de les rénover (ou reconstruire) et de les transformer en logements sociaux, de réaliser des équipements d'intérêt collectif ou de service public ;

Considérant la réalisation des grands projets, comme Tour et Taxi, la mise en application du Masterplan « Canal Molenbeek » et l'étude Bruxelles-Métropole 2040, le diagnostic démontre les opportunités de renforcer la connexion entre Molenbeek Historique et Tour et Taxi, mais aussi de revaloriser le tracé de la petite Senne et de créer une ouverture du quartier sur le canal ;

Considérant la pénurie de logements sociaux en Région de Bruxelles-Capitale, constatée également par le diagnostic du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » à Molenbeek-Saint-Jean (voir carte n°06b de l'annexe 1 phase 1-2) ;

Considérant que le diagnostic du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » a répertorié toute une série d'immeubles abandonnés et insalubres (voir carte n°04 et 05b de l'annexe 1 phase 1-2) ;

Considérant que l'analyse prospective des sites intéressants représentés sur la carte n°19 de l'annexe 1 de la phase 1 et 2 regroupe des ensembles de sites potentiels à l'échelle d'îlot et en lien avec la stratégie de revitalisation reprise dans le programme de base phase 3 page 11 dont voici un extrait :

« La stratégie définie pour revitaliser le quartier se base d'une part sur les éléments physiques articulant le périmètre : boulevard, canal, ... mais également sur les éléments non physiques relevés au cours du diagnostic.

Les stratégies définies sur base de l'analyse urbanistique :

- *Développer la liaison entre les éléments régionaux et locaux (Ribaucourt, Montagne aux Angés, Petite Senne);*
- *Revaloriser les éléments de continuité du périmètre (Ribaucourt);*

- *Travailler les limites du périmètre (Saint-Rémy, Montagne aux Anges, Ruisseau, Petite Senne, Ulens).*

Les stratégies définies sur base de l'analyse sociale :

- *Développer des espaces verts de proximité dédiés aux jeunes;*
- *Lier le quartier aux espaces verts récréatifs dédiés à l'enfance hors du quartier;*
- *Réaliser au minimum une crèche dans le périmètre, prioritairement entre la rue de Ribaucourt et le Canal;*
- *Développer un parcours balisé et sécurisé permettant aux enfants de se déplacer du parc Bonnevie à l'école du Cirque en passant par des lieux de jeux aménagés de façon sécurisée et plus adéquate;*
- *Une diversification de formations mais aussi une présentation de ces formations auprès des jeunes afin que celles-ci soient d'une part mieux connues mais aussi mieux valorisées. Mettre en valeur les formations liées aux corps de métier;*
- *Une meilleure lisibilité des endroits dédiés à la jeunesse;*
- *Une offre plus diversifiée en matière de sports.*

La stratégie est de développer à la fois des interventions physiques liant le quartier aux éléments régionaux, de revaloriser des continuités internes, dont la rue de Ribaucourt, de revitaliser les espaces publics aux limites du périmètre ainsi que sa relation avec la KBC et la Communauté Française tout en agissant également sur quelques lieux particulièrement problématiques tels que la station de métro Ribaucourt et le parc Saint-Rémy. Au niveau des stratégies non physiques, une priorité est donnée à l'enfance et à la formation des jeunes. »

Considérant que des opérations de réserve ont été identifiées dans le cadre du programme de base ;

Considérant que 4 pôles prioritaires se sont dégagés de l'étude de diagnostic du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » et font partie intégrante du programme de base approuvé ;

1. **Pôle Ruisseau Saintelette :** deux grands îlots composés de parcelles abandonnées et délabrées, vides ou en friche à un endroit stratégique du périmètre permettant de développer des liaisons entre le quartier et les axes régionaux du périmètre (canal et boulevard Léopold II), de revaloriser les éléments de continuité du périmètre (tracé de la petite Senne) et de travailler les limites du périmètre (frontière avec la Ville de Bruxelles, limites des institutions). Ilots présentant l'opportunité de développer le projet phare du contrat de quartier et d'en faire un projet exemplaire de développement urbain et de verdurisation en développant les deux îlots dans leur ensemble et d'apporter ainsi une valeur ajoutée à la fois à l'échelle du quartier et à l'échelle de la commune.
2. **Pôle Ribaucourt :** plusieurs parcelles entièrement abandonnées, vides et délabrées situées à un endroit stratégique du périmètre qui permet de développer des liaisons entre le quartier et un des axes régionaux du périmètre (boulevard Léopold II) et de revaloriser un des éléments de continuité du périmètre (axe Ribaucourt). Projet de création de crèche,

logements et commerces mais aussi l'amélioration et la mise en valeur des entrées de quartier, la redynamisation de l'axe commerçant et le renforcement de la convivialité de la rue de Ribaucourt et la création d'un enchaînement de petits espaces verts de proximité au travers du périmètre pour relier les espaces verts avoisinants (parc Bonnevie et futur parc de Tour & Taxis) reliés par l'instauration d'une signalétique de quartier.

3. **Pôle Montagne aux Anges** : îlot situé en limite communale et présentant de grands sites traversants permettant de développer des liaisons entre le quartier et un des deux axes régionaux du périmètre (boulevard Léopold II) mais aussi de travailler les limites du périmètre (frontière avec Koekelberg). Projet de création d'équipements collectifs et de logements.
4. **Pôle Ulens** : amélioration du cadre de vie en ouvrant des espaces verts au public, îlot densément bâti composé de nombreuses parcelles abandonnées, délabrées et en friche situé à un endroit stratégique du périmètre qui permet de développer des liaisons entre le quartier et les axes régionaux du périmètre (canal), de revaloriser les éléments de continuité du périmètre (axe Ribaucourt) et de travailler les limites du périmètre (frontière avec le Ville de Bruxelles, limites des institutions). Projet de reconstruction des fronts bâtis, introduction d'une mixité de fonctions et de logements.

Vu le plan, intitulé « Immeubles faisant l'objet d'une demande de droit de préemption au sein du périmètre du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » » joint à la présente délibération, au 1/5.000^{ème} reprenant la proposition du périmètre de préemption sur les pôles stratégiques ainsi que sur les opérations prioritaires et de réserve listés dans le programme de base du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II » ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la

Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu la circulaire administrative du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998 ;

DECIDE :

Article 1 :

De solliciter du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en exécution de l'article 260 du COBAT, l'adoption pour cause d'utilité publique d'un périmètre de préemption sur les pôles stratégiques identifiés dans le programme de base du contrat de quartier durable «Autour de Léopold II » comprenant les parcelles suivantes, reprises dans le plan en annexe:

1. Pôles Ruisseau-Saintelette :

Parcelles cadastrales : 228W8 - 228L6 - 228V7 – 228X8 – 228R6 - 228K8 - 228Y8 - 228G8 -228H8 - 228S6 - 229F2 - 229A2 - 229C2 - 230S - 231S - 229/03 - 229/02 - 226L2 - 226K2 – 226M2 - 226E2 - 226F2 - 227W4 - 227G4 - 227T4 - 227V4 - 227Z4 - 227A5 - 227W2 - 227A3 - 227X2 - 227N4 - 227C4 - 227X4 - 228G4 -228G7 - 228S8 - 228V8 - 214N4 - 214B5 - 214R4 - 221P2 - 221R2 - 223F5 - 223M4 - 223G5 - 223X3 - 223H5 - 223E4 - 223D4 - 223W3 - 223C4 - 223S4 - 2223B6 - 212G2 - 209W4 - 210E4 - 210Y2 - 210X2 - 210W2 - 210Z4 - 210A6 - 210B6 - 210P5 - 210T2 - 210E2 - 210D2 - 210G4 - 210R5 - 210N5 - 210B5 - 209P4 - 209F4 - 209A4 - 209C4 - 209Y4 - 209P3 - 209V4 - 209R3 - 209G3 - 209H3.

Correspondant aux adresses suivantes:

- Quai des Charbonnages des n°s pairs 60 à 88
- Rue des Houilleurs des n°s impairs 1 au 17
- Rue du Ruisseau n°s impairs 1 au 11 et 25 au 43
- Rue des Ateliers n° impairs 1 à 31
- Rue Adolphe Lavallée des n° s impairs 11 au 45
- Rue du Chœur des n°s impairs 33 au 69
- Rue Courtois des n°s impairs 1 au 37.

2. Pôle Ribaucourt :

Parcelles cadastrales : 211H – 211K

Correspondant aux adresses suivantes :

- Rue du Presbytère n° 24
- Rue de l'Ecole n° 78

3. Pôle Montagne aux Anges :

Parcelles cadastrales : 106G2 - 106L5 - 106V6 - 106W6 - 106C6 - 106M6 - 106N6 - 106T5 - 106V5 - 106X5 - 106B6 - 106D5 - 106H6 - 106Y5 - 106G6 - 106R6 - 106G3 - 106C2 - 106W5 - 106F6 - 106H3 - 106E6 - 110P3 - 111V2 - 111B3 - 111M2 - 111Y2 - 111A3 - 111W2 - 111A2 - 111B2 - 112Z2 - 112F2 - 112Y2 - 112T2 - 112B3 - 112S2 - 112T - 112N - 112C3 - 112N2 - 112H2 - 112W - 112A3 - 112V2 - 110X3 - 112D3 - 110V3 - 110W2 - 110Y3 - 110V4 - 111X2 - 110T3 - 110M4 - 110Y4 - 110V4 - 110E5 - 110F5 - 110F4 - 110M4 - 110P4 - 110R4 - 110S4 - 110C5 - 110D5 - 110B5 - 110Z3 - 110X4 - 110Z4 - 110H5 - 107F - 106T6 - 106S6 - 106A6 - 106X6 – 6D4

Correspondant aux adresses suivantes :

- Boulevard Léopold II des n° s pairs 140 au 212
- Rue Montagne aux Anges des n°s impairs 3 au 35
- Rue Houzeau de Lehaie des n° impairs 1 au 41
- Rue Van Hoegaerde 9-13

4. Pôle Ulens :

Parcelles cadastrales : 169F8 – 169E8 - 169A9 -169Z8 - 169Y8 - 169T7 - 169K7 - 169D8 - 169X8 - 169T9 - 168G11 - 168V9 - 168G10 - 168D10 - 168R8 - 168F11 - 168T11 - 168E11 - 168X11 - 168G9 - 168H11 - 168K11 - 168L11 - 168W9 -168S9 - 168B11 - 168P8 - 168N6 - 165D6 - 165F5 - 165D3 - 165C3 - 165B3 - 165R5 - 165X2 - 169K8 - 165W5 - 165A6 - 165P4 - 165F3 - 165Z4 - 165P5 - 165X5 - 165K2 - 165N5 - 165M5 - 165L5 - 165K5 - 165Z5 - 164X5 - 164D6 - 164Z4 - 164Y4 - 131X2 - 169V8 - 169T8 - 169S8 - 128R10 - 128P5 - 128C9 – 128N8 – 167R6 – 173L3

Correspondant aux adresses suivantes :

- Rue Ulens des n°s impairs 21 au 65
- Rue Ulens des n°s pairs 40 à 44
- Rue de Ribaucourt des n°s impairs 145 au 163
- Rue Van Meyel des n°s pairs 22 au 96
- Rue Van Meyel n° 17-19.

Article 2 :

Les parcelles visées à l'article 1er seront placées sous statut de périmètre soumis au droit de préemption sur le territoire de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et ce, jusqu'au terme du contrat de quartier durable « Autour de Léopold II »

Article 3 :

De charger le collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente délibération.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 40 votes positifs, 1 abstention.

Wijcontract Rond Leopold - Aanvraag van een voorkeurecht bij de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

DE RAAD,

In herziening van de gemeenteraad van 17/12/2012 naar aanleiding van de opmerkingen van Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ontvangen via de brief van 18/03/2013 ;

Gezien de artikelen 258 tot 274 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO);

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 11 september 2003 betreffende het voorkeurecht;

Gezien dat in uitvoering van artikel 262.2 van de BWRO, de gemeenten door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als voorkeurechthebbende overheid aangeduid kunnen worden;

Gezien de beraadslaging van de gemeenteraad van Sint-Jans-Molenbeek van 25/10/2012 met betrekking tot het stadsherwaarderingsprogramma « Rond Leopold II » ;

Gezien het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13/12/2012 met betrekking tot de goedkeuring van het vierjarig programma van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » ;

Gezien dat een «voorkeurechthebbende overheid» potentieel het recht bezit om voorrang te krijgen op ieder andere kandidaat koper om een goed te verwerven dat deel uitmaakt van de voorkeureperimeter, door bepaalde voorwaarden te respecteren en tegen betaling van de tevoren aan de verkoper meegeedeelde prijs;

Overwegende dat de uitoefening van dit recht geen enkele verplichting tot aankoop inhoudt van de voorkeurechthebbende overheid in geval van verkoop van een goed dat deel uitmaakt van de voorkeureperimeter;

Overwegende dat artikel 259 van het BWRO bepaalt dat het voorkeurecht in het algemeen belang moet worden ingesteld, meer bepaald met het oog op de uitvoering van uitrustingen van collectief belang en ten dienste van het publiek die voortvloeiën uit de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de bestrijding van leegstaande en onbewoonbare gebouwen, het behoud of de herwaardering van het erfgoed dat is ingeschreven op de beschermingslijst of dat geklasseerd is, en de uitvoering van woningen van het sociale type ;

Overwegende dat in het kader van de duurzame wijkcontracten de aankoop van terreinen of gebouwen met het oog op nieuwbouw of de renovatie ervan om voor huisvesting te dienen een prioritaire doelstelling is ;

Overwegende dat bovendien één van de doelstellingen van de duurzame wijkcontracten de aankoop van terreinen is met als doel er groene ruimten en ruimten ter ontspanning aan te leggen alsook kleine collectieve buurtuitrustingen ;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is om bij de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een verzoek in te dienen om een voorkeureperimeter in te voeren voor de duur van het wijkcontract, dat wil zeggen voor 4 jaar, teneinde onze Gemeente bevoegd te verklaren, indien nodig, haar voorkeurecht uit te oefenen, onder bezwarende titel, in geval van vervreemding van het bezit van elk bebouwd of onbebouwd onroerend goed of het gedeelte ervan, opgenomen in de voorkeureperimeters zoals vermeld op het plan in bijlage;

Overwegende dat de omvang van de voorgestelde voorkeureperimeter minder breed is dan de perimeter van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II », en

dat dit laatste binnen zijn perimeter prioritaire ingrepen inzake huisvesting en openbare ruimte voorziet die aan het licht kwamen in de diagnosestudie en het basisprogramma, maar dat de meest prioritaire ingrepen zich bevinden binnen de breedte van de voorgestelde voorkeuperimeter ;

Overwegende dat een voorkeuperimeter op de strategische polen die in het basisprogramma van het wijkcontract geïdentificeerd zijn, op de door de prioritaire ingrepen betrokken gebouwen en op de door de reserve-ingrepen betrokken gebouwen het mogelijk zou maken om gebouwen te kopen, om ze te renoveren (of opnieuw op te bouwen) en om ze te verbouwen tot sociale woningen, en om voorzieningen van collectief belang en van openbaar nut tot stand te brengen ;

Gezien de uitvoering van grote projecten, zoals Tour en Taxis, de toepassing van het Masterplan « Kanaal Molenbeek » en de studie Brussel-Metropool 2040, toont de diagnose de mogelijkheden aan om de verbinding tussen Historisch Molenbeek en Tour en Taxis te versterken, maar ook om het traject van het Zinneke te herwaarderen en een opening van de wijk naar het kanaal tot stand te brengen ;

Overwegende dat er een tekort aan sociale woningen is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, wat ook is vastgesteld door de diagnose van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » te Sint-Jans-Molenbeek (zie kaart nr.06b van bijlage 1 fase 1-2) ;

Overwegende dat de diagnose van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » heeft geleid tot een lijst met een hele reeks leegstaande en onbewoonbare gebouwen (zie kaart nr. 04 en 05b van bijlage 1 fase 1-2) ;

Overwegende dat de prospectieanalyse van de interessante sites die op kaart 19 van bijlage 1 van fase 1 en 2 worden weergegeven, gehelen van potentiële sites op schaal van huizenblokken groepeert die gekoppeld zijn aan de herwaarderingsstrategie vermeld in het basisprogramma fase 3 pagina 11 waarvan hier een uittreksel volgt:

« De vastgestelde strategie voor de revitalisering van de wijk is deels gebaseerd op de fysieke elementen die de perimeter articuleren : laan, kanaal, ... maar ook op de niet-fysieke elementen die tijdens de diagnostiek geconstateerd werden.

De strategieën vastgesteld op basis van de stedenbouwkundige analyse :

- De verbinding leggen tussen de regionale en lokale elementen (Ribaucourt, Engelenberg, Zinneke);
- De elementen van continuïteit van de perimeter herwaarderen (Ribaucourt);
- De randen van de perimeter bewerken (Sint-Remi, Engelenberg, Beek, Zinneke, Ulens).

De strategieën vastgesteld op basis van de sociale analyse :

- Ontwikkelen van lokale groene ruimten gewijd aan jongeren;
- De wijk verbinden met groene recreatieruimten gewijd aan kinderen buiten de wijk;

- Het oprichten van minstens één crèche in de perimeter, allereerst tussen de Ribaucourtstraat en het kanaal;
- Ontwikkelen van een bewegwijzerde en veilige route die het mogelijk maakt voor kinderen zich van het Bonneviepark naar de Circusschool te begeven, langs recreatiegebieden die op een veilige en beter geschikte manier ingericht zijn;
- Diversificatie van de opleidingen, maar deze ook aan kinderen presenteren zodat ze beter bekend zijn, maar ook beter gewaardeerd worden. Ontwikkelen van opleidingen die gerelateerd zijn aan beroepsgroepen;
- Betere leesbaarheid van plaatsen gewijd aan jongeren;
- Een uitgebreider sportaanbod.

De strategie is om zowel fysieke ingrepen te verrichten die de wijk met regionale elementen verbindt, als de interne continuïteiten te bevorderen, onder andere de Ribaucourtstraat, en de aan de rand van de perimeter gelegen openbare ruimte alsook de relatie met de KBC en de Franse Gemeenschap te revitaliseren. Tegelijkertijd in te grijpen op een aantal bijzonder problematische locaties zoals het metrostation Ribaucourt en het Sint-Remipark. In termen van niet-fysieke strategieën, wordt prioriteit gegeven aan kinderen en opleidingen voor jongeren. »

Overwegende dat de reserve-ingrepen geïdentificeerd werden in het kader van het basisprogramma ;

Overwegende dat de diagnosestudie van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » 4 prioritaire kernen heeft opgeleverd die integraal deel uitmaken van het goedgekeurde basisprogramma ;

5. Kern Beek Saintelette : twee grote huizenblokken van leegstaande en vervallen, lege of braakliggende percelen op een strategische plaats van de perimeter die het mogelijk maken om verbindingen te ontwikkelen tussen de wijk en de gewestelijke assen van de perimeter (kanaal en de Leopold II-laan), de elementen van continuïteit van de perimeter te herwaarderen (traject van het Zinneke) en de randen van de perimeter te bewerken (grens met Brussel-Stad, begrenzing van de instellingen). Huizenblokken die de mogelijkheid bieden om het stuurproject van het wijkcontract te ontwikkelen en een voorbeeldproject van te maken voor stedelijke ontwikkeling en vergroening door twee huizenblokken in hun geheel te ontwikkelen en op die manier een meerwaarde aan te brengen zowel op schaal van de wijk als op die van de gemeente.

6. Kern Ribaucourt : meerdere volledig leegstaande, lege of vervallen percelen gelegen op een strategische plaats van de perimeter die het mogelijk maakt verbindingen te ontwikkelen tussen de wijk en één van de gewestelijke assen van de perimeter (Leopold II-laan) en één van de elementen van continuïteit van de perimeter (as Ribaucourt) te herwaarderen. Project voor de oprichting van een kinderdagverblijf, woningen en handelszaken maar ook verbetering en opwaardering van de toegangen tot de wijk, een nieuwe dynamiek geven aan de commerciële assen de versterking van het aangename karakter van de Ribaucourtstraat en de aanleg van een aaneenschakeling van kleine groene

buurtruimten doorheen de perimeter om de aanpalende groene ruimten (Bonneviepark en toekomstig park Tour & Taxis) die verbonden zijn door de invoering van een bewegwijzering van de wijk.

7. Kern Engelenberg : huizenblok gelegen op de grens van de gemeente en die grote doorlopende sites vertoont die het mogelijk maken om verbindingen te ontwikkelen tussen de wijk en één van de twee gewestelijke assen van de perimeter (Leopold II-laan) maar ook de randen van de perimeter te bewerken (grens met Koekelberg). Project voor de bouw van collectieve uitrustingen en woningen.

8. Kern Ulens : verbetering van het leefkader door groene ruimten open te stellen voor het publiek, dichtbebouwd huizenblok samengesteld door talrijke leegstaande, vervallen of braakliggende percelen gelegen op een strategische plaats die het mogelijk maakt verbindingen tussen de wijk en de gewestelijke assen van de perimeter (kanaal) te ontwikkelen, de elementen van continuïteit van de perimeter te herwaarderen (as Ribaucourt) en de randen van de perimeter te bewerken (grens met Brussel-Stad, begrenzing van de instellingen). Project voor de heropbouw van de voorgevels, invoering van een mix aan functies en huisvesting.

Gezien het plan met als titel « Immeubles faisant l'objet d'une demande de droit de préemption au sein du périmètre du contrat de quartier durable Autour de Léopold » dat bij de onderhavige beraadslaging is gevoegd, op 1/5.000e, dat het voorstel van voorkeeperimenter op de strategische polen, op de door de prioritaire ingrepen betrokken gebouwen en op de door de reserve-ingrepen betrokken gebouwen, die in het basisprogramma van duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » zijn opgesomd, vermeldt ;

Gezien de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 betreffende de overlegging van de akten van de gemeenteoverheden aan de Regering met de het oog op de uitoefening van het administratief toezicht ;

Gezien de omzendbrief van de 24 augustus 1998 met betrekking tot de ordonnantie van 14 mei 1998 ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Aan de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verzoeken om in uitvoering van artikel 260 van het BWRO een voorkeeperimenter aan te nemen, ten algemene nutte, op de strategische kernen, die in het basisprogramma van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II » geïdentificeerd zijn, die de volgende in het plan in bijlage vermelde percelen bevat:

5. Kernen Beek-Saintelette :

Kadastrale percelen: 228W8 - 228L6 - 228V7 - 228X8 - 228R6 - 228K8 - 228Y8 - 228G8 - 228H8 - 228S6 - 229F2 - 229A2 - 229C2 - 230S - 231S - 229/03 - 229/02 - 226L2 - 226K2 - 226M2 - 226E2 - 226F2 - 227W4 - 227G4 - 227T4 - 227V4 - 227Z4 - 227A5 - 227W2 - 227A3 - 227X2 - 227N4 - 227C4 - 227X4 - 228G4 - 228G7 - 228S8 - 228V8 - 214N4 - 214B5 - 214R4 - 221P2 - 221R2 - 223F5 - 223M4 - 223G5 - 223X3 - 223H5 - 223E4 - 223D4 - 223W3 - 223C4 - 223S4 - 2223B6 - 212G2 - 209W4 - 210E4 - 210Y2 - 210X2 - 210W2 - 210Z4 - 210A6 - 210B6 - 210P5 - 210T2 - 210E2 - 210D2 - 210G4 - 210R5 - 210N5 - 210B5 - 209P4 - 209F4 - 209A4 - 209C4 - 209Y4 - 209P3 - 209V4 - 209R3 - 209G3 - 209H3.

Die overeenkomen met de volgende adressen:

- Koolmijnenkaai van de pare nummers 60 tot en met 88
- Koolmijngraversstraat van de onpare nummers 1 tot en met 17
- Beekstraat onpare nrs. 1 tot en met 11 en 25 tot en met 43
- Werkhuizenstraat onpare nrs. 1 tot en met 31
- Adolphe Lavalléestraat van de onpare nrs. 11 tot en met 45
- Koorstraat van de onpare nrs. 33 tot en met 69
- Courtoisstraat van de onpare nrs. 1 tot en met 37.

6. Kern Ribaucourt :

Kadastrale percelen: 211H - 211K

Overeenkomend met de volgende adressen:

- Pastorijstraat nr.24
- Schoolstraat nr.78

7. Kern Engelenberg :

Kadastrale percelen: 106G2 - 106L5 - 106V6 - 106W6 - 106C6 - 106M6 - 106N6 - 106T5 - 106V5 - 106X5 - 106B6 - 106D5 - 106H6 - 106Y5 - 106G6 - 106R6 - 106G3 - 106C2 - 106W5 - 106F6 - 106H3 - 106E6 - 110P3 - 111V2 - 111B3 - 111M2 - 111Y2 - 111A3 - 111W2 - 111A2 - 111B2 - 112Z2 - 112F2 - 112Y2 - 112T2 - 112B3 - 112S2 - 112T - 112N - 112C3 - 112N2 - 112H2 - 112W - 112A3 - 112V2 - 110X3 - 112D3 - 110V3 - 110W2 - 110Y3 - 110V4 - 111X2 - 110T3 - 110M4 - 110Y4 - 110V4 - 110E5 - 110F5 - 110F4 - 110M4 - 110P4 - 110R4 - 110S4 - 110C5 - 110D5 - 110B5 - 110Z3 - 110X4 - 110Z4 - 110H5 - 107F - 106T6 - 106S6 - 106A6 - 106X6 - 6D4

Overeenkomend met de volgende adressen:

- Leopold II- laan van nr.140 tot en met nr.220
- Engelenbergstraat van nr.3 tot en met nr.35
- Houzeau De Lehaiestraat van nr. 1 tot en met nr.41
- Van Hoegaerdenstraat 9-13

8. Kern Ulens :

Kadastrale percelen: 169F8 - 169E8 - 169A9 - 169Z8 - 169Y8 - 169T7 - 169K7 - 169D8 - 169X8 - 169T9 - 168G11 - 168V9 - 168G10 - 168D10 - 168R8 - 168F11 - 168T11 - 168E11 - 168X11 - 168G9 - 168H11 - 168K11 -

168L11 - 168W9 - 168S9 - 168B11 - 168P8 - 168N6 - 165D6 - 165F5 - 165D3
- 165C3 - 165B3 - 165R5 - 165X2 - 169K8 - 165W5 - 165A6 - 165P4 - 165F3
- 165Z4 - 165P5 - 165X5 - 165K2 - 165N5 - 165M5 - 165L5 - 165K5 - 165Z5
- 164X5 - 164D6 - 164Z4 - 164Y4 - 131X2 - 169V8 - 169T8 - 169S8 -
128R10 - 128P5 - 128C9 - 128N8 - 167R6 - 173L3

Overeenkomend met de volgende adressen:

- Ulenstraat onpare nrs. 21 tot en met 65
- Ulenstraat pare nrs. 40 tot en met 44
- Ribaucourtstraat onpare nrs. nr.145 tot en met 163
- Van Meyelstraat van nrs.22 tot en met 96
- Van Meyelstraat nrs.17-19

Artikel 2 :

De in artikel 1 bedoelde percelen worden geplaatst onder het statuut van de perimeter die onderworpen is aan het voorkooprecht op het grondgebied van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, meer bepaald tot aan het einde van het duurzaam wijkcontract « Rond Leopold II »

Artikel 3 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van onderhavige beraadslaging.

Verzending van onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring worden overgemaakt aan de Toezichthoudende Overheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

41 stemmers : 40 positieve stemmen, 1 onthouding.

Dirk Berckmans quitte la séance / verlaat de zitting

#012/20.06.2013/A/0024# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

PSUB Cellule Contrats De Quartier - SUBW Cel Wijkcontracten

Nouvelle Loi communale article 234 alinéa 3 - Marchés publics -

Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234 alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins relative à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1°, a) de la Loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Est informé de la décision du Collège suivante :

05/06/2013 - Projets subsidiés – Coordinateur sécurité et santé

Marché de services par procédure négociée sans publicité – Estimation de la dépense **81.000 EUR** TVAC – Projets réalisés durant la période allant du 1^{er} juillet 2013 au 31 décembre 2014 – Coordination de Sécurité et Santé – Articles budgétaires 9301/731/60 et 9304/731/60 – Exercice extraordinaire 2013 – Dépense couverte par des subsides des Contrats de quartier, de la Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt.

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Nieuwe Gemeentewet artikel 234 alinea 3 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234 alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gezien de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen waarbij opdrachten gegund worden door een onderhandelingsprocedure volgens artikel 17, § 2, 1^o, a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Wordt geïnformeerd over de volgende beslissing van het College:

05/06/2013 – Gesubsidieerde projecten – Coördinator veiligheid en gezondheid

Opdracht voor diensten via een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Raming van de uitgave **81.000 EUR** btw incl. – Uitgevoerde projecten gedurende de periode gaande van 1 juli 2013 tot en met 31 december 2014 – Coördinatie Veiligheid en Gezondheid – Begrotingsartikelen 9301/731/60 en 9304/731/60 – Buitengewone begroting 2013 – Uitgave gedekt door de subsides van de Wijkcontracten, het Grootstedenbeleid en het saldo door leningsgelden.

EN BESLUIT:

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de voogdijoverheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0025# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

PSUB Cellule Contrats De Quartier - SUBW Cel Wijkcontracten

Nouvelle Loi communale article 236 - Marchés publics - Communication des décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 236 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

Est informé des décisions du Collège suivantes :

Séance du 24/04/2013 - Projets subsidiés - Contrat de quartier Cinéma-Belle-Vue - Op. 1.1 - Construction d'un bâtiment mixte de 8 logements et d'un commerce à l'angle de la Chaussée de Gand et de la rue du Comte de Flandre - Appel à projets « Bâtiments Exemplaires 2013 » et engagement de la dépense supplémentaire

Engagement de la dépense supplémentaire - Marché de service - Estimation de la dépense supplémentaire de € 5000 TVAC pour la constitution d'un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projets « Bâtiments Exemplaires » - Article budgétaire 9301/731-60 - budget extraordinaire - exercice 2013 - Dépense couverte par des subsides

Séance du 08/05/2013 - Projets subsidiés - Contrat de quartier Rives Ouest - Op. T10 - Construction de 6 logements à l'angle des rues des Etangs Noirs et de la rue de Menin - Appel à projets "Bâtiments exemplaires 2013" et engagement de la dépense supplémentaire

Engagement de la dépense supplémentaire - Marché de service - Estimation de la dépense supplémentaire de € 5000 TVAC pour la constitution d'un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projets "Bâtiments Exemplaires" - Article budgétaire 9301/731-60 - budget extraordinaire - exercice 2013 - Dépense couverte par des subsides

Séance du 24/04/2013 - Projets subsidiés-Contrat de Quartier Cinéma-Belle-Vue- « Friche Petite Senne » située rue Vandermaelen 6-18 et rue Sainte-Marie 21-31 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Opérations 1.6 et 5a1 - construction de logements et d'une crèche - Appel à projets « Bâtiments Exemplaires 2013 » et engagement de la dépense supplémentaire

Engagement de la dépense supplémentaire - Marché de service - Estimation de la dépense supplémentaire de € 5000 TVAC pour la constitution d'un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projets « Bâtiments Exemplaires » - Article budgétaire 9301/731-60 - budget extraordinaire - exercice 2013 - Dépense couverte par des subsides

Séance du 24/04/2013 - Projets subsidiés-Contrat de Quartier Cinéma-Belle-Vue- « Friche Petite Senne » située rue Vandermaelen 6-18 et rue Sainte-Marie 21-31 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Opérations 1.3 et 1.4 - construction de sept logements et construction de bureaux communaux et d'un parking en sous-sol - Appel à projets « Bâtiments Exemplaires 2013 » et engagement de la dépense supplémentaire

Engagement de la dépense supplémentaire - Marché de service - Estimation de la dépense supplémentaire de € 5000 TVAC pour la constitution d'un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projets « Bâtiments Exemplaires » - Article budgétaire 9301/731-60 - budget extraordinaire - exercice 2013 - Dépense couverte par des subsides

Séance du 24/04/2013 - Projets subsidiés-Contrat de Quartier Cinéma-Belle-Vue-Opérations 5a.8a et 5a.8b Chaussée de Merchtem - construction d'une crèche et de locaux extra-scolaires - Appel à projets « Bâtiments Exemplaires 2013 » et engagement de la dépense supplémentaire

Engagement de la dépense supplémentaire - Marché de service - Estimation de la dépense supplémentaire de € 5000 TVAC pour la constitution d'un dossier de candidature dans le cadre de l'appel à projets « Bâtiments Exemplaires » - Article budgétaire 9301/731-60 - budget extraordinaire - exercice 2013 - Dépense couverte par des subsides.

Séance du 29/05/2013 - Projets subsidiés – Politique des Grandes Villes – Avenant n° 1 à la mission d'auteur de projet relative à l'aménagement du parc Saint-Rémy adjacent à une future salle de sport

Marché de service - avenant n°1 à la mission d'auteur de projet en vue de l'aménagement du parc Saint-Rémy adjacent à une future salle de sport - engagement de la dépense supplémentaire d'un montant de **5000,00 € HTVA**, soit **6.050,00 € TVAC** à l'article 9304/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – dépense couverte par les subsides octroyés dans le cadre du programme Politique des Grandes Villes et le solde par des fonds d'emprunt ;

Séance du 02/05/2013 – Projets subsidiés – Contrat de quartier Ecluse-Saint-Lazare – Op. 4.2 – Quartier en bon état – Aménagements de confort et de sécurité de l'espace public – Lot 2 – Adaptation de la dépense

Adaptation de la dépense - Marché de travaux - Estimation de la dépense supplémentaire de € 15.000,00 TVAC - Article budgétaire 9301/731-60 de l'exercice extraordinaire 2013 - Dépense couverte par des subsides dans le cadre du Contrat de quartier Ecluse-Saint-Lazare et le solde par des fonds d'emprunt ;

ET DECIDE :

Article unique :

D'approuver le mode de financement des dépenses susvisées.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Nieuwe Gemeentewet artikel 236 - Overheidsopdrachten - Mededeling van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 236 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Wordt geïnformeerd over de volgende beslissingen van het College:

Zitting van 24/04/2013 – Gesubsidieerde projecten – Wijkcontract Cinema-Belle-vue - Ingrep 1.1 – Bouw van een gemengd gebouw met 8 woningen en een handelspand op de hoek van de Steenweg op Gent en de Graaf van Vlaanderenstraat – Projectoproep

« Exemplaargebouwen 2013 » en aanrekening van de bijkomende uitgave

Aanrekening van de bijkomende uitgave – Dienstenopdracht – Raming van de bijkomende uitgave van 5000 EUR btw incl. voor de samenstelling van een kandidatuur dossier in het kader van de projectoproep « Exemplaargebouwen » - Begrotingsartikel 9301/731-60 buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – Uitgave gedekt door subsidies

Zitting van 08/05/2013 - Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Westoevers - Ingrep T10 - Bouw van 6 woningen op de hoek van de Zwarte Vijversstraat en de Menenstraat - Projectoproep "Exemplaargebouwen 2013" en aanrekening van de bijkomende uitgave

Aanrekening van de bijkomende uitgave - Dienstenopdracht - Raming van de bijkomende uitgave van 5000 EUR btw incl. voor de samenstelling van een kandidatuur dossier in het kader van de projectoproep "Exemplaargebouwen" - Begrotingsartikel 9301/731-60 buitengewone begroting van dienstjaar 2013 - Uitgave gedekt door subsidies

Zitting van 24/04/2013 – Gesubsidieerde projecten – Wijkcontract Cinema-Belle-vue - « Zinnekesterrein » gelegen in de Vandermaelenstraat 6-18 en de Sint-Mariastraat 21-31 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Ingrep 1.6 en 5a1 – bouw van woningen en van een kinderdagverblijf – Projectoproep « Exemplaargebouwen 2013 » en aanrekening van de bijkomende uitgave

Aanrekening van de bijkomende uitgave – Dienstenopdracht – Raming van de bijkomende uitgave van 5000 EUR btw incl. voor de samenstelling van een kandidatuur dossier in het kader van de projectoproep « Exemplaargebouwen » - Begrotingsartikel 9301/731-60 buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – Uitgave gedekt door subsidies

Zitting van 24/04/2013 – Gesubsidieerde projecten – Wijkcontract Cinema-Belle-vue - « Zinnekesterrein » gelegen in de Vandermaelenstraat 6-18 en de Sint-Mariastraat 21-31 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Ingrep 1.3 en 1.4 bouw van 7 woningen, gemeentelijke kantoren en een ondergrondse parking – Projectoproep « Exemplaargebouwen 2013 » en aanrekening van de bijkomende uitgave

Aanrekening van de bijkomende uitgave – Dienstenopdracht – Raming van de bijkomende uitgave van 5000 EUR btw incl. voor de samenstelling van een kandidatuur dossier in het kader van de projectoproep « Exemplaargebouwen » - Begrotingsartikel 9301/731-60 buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – Uitgave gedekt door subsidies

Zitting van 24/04/2013 - Gesubsidieerde projecten -Wijkcontract Cinema-Belle-Vue- Ingrep 5a.8a en 5a.8b Steenweg op Merchtem bouw van een kinderdagverblijf en lokalen voor buitenschoolse opvang - Projectoproep « Exemplaargebouwen 2013 » en aanrekening van de bijkomende uitgave

Aanrekening van de bijkomende uitgave – Dienstenopdracht – Raming van de bijkomende uitgave van 5000 EUR btw incl. voor de samenstelling van een kandidatuur dossier in het kader van de projectoproep « Exemplaargebouwen » - Begrotingsartikel 9301/731-60 buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – Uitgave gedekt door subsidies

Zitting van 29/05/2013 - Gesubsidieerde projecten – Grootstedenbeleid – Aanhangsel nr. 1 bij de opdracht van projectontwerper met betrekking tot de inrichting van het Sint-Remipark dat grenst aan een toekomstige sportzaal

Dienstenopdracht – aanhangsel nr. 1 bij de opdracht voor een projectontwerper met het oog op de inrichting van het Sint-Remipark dat aan een toekomstige sportzaal grenst – aanrekening van de bijkomende uitgave voor een bedrag van **5000,00 EUR btw excl.**, hetzij **6.050,00 EUR btw incl.** op artikel 9304/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 - uitgave gedekt door de in het kader van het programma Grootstedenbeleid toegekende subsidies en het saldo door leningsgelden ;

Zitting van 02/05/2013 - Gesubsidieerde projecten - Wijkcontract Sluis Sint-Lazarus –

Ingreep 4.2 – Onze wijk in goede staat – aanpassingen inzake comfort en veiligheid van de openbare ruimte – Perceel 2 – Aanpassing van de uitgave

Aanpassing van de uitgave – opdracht van werken – Raming van de bijkomende uitgave 15.000,00 EUR btw incl. – Begrotingsartikel 9301/731-60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – Uitgave gedekt door subsidies van Wijkcontract Sluis Sint-Lazarus en het saldo door leningsgelden ;

EN BESLUIT:

Enig artikel :

De financieringswijze van de bovenvermelde uitgaven goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden aan de voogdijoverheid.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0026# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

PSUB Autres Subventions - SUBW Andere Subsidies

Contrat de Quartier Cinéma-Belle-Vue- « Friche Petite Senne » située rue Vandermaelen 6-18 et rue Sainte-Marie 21-31 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Opérations 1.3 construction de cinq logements et construction de bureaux communaux et d'un parking en sous-sol - FEDER- « Objectif 2013 : Investissons ensemble dans le développement urbain ! »/- Appel à projets 2011-2013 « Brussels Greenfields » - approbation du dossier de candidature.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêts d'application ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 05 février 2009 d'octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier ;

Vu la modification de programme du Contrat de quartier Cinéma-Belle-vue approuvée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14 septembre 2011 ;

Vu le dossier de base modifié du Contrat de quartier Cinéma-Belle-vue dans lequel sont reprises comme prioritaires les opérations 1.3 « Friche Petite Senne – 5 logements », 4.2 « Friche Petite Senne – Allée verte » et 1.4 « Rue Sainte-Marie 35 – 2 logements » ;

Vu le dossier de base modifié du Contrat de quartier Cinéma-Belle-vue dans lequel sont reprises comme prioritaires l'opération 1.4 « Rue Sainte-Marie 35 – 2 logements » ;

Considérant que la commune a décidé de construire sur ces mêmes parcelles de nouveaux bureaux à destination notamment du service de la population et de l'état civil mais aussi un parking en sous-sol ;

Vu l'appel à projets 2011-2013 « Brussels Greenfields » lancé par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE) prenant en charge les frais de traitement de la pollution à hauteur de 50%, 65% ou 75 % selon le traitement effectué;

Considérant que les frais éligibles sont les études de la dépollution du sol, les travaux de gestion du risque ou d'assainissement, les expertises liées aux travaux, les travaux liés au suivi et au monitoring et le démantèlement des fondations souterraines ;

Considérant que pour être éligible, le projet doit créer de l'activité économique dans la Zone d'Intervention Prioritaire ;

Considérant que l'appel à projets prévoit que les projets non sélectionnés recevront un dédommagement pour un montant de maximum 2.500 euros pour couvrir les frais engagés par la candidature ;

DECIDE :

Article 1 :

D'introduire un dossier de candidature pour le projet « Friche Petite Senne - Bureaux » dans le cadre de l'appel à projets 2011-2013 « Brussels Greenfields » ;

Article 2 :

D'approuver le dossier de candidature « Friche Petite Senne - Bureaux » rédigé par la Division des Projets subsidiés ;

Article 3 :

De communiquer le dossier pour le 28 juin 2013 à 16h00 à Bruxelles Environnement – IBGE, Sous-division Sols, Cellule Brussels Greenfields, Gulledele 100 à 1200 Bruxelles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Wijkcontract Cinema Belle-Vue - « Zinnekesterrein » gelegen in de Vandermaelenstraat 6-18 en de Sint-Mariastraat 21-31 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Ingrep 1.3 bouw van vijf woningen en bouw van gemeentelijke kantoren en een ondergrondse parking - EFRO- « Doelstelling 2013 : Samen investeren in stedelijke ontwikkeling ! » - Projectoproep 2011-2013 « Brussels Greenfields » - goedkeuring van het kandidatuurdossier.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli

2000 en hun toepassingsbesluiten ;

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 05 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen;

Gezien de goedkeuring van de programmawijziging van Wijkcontract Cinema – Belle-Vue door het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 14 september 2011 ;

Gezien het gewijzigde basisdossier waarin als prioritair worden vermeld ingreep 1.3 « Zinnekeerterrein – 5 woningen », 4.2 « Zinnekeerterrein – Groene dreef » en 1.4 « Sint-Mariastraat 35 – 2 woningen » ;

Gezien het gewijzigde basisdossier waarin als prioritair worden vermeld ingreep 1.4 « Sint-Mariastraat 35 – 2 woningen » ;

Overwegende dat de gemeente beslist heeft om op deze zelfde percelen nieuwe kantoren te bouwen die meerbepaald bestemd zijn voor de dienst bevolking en burgerlijke stand maar ook een ondergrondse parking ;

Gezien de projectoproep 2011-2013 « Brussels Greenfields » die door het Brussels Instituut voor Milieubeheer (BIM) werd gedaan en die, al naargelang de uitgevoerde behandeling van de vervuiling, de kosten van deze behandeling op zich neemt voor 50%, 65% of 75% ;

Overwegende dat hiervoor de volgende kosten in aanmerking komen, namelijk de studies voor de sanering van de bodem, de werken voor het beheer van het risico of de sanering, de expertises gekoppeld aan de werken, de werken gekoppeld aan de opvolging en de monitoring, en de ontmanteling van de ondergrondse funderingen ;

Overwegende dat om in aanmerking te komen het project economische activiteit moet creëren in de Prioritaire Interventiezone ;

Overwegende dat de projectoproep voorziet dat de niet-geselecteerde projecten een schadevergoeding zullen ontvangen voor een bedrag van maximum 2.500 EUR om de voor de kandidatuur aangegane kosten te dekken ;

BESLUIT:

Artikel 1 :

Een kandidatuurdossier in te dienen voor het project « Zinnekeerterrein - Kantoren » in het kader van de projectoproep 2011-2013 « Brussels Greenfields » ;

Artikel 2 :

Het door de Afdeling Gesubsidieerde projecten opgestelde kandidatuurdossier « Zinnekeerterrein - Kantoren » goed te keuren ;

Artikel 3 :

Het dossier voor 28 juni 2013 om 16u00 over te maken aan Leefmilieu Brussel – BIM, Onderafdeling Bodems, Cel Brussels Greenfields, Gulledele 100 te 1200 Brussel.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0027# **Projets Subsidiés - Gesubsidieerde Projecten**

PSUB Autres Subventions - SUBW Andere Subsidies

Contrat de Quartier Cinéma-Belle-Vue - « Friche Petite Senne » située rue Vandermaelen 6-18 et rue Sainte-Marie 21-31 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Opérations 1.6 et 5a1 - construction de logements et d'une crèche - FEDER- « Objectif 2013 : Investissons ensemble dans le développement urbain ! »/ - Appel à projets 2011-2013 « Brussels Greenfields » - approbation du dossier de candidature.

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique du 07 octobre 1993 de la revitalisation des quartiers, telle que modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2000 et leurs arrêts d'application ;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 05 février 2009 d'octroyer à la Commune un nouveau contrat de quartier ;

Vu la modification de programme du Contrat de quartier Cinéma-Belle-vue approuvée par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 14 septembre 2011 ;

Vu le dossier de base modifié reprenant comme prioritaires les opérations 1.6 et 5a.1 : Friche Petite Senne Crèche et logements ;

Vu l'appel à projets 2011-2013 « Brussels Greenfields » lancé par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (IBGE) prenant en charge les frais de traitement de la pollution à hauteur de 50%, 65% ou 75 % selon le traitement effectué;

Considérant que les frais éligibles sont les études de la dépollution du sol, les travaux de gestion du risque ou d'assainissement, les expertises liées aux travaux, les travaux liés au suivi et au monitoring et le démantèlement des fondations souterraines ;

Considérant que pour être éligible, le projet doit créer de l'activité économique dans la Zone d'Intervention Prioritaire ;

Considérant que l'appel à projets prévoit que les projets non sélectionnés recevront un dédommagement pour un montant de maximum 2.500 euros pour couvrir les frais engagés par la candidature ;

DECIDE :

Article 1 :

D'introduire un dossier de candidature pour le projet « Friche Petite Senne - Crèche » dans le cadre de l'appel à projets 2011-2013 « Brussels Greenfields » ;

Article 2 :

D'approuver le dossier de candidature « Friche Petite Senne - Crèche » rédigé par la Division des Projets subsidiés ;

Article 3 :

De communiquer le dossier pour le 28 juin 2013 à 16h00 à Bruxelles Environnement – IBGE, Sous-division Sols, Cellule Brussels Greenfields, Gulledele 100 à 1200 Bruxelles.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Wijkcontract Cinema Belle-Vue - « Zinnekeerterrein » gelegen in de Vandermaelenstraat 6-18 en de Sint-Mariastraat 21-31 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Ingrep 1.6 en 5a1 - Bouw van woningen en een kinderdagverblijf - EFRO- « Doelstelling 2013 : Samen investeren in stedelijke ontwikkeling ! » - Projectoproep 2011-2013 « Brussels Greenfields » - Goedkeuring van het kandidatuur dossier.

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie van 07 oktober 1993 houdende de herwaardering van de wijken, zoals gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2000 en hun toepassingsbesluiten ;

Gezien de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 05 februari 2009 om aan de Gemeente een nieuw wijkcontract toe te kennen;

Gezien de goedkeuring van de programmawijziging van Wijkcontract Cinema – Belle-Vue door het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 14 september 2011 ;

Gezien het gewijzigde basisdossier waarin als prioritair worden vermeld ingrep 1.6 en 5a.1 : Zinnekeerterrein Kinderdagverblijf en woningen ;

Gezien de projectoproep 2011-2013 « Brussels Greenfields » die door het Brussels Instituut voor Milieubeheer (BIM) werd gedaan en die, al naargelang de uitgevoerde behandeling van de vervuiling, de kosten van deze behandeling op zich neemt voor 50%, 65% of 75% ;

Overwegende dat hiervoor de volgende kosten in aanmerking komen, namelijk de studies voor de sanering van de bodem, de werken voor het beheer van het risico of de sanering, de expertises gekoppeld aan de werken, de werken gekoppeld aan de opvolging en de monitoring, en de ontmanteling van de ondergrondse funderingen ;

Overwegende dat om in aanmerking te komen het project economische activiteit moet creëren in de Prioritaire Interventiezone ;

Overwegende dat de projectoproep voorziet dat de niet-geselecteerde projecten een schadevergoeding zullen ontvangen voor een bedrag van maximum 2.500 EUR om de voor de kandidatuur aangegane kosten te dekken ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een kandidatuur dossier in te dienen voor het project « Zinnekesterrein - Kinderdagverblijf » in het kader van de projectoproep 2011-2013 « Brussels Greenfields » ;

Artikel 2 :

Het door de Afdeling Gesubsidieerde projecten opgestelde kandidatuur dossier « Zinnekesterrein - Kinderdagverblijf » goed te keuren ;

Artikel 3 :

Het dossier voor 28 juni 2013 om 16u00 over te maken aan Leefmilieu Brussel – BIM, Onderafdeling Bodems, Cel Brussels Greenfields, Guldelle 100 te 1200 Brussel.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Dirk Berckmans entre en séance / treedt in zitting

#012/20.06.2013/A/0028# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

Cellule Logement - Cel Huisvesting

Cellule Logement - Inoccupation : Rapport annuel sur la lutte contre les logements inoccupés.

LE CONSEIL

Vu l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 décembre 2012, modifiant l'article 18 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement ;

Considérant que la Cellule Logement de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean est chargée, entre autre, de la lutte contre les immeubles inoccupés ;

Considérant que l'article 3, § 6, alinéa 2, de l'ordonnance du 6 décembre 2012, impose aux Communes et à leur C.P.A.S. la publication annuelle, avant le 1^{er} juillet, d'un rapport sur leur politique de lutte contre les logements inoccupés, qui inclut une évaluation chiffrée des effets de recours au droit de gestion publique, à l'action comme en référé et à la plainte du Collège des bourgmestre et échevins à la Cellule régionale de lutte contre les logements inoccupés ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 05 juin 2013 ;

DE C I D E:

Article unique :

De prendre connaissance du rapport sur la politique de lutte contre les logements inoccupés menée par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et par son C.P.A.S, conformément à l'article 3, §6, alinéa 2 de l'ordonnance du 6 décembre 2012 modifiant l'article 18 de l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du logement.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
41 votants : 41 votes positifs.

Huisvestingscel - Leegstand : Jaarrapport over de bestrijding van leegstand.

DE RAAD

Gezien de ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 6 december 2012 tot wijziging van artikel 18 van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode ;

Overwegende dat de Huisvestingscel van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek onder andere belast is met de bestrijding van leegstand van gebouwen ;

Overwegende dat artikel 3, § 6, alinea 2 van de ordonnantie van 6 december 2012, de jaarlijkse bekendmaking voor 1 juli oplegt van een verslag inzake het beleid met betrekking tot de bestrijding van leegstand, dat een becijferde evaluatie van de gevolgen van de aanwending van het openbaar beheerrecht, van het kortgeding en van de klacht van het College van Burgemeester en Schepenen bij de Gewestelijke cel voor de bestrijding van leegstand ;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 05 juni 2013 ;

BESLIST :

Enig artikel :

Kennis te nemen van het rapport over het door de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en zijn O.C.M.W. gevoerde beleid inzake de bestrijding van leegstand over te maken aan de Gemeenteraad en de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, in overeenkomst met artikel 3, § 6, alinea 2 van de ordonnantie van 6 december 2012 tot wijziging van artikel 18 van de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

41 stemmers : 41 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0029# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**

Cellule Logement - Cel Huisvesting

Approbation du Protocole de collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre Public d'Action Sociale de Molenbeek-Saint-Jean et la Zone de police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres.

LE CONSEIL

Considérant que la Bourgmestre ou son délégué, par l'entremise de la Cellule Logement, d'autres services communaux ou des services de la zone de police 5340, est régulièrement informé de faits qui mettent en danger la sécurité et la salubrité publiques et qui, en outre, peuvent constituer des infractions pénales ;

Considérant que les différents services du CPAS ont aussi connaissance de situations semblables à travers les visites effectuées à domicile ;

Considérant que, en vertu de l'article 135, § 2, de la Nouvelle Loi Communale, les communes ont pour mission « *de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.* » ;

Considérant qu'un des comportements contre lequel les pouvoirs publics ont pour objectif de lutter est l'infraction dite de « **marchand de sommeil** » décrite à l'article 433 *decies* du Code pénal et qui s'énonce comme suit : « (...) *quiconque aura abusé, soit directement, soit par intermédiaire, de la position particulièrement vulnérable dans laquelle se trouve une personne en raison de sa situation administrative illégale ou précaire ou de sa situation sociale précaire, en vendant, louant ou mettant à disposition, dans l'intention de réaliser un profit anormal, un bien meuble, une partie de celui-ci, un bien immeuble, une chambre ou un espace visé à l'article 479 du Code pénal dans des conditions incompatibles avec la dignité humaine, de manière telle que la personne n'a en fait pas d'autre choix véritable et acceptable que de se*

soumettre à cet abus. (...) » ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a décidé d'établir avec le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest un protocole de collaboration afin de lutter, de façon plus cohérente et globale, contre les marchands de sommeil et les logements insalubres se trouvant sur son territoire ;

Considérant que ce protocole officialise et amplifie la coopération existante entre les 3 parties contractantes et qu'il établit une procédure d'échange des informations recueillies par elles dans le cadre de leurs missions respectives ;

Considérant que le protocole sera d'application dès sa signature par les 3 parties et qu'il est conclu pour une durée indéterminée ;

Vu l'art. 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 05/06/2013 ;

D E C I D E :

Article unique :

D'approuver le protocole de collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre Public d'Action Sociale de Molenbeek-Saint-Jean et la Zone de police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres et de procéder à sa signature.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

41 votants : 41 votes positifs.

Goedkeuring van het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Jans-Molenbeek en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen huisjesmelkers en onbewoonbare woningen.

DE RAAD

Goedkeuring van het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Jans-Molenbeek en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen huisjesmelkers en onbewoonbare woningen.

Overwegende dat de Burgemeester of zijn afgevaardigde via tussenkomst van

de Huisvestingscel of andere gemeentelijke diensten of diensten van de politiezone 5340 regelmatig geïnformeerd wordt over feiten die de openbare veiligheid en gezondheid in gevaar brengen en die bovendien strafbare inbreuken vormen ;

Overwegende dat de verschillende diensten van het OCMW ook op de hoogte zijn van gelijkaardige situaties via uitgevoerde huisbezoeken.

Overwegende dat krachtens artikel 135, § 2, van de Nieuwe Gemeentewet de gemeenten tot taak hebben « het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen. » ;

Overwegende dat een van de handelwijzen waartegen de partijen die deze overeenkomst sluiten, willen strijden, de zogenaamde inbreuk is van de « **huisjesmelker** » die beschreven wordt in artikel 433 *decies van het Strafwetboekboek dat als volgt luidt* : « (...) hij die rechtstreeks of via een tussenpersoon misbruik maakt van de de kwetsbare toestand waarin een persoon verkeert ten gevolge van zijn onwettige of precaire administratieve toestand, of zijn precaire sociale toestand, door, met de bedoeling een abnormaal profijt te realiseren, een roerend goed, een deel ervan, een onroerend goed, een kamer of een andere in artikel 479 bedoelde ruimte, te verkopen, te verhuren of ter beschikking te stellen in omstandigheden die in strijd zijn met de menselijke waardigheid, zodanig dat de betrokken persoon in feite geen andere echte en aanvaardbare keuze heeft dan zich te laten misbruiken. (...) » ;

Overwegende dat de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek beslist heeft om met het OCMW en de Politiezone Brussel-West een samenwerkingsprotocol op te stellen om op een meer coherente en globale wijze te strijden tegen huisjesmelkers en onbewoonbare woningen die zich op haar grondgebied bevinden ;

Overwegende dat dit protocol de bestaande samenwerking tussen de 3 contracterende partijen officialiseert en verbreedt en dat het een procedure vastlegt voor de uitwisseling van de door hen ingezamelde informatie in het kader van hun respectievelijke taken ;

Overwegende dat dit protocol van toepassing zal zijn vanaf zijn ondertekening door de 3 partijen en dat het voor onbepaalde duur wordt gesloten ;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 05/06/2013 ;

B E S L I S T :

Enig artikel :

Het samenwerkingprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Jans-Molenbeek en de Politiezone Brussel-West in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de onbewoonbare woningen goed te keuren en over te gaan tot zijn ondertekening.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
41 stemmers : 41 positieve stemmen.

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting

#012/20.06.2013/A/0030# **Logement-Propriétés Communales - Huisvesting-Gemeentelijke Eigendommen**
Propriétés Communales - Gemeentelijke Eigendommen
Nouvelle Loi communale article 234§3 – Marchés publics –
Communication de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale notamment l'article 234§3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006 ;

EST INFORME DE LA DECISION DU COLLEGE SUIVANTE:

24 avril 2013 – Logements communaux sis rue du Comte de Flandre, 047- Achat de chaufferettes électriques pour pallier l'absence de chauffage - marché de fourniture - 700,00 EUR TVAC (montant arrondi) – art. 9220/744/98 du budget extraordinaire de l'exercice 2013 – fonds d'emprunt ;

ET DECIDE,

Article unique:

d'approuver le mode de financement de la dépense susvisée.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Nieuwe Gemeentewet artikel 234§3 – Mededeling van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 234§3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

WORDT GEÏNFORMEERD VAN DE VOLGENDE BESLISSING VAN HET COLLEGE:

24 april 2013 – Gemeentelijke woningen gelegen Graaf van Vlaanderenstraat 047- Aankoop van elektrische kachels om het gebrek aan warming te compenseren – opdracht van leveringen – 700,00 EUR BTW inbegrepen (afgerond bedrag) – art. 9220/744/98 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2013 – leningsgelden ;

EN BESLUIT,

Enig artikel:

de financieringswijze van de bovenvermelde uitgave goed te keuren.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0031# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Education FR - Educatie FR
Enseignement communal francophone - Approbation du nom des nouveaux établissements scolaires francophones communaux.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en place de discriminations positives ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer de nouveaux établissements scolaires et d'attribuer une numérotation à toutes nos écoles communales francophones; considérant qu'à cette occasion, il n'a pas donné de nom à tous nos établissements;

Considérant que chaque école doit disposer d'un nom, outre le numéro qui lui

est attribué, afin qu'elle soit mieux reconnaissable par le public ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver le nom des écoles suivantes :

Ecole fondamentale n° 8 Rue du Gulden Bodem, 2	Les P'tits Marcoux
Ecole primaire n° 11 chée de Ninove 1001 Ecole fondamentale n° 12 Rue Paloke, 31	Aux Sources du Gai savoir
Ecole fondamentale n° 14 Rue de la Flûte Enchantée, 30	La Flûte Enchantée
Ecole maternelle n° 15 Avenue Carl Requette, 18	Les Lutins du Petit Bois
Ecole maternelle n° 18 - Implantation de la rue du Korenbeek 133 - Implantation de la rue des Béguines 101	Ecole Korenbeek

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Franstalig gemeentelijk onderwijs - Goedkeuring van de benaming van de nieuwe Franstalige gemeentelijke onderwijsinstellingen.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Education FR - Educatie FR

Enseignement fondamental communal francophone - Restructuration des écoles 15 et 16

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le décret du 06 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, tel qu'il a été modifié ;

Vu le décret du 02 février 2007 fixant le statut des directeurs, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à l'avenue Carl Requette n°18 et de l'intituler Ecole n° 15 ;

Considérant que cet établissement résulte de la scission de l'Ecole n° 16, avenue Carl Requette n° 20;

Considérant que l'Ecole 15 accueille les élèves de l'Ecole maternelle et de la première année primaire; considérant que l'Ecole n° 16 accueille les élèves de la deuxième à la sixième primaire;

Considérant que cette scission pose des problèmes organisationnels et qu'il y a lieu de la revoir en transformant l'Ecole 15 en école maternelle et l'école 16 en école primaire;

Considérant que les directions d'écoles en place ont les titres requis pour participer à cette nouvelle répartition;

Considérant que, l'Ecole 15 étant en phase de programmation, cette dernière devra recommencer sa période de programmation d'une durée de 4 années; considérant que pendant la programmation, l'échelle de traitement de direction est à charge de l'Administration communale pendant deux années scolaires et un mois;

Vu l'intérêt supérieur de notre enseignement communal ;

DECIDE:

Article unique:

de modifier l'organisation des Ecoles n° 15 et 16 de la façon suivante :

- Ecole communale maternelle francophone n°15, sise Avenue Carl Requette, 18 ;
- Ecole communale primaire francophone n°16, sise Avenue Carl Requette, 20 ;

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

**Franstalig gemeentelijk basisonderwijs - Herstructurering van de scholen
15 en 16.**

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0033# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur
Education FR - Educatie FR
Coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre -
Approbation des projets d'accueil des écoles communales francophones n°
8, 12, 14 et 15.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret précité ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en date du 27 février 2004, de marquer son accord pour la constitution d'une Commission communale de l'Accueil dans le cadre du décret du 3 juillet 2003 précité ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 décembre 2011 approuvant l'agrément du programme CLE (Programme de coordination locale pour l'enfance) tel qu'il a été octroyé à la Commune, avec effet au 1^{er} octobre 2010 et pour une durée de 5 ans, renouvelable, sans préjudice de l'application de l'article 28 du décret précité (retrait d'agrément pour non-respect du programme CLE ou du décret) ;

Considérant que le Conseil Communal, en sa séance du 22 décembre 2011, a décidé de créer une nouvelle école communale fondamentale francophone pavillonnaire n° 14 à la rue de la Flûte enchantée, 30 ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer :

- Une école fondamentale communale francophone à la rue du Gulden Bodem n°2 (Ecole n° 8);
- Une école fondamentale communale francophone à la rue Paloke n°31 (Ecole n° 12) ;
- Une école fondamentale communale francophone à l'avenue Carl Requette n°18 (Ecole n° 15) ;

Considérant que les projets d'accueil des écoles communales francophones n°8, n°12, n°14 et n°15 ont été approuvés par la Commission Communale de l'Accueil de Molenbeek-Saint-Jean en date du 17 janvier 2013 ;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver les projets d'accueil des écoles communales francophones n°8, n°12, n°14 et n°15 ;

Article 2 :

Les fiches de présentation et les projets d'accueil des écoles susmentionnées sont joints à la présente.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale".

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

**Coördinatie van het onthaal van de kinderen tijdens hun vrije tijd -
Goedkeuring van de onthaalprojecten van de Franstalige gemeentescholen
nrs 8, 12, 14, en 15.**

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0034# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur
Education FR - Educatie FR
Approbation du projet d'établissement de l'Ecole fondamentale
communale francophone n° 1.**

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en place de discriminations positives ;

Vu la circulaire N°4068 du 26 juin 2012 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2012-

2013 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son **projet éducatif** et son **projet pédagogique**. Chaque école élabore quant à elle son **projet d'établissement** » ;

Considérant que le Conseil de participation de l'Ecole fondamentale communale francophone n°1 a approuvé ledit projet lors de sa réunion du 24 mai 2013 ;

DECIDE:

Article 1 :

d'approuver le projet d'établissement de l'Ecole fondamentale communale francophone n°1.

Article 2 :

Un exemplaire de ce projet est joint à la présente.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van het schoolproject van de Franstalige gemeentelijke basisschool nr 1.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0035# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Education FR - Educatie FR

Approbation du nouveau projet d'établissement de l'Ecole fondamentale communale francophone n° 2.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en place de discriminations positives ;

Vu la circulaire N°4068 du 26 juin 2012 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2012-2013 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son **projet éducatif** et son **projet pédagogique**. Chaque école élabore quant à elle son **projet d'établissement** » ;

Considérant que le Conseil de participation de l'Ecole fondamentale communale francophone n°2 a approuvé ledit projet lors de sa réunion du 23 mai 2013 ;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver le projet d'établissement de l'Ecole fondamentale communale francophone n°2.

Article 2 :

Un exemplaire de ce projet est joint à la présente.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van het nieuwe schoolproject van de Franstalige gemeentelijke basisschool nr 2.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0036# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**
Education FR - Educatie FR
Approbation du projet d'établissement des écoles communales francophones n°11 et n°12.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances

égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en place de discriminations positives ;

Vu la circulaire N°4068 du 26 juin 2012 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2012-2013 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son **projet éducatif** et son **projet pédagogique**. Chaque école élabore quant à elle son **projet d'établissement** » ;

Considérant que le Conseil communal a décidé, en sa séance du 05 juillet 2012, de créer une école fondamentale communale francophone à la rue Paloke n°31 ;

Considérant que le Conseil de participation des écoles communales francophones n°11 et n°12 a approuvé ledit projet lors de sa réunion du 30 mai 2013 ;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver le projet d'établissement des écoles communales francophones n°11 et n°12.

Article 2 :

Un exemplaire de ce projet est joint à la présente.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van het schoolproject van de Franstalige gemeentelijke basisscholen nrs 11 en 12.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0037# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Education FR - Educatie FR

Approbation du projet d'établissement de l'Ecole fondamentale communale francophone n°14, sise rue de la Flûte Enchantée, 30.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de

l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en place de discriminations positives ;

Vu la circulaire N°4068 du 26 juin 2012 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2012-2013 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son **projet éducatif** et son **projet pédagogique**. Chaque école élabore quant à elle son **projet d'établissement** » ;

Considérant que le Conseil de participation de l'Ecole fondamentale communale francophone n°14 a approuvé ledit projet lors de sa réunion du 03 juin 2013 ;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver le projet d'établissement de l'Ecole fondamentale communale francophone n°14, sise rue de la Flûte Enchantée, 30.

Article 2 :

Un exemplaire de ce projet est joint à la présente.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van het schoolproject van de Franstalige gemeentelijke basisschool nr 14, gelegen Toverfluitstraat 30.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0038# **Instruction Publique Et Culture - Openbaar Onderwijs En Cultuur**

Education FR - Educatie FR

Approbation du projet d'établissement de l'école fondamentale communale francophone n° 15.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en place de discriminations positives ;

Vu la circulaire N°4068 du 26 juin 2012 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2012-2013 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son **projet éducatif** et son **projet pédagogique**. Chaque école élabore quant à elle son **projet d'établissement** » ;

Considérant que le Conseil de participation de l'Ecole fondamentale communale francophone n°15 a approuvé ledit projet lors de sa réunion du 28 mai 2013 ;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver le projet d'établissement de l'Ecole fondamentale communale francophone n°15.

Article 2 :

Un exemplaire de ce projet est joint à la présente.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van het nieuwe schoolproject van de Franstalige gemeentelijke basisschool nr 15.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

communale francophone n° 16.

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en place de discriminations positives ;

Vu la circulaire N°4068 du 26 juin 2012 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2012-2013 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son **projet éducatif** et son **projet pédagogique**. Chaque école élabore quant à elle son **projet d'établissement** » ;

Considérant que le Conseil de participation de l'Ecole fondamentale communale francophone n°16 a approuvé ledit projet lors de sa réunion du 28 mai 2013.

DECIDE:

Article 1 :

d'approuver le projet d'établissement de l'Ecole fondamentale communale francophone n°16.

Article 2 :

Un exemplaire de ce projet est joint à la présente.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van het schoolproject van de Franstalige gemeentelijke basisschool nr 16.

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Education FR - Educatie FR

Approbation du projet d'établissement de l'Ecole maternelle communale francophone « Korenbeek ».

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en place de discriminations positives ;

Vu la circulaire N°4068 du 26 juin 2012 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2012-2013 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son **projet éducatif** et son **projet pédagogique**. Chaque école élabore quant à elle son **projet d'établissement** » ;

Considérant que le Conseil de participation de l'Ecole maternelle communale francophone « Korenbeek » a approuvé ledit projet lors de sa réunion du 28 mai 2013 ;

DECIDE :

Article 1 :

d'approuver le projet d'établissement de l'Ecole maternelle communale francophone « Korenbeek ».

Article 2 :

Un exemplaire de ce projet est joint à la présente.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Goedkeuring van het schoolproject van de Franstalige gemeentelijke kleuterschool "Korenbeek".

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Education NL - Educatie NL

Cellule pédagogique néerlandophone - Convention d'occupation d'un champ pour les plaines de jeux

Le texte en français suivra.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

40 votants : 40 votes positifs.

Nederlandstalige Pedagogische Cel - Overeenkomst gebruik van een weide voor de speelpleinwerking

DE RAAD,

Overwegende dat tijdens de Zomervakantie 2013 (van 1 juli tot en met 30 augustus 2013) de Nederlandstalige speelpleinwerking zal uitgebouwd worden zowel voor kleuters als voor lagere schoolkinderen en dit in school Paloke;

Overwegende dat er te weinig groene omgeving is en de school gelegen is aan een drukke steenweg ;

Overwegende dat vorig jaar de samenwerking heel vlot verlopen is met nv FIVB, die zijn akkoord gegeven heeft voor het gebruik van de weide, gelegen achter school Paloke en dit gedurende de maanden juli en augustus ;

Overwegende dat de gemaakte afspraken rond het gebruik van de gronden, zoals beschreven in de conventie, nagekomen zullen worden door de twee partijen.

BESLUIT:

Enig artikel :

De conventie tussen de eerste partij, de naamloze vennootschap FIVB, en de tweede partij, het college van burgemeester en schepenen, goed te keuren, ter bezetting van de gronden grenzend aan school Paloke, tijdens de maanden juli en augustus 2013.

Beslissing over te maken aan de Dienst Openbaar Onderwijs (B12) en aan de dienst Betwiste Zaken (B19)

De Raad keurt het voorstel van de beraadslaging goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation déposée par Monsieur Jef Van Damme concernant les communiqués de presse.

Le Conseil prend connaissance.

40 votants : 40 votes positifs.

Interpellatie ingediend door Mijnheer Jef Van Damme betreffende de persberichten.

Als gemeenteraadslid wens ik op de hoogte gehouden te worden van het reilen en zeilen in de gemeente. Ik vind het dan ook normaal dat ik uitnodigingen en persberichten ontvang als ik dat graag wil. Blijkbaar wordt dit geweigerd. Ik vind dit onaanvaardbaar. Vragen aan de burgemeester:

1. wat is uw beleid ivm het verdelen van persberichten en informatie over evenementen in molenbeek
2. waarom kunnen gemeenteraadsleden deze info niet ontvangen?

Hartelijk dank deze interpellatie te amenderen op de eerstvolgende gemeenteraad

Groeten

Jef Van Damme

Brussels parlementslid voor sp.a - Parlementaire bruxellois sp.a

Molenbeeks gemeenteraadslid - conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean

www.jefvandamme.be

De Raad neemt kennis.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0043# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation des habitants sur l'application de la taxe sur les nuisances environnementales.

LE CONSEIL,

Entend l'interpellation sur l'application de la taxe sur les nuisances environnementales dont la teneur suit:

Nous voulons protester contre la taxe sur les évacuations de gaz brûlés reprise

dans la réglementation sur les "nuisances environnementales". Plusieurs voisins ont reçu des extraits de rôle, demandant de payer de 150€ jusqu'à 1 050€. Nous trouvons cette taxe injuste et illogique:

1. On ne comprend pas pourquoi on classe la taxe sous "nuisances environnementales": justement, elles servent à évacuer les chaudières des dernières

générations (à condensation etc), qui sont performantes, contribuent ainsi à réduire les émissions CO₂, et sont bénéfiques aux locataires en diminuant leurs factures d'énergie. Bref: écologique et sociale. Quelle contradiction: il y a peu, l'installation de ces chaudières étaient stimulée par des primes. Molenbeek par contre -au lieu de stimuler- décide de taxer l'installation de ces chaudières.

2. Peut-être elles dégraderaient l'aspect esthétique des façades? Rien de tout cela; elles sont petites (à peine 10cm en diamètre), elles sont propres, et uniformes. Et surtout, elles font partie intégrante d'un logement, et ont une fonction utile comme la cheminée avait avant. L'histoire montre que ce qui est utile, a tendance à être intégré dans ce qui est considéré "normal". Peut-être il y a des choses plus urgentes à régler au niveau de l'esthétique quant à certaines façades molenbeekoises ...

3. La taxe veut stimuler les propriétaires à évacuer vers l'arrière des bâtiments. Mais c'est contraire aux consignes de sécurité. Les connexions de gaz entrent par l'avant du bâtiment. Et tout pompier peut vous expliquer qu'il faut raccourcir le plus possible les tuyaux de gaz, afin de diminuer les risques d'incendie et d'explosion. Pour cette raison, la plupart des chaudières sont situées à l'avant du bâtiment, raccourcissant ainsi la longueur des tuyaux de gaz. Mais alors faire passer des tuyaux d'évacuation isolées vers l'arrière du bâtiment n'est pas seulement très coûteux (à un prix de 50€ par mètre, donc on peut compter dans les 500€), ce n'est pas non plus favorable à l'évacuation des gaz. Ceci peut contribuer aux risques d'une mauvaise évacuation, ou diminuer l'efficacité du processus de combustion. Ce serait mauvais pour l'environnement et pour le locataire (une combustion non parfaite est une cause de NO). Puis, il n'est

pas dit que l'évacuation des gaz brûlés par l'arrière des bâtiments est mieux: parfois il y a moins de circulation d'air dans des cours en arrière du bâtiment, dans des pâtés de maisons parfois très denses. L'arrière de l'un peut être très proche de l'arrière de l'autre.

4. Nous trouvons cette taxe injuste. Les maisons situées sur les coins des rues, n'ont parfois pas "d'arrière" tout simplement, et donc n'ont pas de possibilité d'évacuer par l'arrière du bâtiment.

Nous avons l'impression que cette taxe n'a donc pas de but positif, si ce n'est que générer des revenus pour la commune sur le dos des propriétaires. Mais la taxe donne un signal pervers, en visant particulièrement ces propriétaires qui choisissent de rénover et d'investir dans leurs maisons. La taxe vise ces bailleurs qui choisissent d'investir dans le confort, et la sécurité de leurs locataires. La taxe vise ceux qui contribuent à diminuer les dépenses énergétiques de la population molenbeekoise et les émissions CO₂. Nous vous demandons donc d'annuler cette taxe.

Le Conseil prend connaissance.

40 votants : 40 votes positifs.

Interpellatie van de inwoners betreffende de toepassing van de belasting op de milieuhinders.

DE RAAD,

Hoort de interpellatie van inwoners betreffende de toepassing van de belasting op de milieuhinders, luidend als volgt:

Entend l'interpellation sur l'application de la taxe sur les nuisances environnementales dont la teneur suit:

Nous voulons protester contre la taxe sur les évacuations de gaz brûlés reprise dans la réglementation sur les "nuisances environnementales". Plusieurs voisins ont reçu des extraits de rôle, demandant de payer de 150€ jusqu'à 1 050€. Nous trouvons cette taxe injuste et illogique:

1. On ne comprend pas pourquoi on classe la taxe sous "nuisances environnementales": justement, elles servent à évacuer les chaudières des dernières

générations (à condensation etc), qui sont performantes, contribuent ainsi à réduire les émissions CO₂, et sont bénéfiques aux locataires en diminuant leurs factures d'énergie. Bref: écologique et sociale. Quelle contradiction: il y a peu, l'installation de ces chaudières était stimulée par des primes. Molenbeek par contre -au lieu de stimuler- décide de taxer l'installation de ces chaudières.

2. Peut-être elles dégraderaient l'aspect esthétique des façades? Rien de tout cela; elles sont petites (à peine 10cm en diamètre), elles sont propres, et uniformes. Et surtout, elles font partie intégrante d'un logement, et ont une fonction utile comme la cheminée avait avant. L'histoire montre que ce qui est utile, a tendance à être intégré dans ce qui est considéré "normal". Peut-être il y a des choses plus urgentes à régler au niveau de l'esthétique quant à certaines façades molenbeekoises ...

3. La taxe veut stimuler les propriétaires à évacuer vers l'arrière des bâtiments. Mais c'est contraire aux consignes de sécurité. Les connexions de gaz entrent par l'avant du bâtiment. Et tout pompier peut vous expliquer qu'il faut raccourcir le plus possible les tuyaux de gaz, afin de diminuer les risques d'incendie et d'explosion. Pour cette raison, la plupart des chaudières sont situées à l'avant du bâtiment, raccourcissant ainsi la longueur des tuyaux de gaz. Mais alors faire passer des tuyaux d'évacuation isolées vers l'arrière du bâtiment n'est pas seulement très coûteux (à un prix de 50€ par mètre, donc on peut compter dans les 500€), ce n'est pas non plus favorable à l'évacuation des gaz. Ceci peut contribuer aux risques d'une mauvaise évacuation, ou diminuer l'efficacité du processus de combustion. Ce serait mauvais pour l'environnement et pour le locataire (une combustion non parfaite est une des causes de NO). Puis, il n'est

pas dit que l'évacuation des gaz brûlés par l'arrière des bâtiments est mieux:

parfois il y a moins de circulation d'air dans des cours en arrière du bâtiment, dans des pâtés de maisons parfois très denses. L'arrière de l'un peut être très proche de l'arrière de l'autre.

4. Nous trouvons cette taxe injuste. Les maisons situées sur les coins des rues, n'ont parfois pas "d'arrière" tout simplement, et donc n'ont pas de possibilité d'évacuer par l'arrière du bâtiment.

Nous avons l'impression que cette taxe n'a donc pas de but positif, si ce n'est que générer des revenus pour la commune sur le dos des propriétaires. Mais la taxe donne un signal pervers, en visant particulièrement ces propriétaires qui choisissent de rénover et d'investir dans leurs maisons. La taxe vise ces bailleurs qui choisissent d'investir dans le confort, et la sécurité de leurs locataires. La taxe vise ceux qui contribuent à diminuer les dépenses énergétiques de la population molenbeekoise et les émissions CO2. Nous vous demandons donc d'annuler cette taxe.

De Raad neemt kennis.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0044# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation du conseiller communal Ikazban sur les dérogations éventuelles à la décision de fermeture des commerces après 20h00

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation du conseiller communal Ikazban sur les dérogations éventuelles à la décision de fermeture des commerces après 20h00, dont la teneur suit:

"Il y a quelques temps les commerçants de la commune ont reçu un courrier les informant de la décision d'interdire l'ouverture des commerces après 20h00.

Je ne souhaite pas ici revenir sur le bien fondé ou non de cette décision mais bien sur un point la concernant.

En effet, j'ai lu un article et vu une vidéo de Monsieur El Khannouss m'informant d'une possible obtention de dérogation. De même, dans le courrier envoyé aux commerçants, il est fait mention de cette possible dérogation et il est indiqué de s'en référer au site du service public fédéral Economie.

Dès lors, dans un premier temps j'aimerais connaître le nombre de commerces touchés par cette décision, ensuite, je souhaiterais savoir si effectivement des dérogations sont envisageables.

Sur le site dont le courrier fait référence, on retrouve trois catégories de dérogations :

- Dérogations par rapport au type de commerce. Les commerçants visés par

cette catégorie seront-ils informés de cette possibilité de dérogation ?

- Dérogations lors de circonstances particulières ou de foires et marchés. Cette catégorie vise les périodes de fêtes telles Noël, nouvelle année, Ramadan, période durant laquelle la vie économique de notre commune est quelque peu décalée, les grandes braderies et kermesses, ... Existe-t-il un calendrier des périodes concernées ?

- Dérogations dans les communes touristiques. En ce sens, l'échevine du tourisme a-t-elle entrepris des démarches quant à la définition de certaines zones de la commune en zone touristique ? Je pense notamment à la chaussée de Gand, prolongement de la touristique rue Antoine Dansaert, je pense également au tronçon du canal qui accueille le nouvel hôtel.

D'une manière générale et étant donné que le courrier envoyé se contente uniquement de renvoyer au site du service public fédéral Economie, comptez-vous mener une campagne d'information détaillant la procédure et les conditions d'obtention de ces dérogations ? Ces dérogations sont-elles temporaires ?"

Le Conseil prend connaissance.

40 votants : 40 votes positifs.

Interpellatie van raadslid Ikazban in verband met de eventuele derogaties die zouden kunnen verleend worden in verband met de beslissing om de handelszaken te sluiten na 20 uur

DE RAAD,

Neemt kennis van de aanvraag om interpellatie ingediend door raadslid Ikazban betreffende de eventuele te verlenen derogaties in verband met de beslissing om de handelszaken te sluiten na 20 uur, waarvan de inhoud volgt:

"Il y a quelques temps les commerçants de la commune ont reçu un courrier les informant de la décision d'interdire l'ouverture des commerces après 20h00.

Je ne souhaite pas ici revenir sur le bien fondé ou non de cette décision mais bien sur un point la concernant.

En effet, j'ai lu un article et vu une vidéo de Monsieur El Khannouss m'informant d'une possible obtention de dérogation. De même, dans le courrier envoyé aux commerçants, il est fait mention de cette possible dérogation et il est indiqué de s'en référer au site du service public fédéral Economie.

Dès lors, dans un premier temps j'aimerais connaître le nombre de commerces touchés par cette décision, ensuite, je souhaiterais savoir si effectivement des dérogations sont envisageables.

Sur le site dont le courrier fait référence, on retrouve trois catégories de dérogations :

- Dérogations par rapport au type de commerce. Les commerçants visés par cette catégorie seront-ils informés de cette possibilité de dérogation ?

- Dérogations lors de circonstances particulières ou de foires et marchés. Cette catégorie vise les périodes de fêtes telles Noël, nouvelle année, Ramadan,

période durant laquelle la vie économique de notre commune est quelque peu décalée, les grandes braderies et kermesses, ... Existe-t-il un calendrier des périodes concernées ?

- Dérogations dans les communes touristiques. En ce sens, l'échevine du tourisme a-t-elle entrepris des démarches quant à la définition de certaines zones de la commune en zone touristique ? Je pense notamment à la chaussée de Gand, prolongement de la touristique rue Antoine Dansaert, je pense également au tronçon du canal qui accueille le nouvel hôtel.

D'une manière générale et étant donné que le courrier envoyé se contente uniquement de renvoyer au site du service public fédéral Economie, comptez-vous mener une campagne d'information détaillant la procédure et les conditions d'obtention de ces dérogations ? Ces dérogations sont-elles temporaires ?"

De Raad neemt kennis.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Jef Van Damme quitte la séance / verlaat de zitting

Olivia P'tito quitte la séance / verlaat de zitting

#012/20.06.2013/A/0045# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation du conseiller communal Jamal Ikazban sur les pistes cyclables de la rue Delaunoy.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation du conseiller communal Ikazban sur les pistes cyclables de la rue Delaunoy, dont la teneur suit:

"Depuis maintenant plusieurs semaines, j'ai pu constater la disparition des pistes cyclables auparavant prévues sur le tronçon situé entre la rue Delaunoy vers la rue de l'Eléphant.

Je m'étonne de cette disparition et surtout je souhaiterais en connaître les raisons.

Qui en a décidé l'effacement ? Est-ce pour des raisons de sécurité ou de conformité ou est-ce une volonté de réduire le nombre de pistes cyclables sur notre territoire.

Allez-vous les redessiner et si oui quand ce chantier est-il prévu ?

Je profite de l'occasion qui m'est donnée ici pour vous suggérer, en ce 20 juin, veille de l'été, de refaire la signalisation complète des pistes cyclables de la commune afin d'en assurer une plus grande visibilité et une plus grande sécurité pour les usagers.

Dans la foulée, pourriez-vous m'indiquer le nombre de kilomètres de pistes cyclables déjà effectifs sur notre territoire communal (évaluation 2012-2013)."

Le Conseil prend connaissance.

38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie van raadslid Ikazban betreffende de fietspaden van de Delaunoestraat.

DE RAAD,

Neemt kennis van de aanvraag om interpellatie ingediend door raadslid Ikazban, betreffende de fietspaden in de Delaunoestraat, waarvan de inhoud volgt:

"Depuis maintenant plusieurs semaines, j'ai pu constater la disparition des pistes cyclables auparavant prévues sur le tronçon situé entre la rue Delaunoy vers la rue de l'Eléphant.

Je m'étonne de cette disparition et surtout je souhaiterais en connaître les raisons.

Qui en a décidé l'effacement ? Est-ce pour des raisons de sécurité ou de conformité ou est-ce une volonté de réduire le nombre de pistes cyclables sur notre territoire.

Allez-vous les redessiner et si oui quand ce chantier est-il prévu ?

Je profite de l'occasion qui m'est donnée ici pour vous suggérer, en ce 20 juin, veille de l'été, de refaire la signalisation complète des pistes cyclables de la commune afin d'en assurer une plus grande visibilité et une plus grande sécurité pour les usagers.

Dans la foulée, pourriez-vous m'indiquer le nombre de kilomètres de pistes cyclables déjà effectifs sur notre territoire communal (évaluation 2012-2013)."

De Raad neemt kennis.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0046# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation du conseiller communal Rahali sur la suite réservée à ses interpellations.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation du conseiller communal Rahali sur la suite réservée à ses interpellations, dont la teneur suit:

"Suite réservée à mes différentes interpellations du conseil passé:

- par rapport aux informations demandés concernant le sport, j'attends toujours le mail de monsieur l'échevin du sport, je comprends que cela peut prendre du

temps a rassembler les informations, pouvez-vous me donner un délai raisonnable pour recevoir ces infos.

J'aimerais également revenir sur la question concernant la pratique du tennis , Y' a -t- il une politique pour promouvoir d'avantage ce sport auprès de nos jeunes et le rendre accessible à tous.

- A la rue Mexico entre le num 9-16 , rien à changé de puis mon interpellation du mois dernier et ce malgré l'état dangereux du mur limitant le terrain appartenant à la commune?

il y a-t-il une raison à cette situation?"

Le Conseil prend connaissance.

38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie van raadslid Rahali betreffende het gevolg gegeven aan zijn interpellaties.

DE RAAD,

Neemt kennis van de aanvraag om interpellatie ingediend door raadslid Rahali betreffende het gevolg gegeven aan zijn interpellaties, waarvan de inhoud als volgt luidt:

"Suite réservée à mes différentes interpellations du conseil passé:

- par rapport aux informations demandés concernant le sport, j'attends toujours le mail de monsieur l'échevin du sport, je comprends que cela peut prendre du temps a rassembler les informations, pouvez-vous me donner un délai raisonnable pour recevoir ces infos.

J'aimerais également revenir sur la question concernant la pratique du tennis , Y' a -t- il une politique pour promouvoir d'avantage ce sport auprès de nos jeunes et le rendre accessible à tous.

- A la rue Mexico entre le num 9-16 , rien à changé de puis mon interpellation du mois dernier et ce malgré l'état dangereux du mur limitant le terrain appartenant à la commune?

il y a-t-il une raison à cette situation?"

De Raad neemt kennis.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0047# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation du conseiller communal Vossaert concernant l'avis de la commune relatif aux obligations en matière des heures de fermeture obligatoires dans les commerces de détail.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation du conseiller communal Vossaert concernant l'avis de la commune relatif aux obligations en matière des heures de fermeture obligatoires dans les commerces de détail dont la teneur suit:

"Un avis de la commune relatif aux obligations en matière des heures de fermeture obligatoires dans les commerces de détail a été adressé aux commerçants molenbeekoïses.

Cet avis rappelle l'application de la loi du 10 novembre 2006.

Par ailleurs, il fait état de certaines nuisances engendrées par l'ouverture prolongée de certains commerces au-delà des heures légales.

A cet égard, les autorités communales via les agents communaux ont respecté une période d'observation afin de mettre en évidence la problématique.

Par conséquent, je souhaite interroger le Collège des Bourgmestre et Echevins sur les points suivants:

- Sur quelle période a-t-elle été organisée l'analyse de la problématique? Quels acteurs de la commune ont pris part à cette étude de terrain? Comment les commerçants et les habitants ont-ils participé?
- Quels sont les principaux éléments d'informations tirés de cette analyse?
- Quelles sont les autres mesures prises par la commune pour faire respecter la législation en vigueur?
- Vu que des amendes peuvent être adressées en cas d'infractions, pourriez-vous me transmettre le nombre d'infractions liés à cette problématique pour l'année 2012?"

Le Conseil prend connaissance.

38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie van raadslid Vossaert betreffende het advies in verband met de verplichting inzake opgelegde sluitingsuren in de kleinhandel.

DE RAAD,

Neemt kennis van de aanvraag om interpellatie ingediend door raadslid Vossaert betreffende het advies in verband met de verplichting inzake opgelegde sluitingsuren in de kleinhandel waarvan de inhoud volgt:

"Un avis de la commune relatif aux obligations en matière des heures de fermeture obligatoires dans les commerces de détail a été adressé aux commerçants molenbeekoïses.

Cet avis rappelle l'application de la loi du 10 novembre 2006.

Par ailleurs, il fait état de certaines nuisances engendrées par l'ouverture prolongée de certains commerces au-delà des heures légales.

A cet égard, les autorités communales via les agents communaux ont respecté une période d'observation afin de mettre en évidence la problématique.

Par conséquent, je souhaite interroger le Collège des Bourgmestre et Echevins

sur les points suivants:

- Sur quelle période a-t-elle été organisée l'analyse de la problématique? Quels acteurs de la commune ont pris part à cette étude de terrain? Comment les commerçants et les habitants ont-ils participé?
- Quels sont les principaux éléments d'informations tirés de cette analyse?
- Quelles sont les autres mesures prises par la commune pour faire respecter la législation en vigueur?
- Vu que des amendes peuvent être adressées en cas d'infractions, pourriez-vous me transmettre le nombre d'infractions liés à cette problématique pour l'année 2012?"

De Raad neemt kennis.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0048# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation du conseiller communal Berckmans concernant l'utilisation des médias sociaux par les services communaux et par le collège des bourgmestre et échevins.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation du conseiller communal Berckmans concernant l'utilisation des médias sociaux par les services communaux et par le collège des bourgmestre et échevins, dont la teneur suit:

"Op zondag 2 juni publiceerde de dienst "Speelplein Molenbeek" – die als onderdeel van het gemeentebestuur een openbare dienst is – op haar facebookpagina een op Brusselnieuws.be gepubliceerd artikel waarin een bepaalde politieke partij kritiek uitte op de speelpleinwerking van de VGC. Een openbare dienst hoort zich neutraal op te stellen en met de publicatie van dit artikel op haar facebookpagina werd de indruk gewekt dat de facebookpagina "Speelplein Molenbeek" en meer bepaalde de ambtenaren die deze pagina beheren sympathiseren met de kritiek van de politieke partij in kwestie op de VGC-speelpleinwerking. N.a.v. dit bericht had ik op de facebookpagina van "Speelplein Molenbeek" ook een reactie geplaatst dat dit m.i. helemaal niet passend was.

Enkele dagen later ontving ik een mail van de schepen die bevoegd is voor de dienst "speelplein Molenbeek". De schepen deelt me daarin mee dat :

- zij contact heeft opgenomen met de dienst die de kwestieuze facebookpagina beheert;
- dat de dienst het artikel had gepost omdat de bijhorende foto was gemaakt tijdens de speelpleinen van Molenbeek vorig jaar, zonder bewust te zijn van de zware geladen politieke boodschap;

- er na dit incident overleg is geweest binnen de dienst en dat er duidelijke afspraken zijn gemaakt over het beheer van de facebookpagina (o.a. er zal worden overlegd binnen de dienst en politieke boodschappen zullen niet opgenomen worden);
- de facebookpagina vooral een communicatiemiddel naar de ouders en begeleiders blijft en vooral de werking van de dienst bij een groter publiek bekend wil maken;
- dat de dienst zich ook heeft verontschuldigd voor het publiceren van de voormelde politiek geladen boodschap.

De schepen voegt er tenslotte aan toe : “Ik hoop dat die uitleg jouw twijfels over de kwaliteit van onze dienst zal doen verdwijnen, want, geloof me, de medewerkers doen echt hun best om leuke vakantie aan de kinderen aan te bieden”.

Eenzijds dank ik de bevoegde schepen voor het snelle en correcte optreden in deze zaak en hiermee is dit concrete incident voor mij gesloten. Ik vond het persoonlijk zelfs jammer dat dit was gebeurd omdat ik als papa van een zoon die reeds heeft deelgenomen aan de Molenbeekse speelpleinen een “ervaringsdeskundige” ben. Vanuit die ervaring kan ik alleen maar bevestigen dat de desbetreffende medewerkers heel hard hun best doen om het de kinderen tijdens de vakantie echt naar hun zin maken tijdens de speelpleinactiviteiten. Ik vind het bovendien nog altijd zeer nuttig dat “Speelplein Molenbeek” een facebookpagina heeft; dit is immers een zeer goed middel om het beoogde publiek over haar werking te informeren.

Anderzijds wens ik de vraag te stellen of al de andere gemeentelijke diensten er intussen voldoende over zijn geïnformeerd dat zij zich als (onderdeel van een) openbare dienst neutraal dienen op te stellen bij het gebruik van sociale media ? Zijn er dienaangaande instructies gegeven aan alle diensten ?

Gebruik van de sociale media door het college van burgemeester en schepenen
In vorige interpellaties heb ik reeds aangegeven dat een degelijke informatieverstrekking vanwege de overheid aan de burger voor mij heel belangrijk is en dat zelfs onontbeerlijk is in het kader van goed bestuur. Uit het antwoord op mijn interpellatie over de allesbehalve gebruiksvriendelijke gemeentelijke website heb ik begrepen dat er voor volgend jaar een nieuwe en betere gemeentelijke website is gepland. Ik heb er alle begrip voor dat de hernieuwing van die website een zekere tijd vraagt.

Recentelijk hebben we kunnen kennismaken met “I like Molenbeek”, de nieuwe facebookpagina van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek. Ik vind dit een goed initiatief : ook openbare diensten moeten de media-evolutie volgen en gebruik maken van de nieuwe sociale media om de burgers te informeren. Het is momenteel bovendien een goede aanvulling, in afwachting van de nieuwe gemeentelijke website.

Er is echter een maar...

1° Zoals ik in het onderdeel van mijn interpellatie over de facebookpagina “Speelplein Molenbeek” reeds vermeldde, dient de overheid zich neutraal op te stellen in het kader van haar informatieverstrekking. Wanneer ik, hiermee rekening houdend, de facebookpagina van het gemeentebestuur bekijk, lijkt het

mij niet dat het hier om neutrale overheidsinformatie gaat. Ik kan mij daarentegen niet van de indruk ontdoen dat die facebookpagina eerder een propagandamachine is voor de leden van het college van burgemeester en schepenen en voor nog enkele andere gemeenteraadsleden. Ik zal de negatieve aspecten van “overheidspropaganda” – in tegenstelling tot een degelijke informatieverstrekking – tijdens mijn mondelinge uiteenzetting nader toelichten. Ik wens de vraag te stellen of het college van burgemeester en schepenen er zich van bewust is dat die facebookpagina veeleer een politieke propagandamachine is dan een middel voor neutrale en objectieve informatieverstrekking ? Het is m.i. alvast niet correct de bewuste facebookpagina op een dergelijke manier te blijven gebruiken.

2° Op de facebookpagina heb ik, behoudens grote uitzondering, tot nog toe zeer weinig informatie in het Nederlands gezien. Ik meen dat een facebookpagina van een tweetalig gemeentebestuur, net zoals andere gebruikte informatie- en communicatiekanalen ook informatie in de twee talen moet verstrekken. Wat is uw standpunt hierover ?”

Le Conseil prend connaissance.

38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie van raadslid Berckmans betreffende het gebruik van de sociale media door de gemeentediensten en het college van burgemeester en schepenen.

DE RAAD,

Neemt kennis van de aanvraag om interpellatie ingediend door raadslid Berckmans betreffende het gebruik van de sociale media door de gemeentelijke diensten waarvan de inhoud als volgt luidt:

”Op zondag 2 juni publiceerde de dienst “Speelplein Molenbeek” – die als onderdeel van het gemeentebestuur een openbare dienst is – op haar facebookpagina een op Brusselnieuws.be gepubliceerd artikel waarin een bepaalde politieke partij kritiek uitte op de speelpleinwerking van de VGC. Een openbare dienst hoort zich neutraal op te stellen en met de publicatie van dit artikel op haar facebookpagina werd de indruk gewekt dat de facebookpagina “Speelplein Molenbeek” en meer bepaalde de ambtenaren die deze pagina beheren sympathiseren met de kritiek van de politieke partij in kwestie op de VGC-speelpleinwerking. N.a.v. dit bericht had ik op de facebookpagina van “Speelplein Molenbeek” ook een reactie geplaatst dat dit m.i. helemaal niet passend was.

Enkele dagen later ontving ik een mail van de schepen die bevoegd is voor de dienst “speelplein Molenbeek”. De schepen deelt me daarin mee dat :

- zij contact heeft opgenomen met de dienst die de kwestieuze facebookpagina beheert;
- dat de dienst het artikel had gepost omdat de bijhorende foto was gemaakt tijdens de speelpleinen van Molenbeek vorig jaar, zonder bewust te zijn van de

zware geladen politieke boodschap;

- er na dit incident overleg is geweest binnen de dienst en dat er duidelijke afspraken zijn gemaakt over het beheer van de facebookpagina (o.a. er zal worden overlegd binnen de dienst en politieke boodschappen zullen niet opgenomen worden);

- de facebookpagina vooral een communicatiemiddel naar de ouders en begeleiders blijft en vooral de werking van de dienst bij een groter publiek bekend wil maken;

- dat de dienst zich ook heeft verontschuldigd voor het publiceren van de voormelde politiek geladen boodschap.

De schepen voegt er tenslotte aan toe : “Ik hoop dat die uitleg jouw twijfels over de kwaliteit van onze dienst zal doen verdwijnen, want, geloof me, de medewerkers doen echt hun best om leuke vakantie aan de kinderen aan te bieden”.

Eenzijds dank ik de bevoegde schepen voor het snelle en correcte optreden in deze zaak en hiermee is dit concrete incident voor mij gesloten. Ik vond het persoonlijk zelfs jammer dat dit was gebeurd omdat ik als papa van een zoon die reeds heeft deelgenomen aan de Molenbeekse speelpleinen een “ervaringsdeskundige” ben. Vanuit die ervaring kan ik alleen maar bevestigen dat de desbetreffende medewerkers heel hard hun best doen om het de kinderen tijdens de vakantie echt naar hun zin maken tijdens de speelpleinactiviteiten. Ik vind het bovendien nog altijd zeer nuttig dat “Speelplein Molenbeek” een facebookpagina heeft; dit is immers een zeer goed middel om het beoogde publiek over haar werking te informeren.

Anderzijds wens ik de vraag te stellen of al de andere gemeentelijke diensten er intussen voldoende over zijn geïnformeerd dat zij zich als (onderdeel van een) openbare dienst neutraal dienen op te stellen bij het gebruik van sociale media ? Zijn er dienaangaande instructies gegeven aan alle diensten ?

Gebruik van de sociale media door het college van burgemeester en schepenen
In vorige interpellaties heb ik reeds aangegeven dat een degelijke informatieverstrekking vanwege de overheid aan de burger voor mij heel belangrijk is en dat zelfs onontbeerlijk is in het kader van goed bestuur. Uit het antwoord op mijn interpellatie over de allesbehalve gebruiksvriendelijke gemeentelijke website heb ik begrepen dat er voor volgend jaar een nieuwe en betere gemeentelijke website is gepland. Ik heb er alle begrip voor dat de hernieuwing van die website een zekere tijd vraagt.

Recentelijk hebben we kunnen kennismaken met “I like Molenbeek”, de nieuwe facebookpagina van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek. Ik vind dit een goed initiatief : ook openbare diensten moeten de media-evolutie volgen en gebruik maken van de nieuwe sociale media om de burgers te informeren. Het is momenteel bovendien een goede aanvulling, in afwachting van de nieuwe gemeentelijke website.

Er is echter een maar...

1° Zoals ik in het onderdeel van mijn interpellatie over de facebookpagina “Speelplein Molenbeek” reeds vermeldde, dient de overheid zich neutraal op te stellen in het kader van haar informatieverstrekking. Wanneer ik, hiermee

rekening houdend, de facebookpagina van het gemeentebestuur bekijk, lijkt het mij niet dat het hier om neutrale overheidsinformatie gaat. Ik kan mij daarentegen niet van de indruk ontdoen dat die facebookpagina eerder een propagandamachine is voor de leden van het college van burgemeester en schepenen en voor nog enkele andere gemeenteraadsleden. Ik zal de negatieve aspecten van “overheidspropaganda” – in tegenstelling tot een degelijke informatieverstrekking – tijdens mijn mondelinge uiteenzetting nader toelichten. Ik wens de vraag te stellen of het college van burgemeester en schepenen er zich van bewust is dat die facebookpagina veeleer een politieke propagandamachine is dan een middel voor neutrale en objectieve informatieverstrekking ? Het is m.i. alvast niet correct de bewuste facebookpagina op een dergelijke manier te blijven gebruiken.

2° Op de facebookpagina heb ik, behoudens grote uitzondering, tot nog toe zeer weinig informatie in het Nederlands gezien. Ik meen dat een facebookpagina van een tweetalig gemeentebestuur, net zoals andere gebruikte informatie- en communicatiekanalen ook informatie in de twee talen moet verstrekken. Wat is uw standpunt hierover ?"

De Raad neemt kennis.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0049# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation du conseiller communal De Block sur les sanctions administratives communales.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation du conseiller communal De Block sur les sanctions administratives communales dont la teneur suit:

"A mon grand étonnement j'ai lu sur le site de brusselnieuws.be un article (du 31 mai) reprenant Molenbeek-Saint-Jean comme une des communes qui allaient appliquer les nouvelles dispositions prévues dans la nouvelle loi sur les sanctions administratives communales, et précisément, l'abaissement de l'âge à 14 ans.

Étonnement, parce que la loi n'était même pas encore voté, mais quelqu'un savait déjà que Molenbeek allait l'appliquer. Étonnement parce qu'aucun débat avait été mené au conseil, mais quelqu'un savait déjà que Molenbeek allait l'appliquer. Étonnement parce qu'Ecolo et Groen avaient voté contre au fédéral, mais auraient accepté de l'appliquer à Molenbeek.

En interpellant quelques echevins, mon étonnement grandissait encore. Aucun débat avait été mené au collège sur la nouvelle loi, mais quand même, quelqu'un savait déjà que Molenbeek allait l'appliquer. Un étonnement partagé parce que

la bourgmestre s'étonnait aussi car la question des SAC n'a même pas été abordée au collège, elle disait ignorer qui aurait pu parler.

Mais qui aurait pu être cet inconnu qui savait déjà que Molenbeek allait appliquer cette nouvelle loi ?

Mais puis, mes chers conseillers, c'était le comble de mon étonnement quand brusselnieuws m'a envoyé l'enregistrement : c'était personne d'autre que notre propre bourgmestre, Mme Schepmans.

Puis elle s'est excusée, disant qu'elle aurait du dire qu'elle parlait en son propre nom. Je suis désolé, la radio appelle tous les bourgmestres pour savoir si leur commune allait appliquer, et il est clair que Mme Schepmans parlait en tant que bourgmestre, « à Molenbeek, cette nouvelle loi est accueilli positivement ». Elle parlait au nom de Molenbeek, au nom des Molenbeekois, au nom du conseil, au nom du collège.

Je pense qu'il est clair que Mme Schepmans doit s'excuser, pas parce qu'elle n'a pas dit de parler en son nom, mais parce qu'elle a nié dans ces 30 secondes TOUT processus démocratique. Nié les 45 conseillers et leur prérogatif de voter sur l'application de cette loi. Nié sa propre majorité.

Mais soyons clairs, l'importance ici est de savoir quelle est la position de cette majorité sur cette nouvelle loi, vu qu'au moins 4 partis sont de fervents amateurs et deux partis s'y opposent ?

Le PTB s'y oppose, pour les mêmes raisons que 213 organisations, dont je vous joins la plateforme en annexe. Mais je voudrais en rappeler les plus importants :

- Il y a un glissement dangereux vers le traitement administratif (par l'exécutif) de matières qui avant étaient traitées par la justice. Ainsi certains garde-fous, garantissant nos droits démocratiques sont sapés :

- La séparation des pouvoirs exécutif/judiciaire, qui a comme but d'éviter que les jugements seraient biaisés par des motifs politiques (ou autres), n'est plus d'application avec les SACs. Nous retournons dans l'ère des « sherifs » : policier et juge. On nous rassure que les bourgmestres appliqueront « sagement » cette loi. Malheureusement, déjà maintenant les SACs sont utilisées pour contenir la liberté d'expression : à Molenbeek, nous nous rappelons de la sanction contre le droit d'informer les personnes de la campagne BDS (Boycott) (lors du marché de jeudi).

- L'enquête à charge et à décharge n'existe (casi) plus : c'est votre parole contre la parole du fonctionnaire constatateur.

- L'insécurité juridique: des règlements qui changent de commune en commune. Imaginez une maison de jeunes qui organise un jeu de ville en métro. Ils passeront 5 communes et 3 zones de police, avec chaque fois des interdictions différentes.

- Les définitions restent vagues : « manque de respect » (comme dans notre propre règlement de police) etc. Ainsi nous ouvrons la porte à l'arbitraire totale.

On nous dit que les SACs ont aidé à lutter contre le sentiment d'impunité.
Est-ce que nous pouvons constater que les SACs ont permis de réduire certains problèmes ? Combien de SACs ont été prononcées ? Pour quelles raisons ?
Quelle est l'évolution du nombre de faits sanctionnés depuis l'application des SACs à Molenbeek ?

La bourgmestre dit qu'à Molenbeek, il y a des expériences positives avec la procédure de médiation pour mineurs.

Combien de SACs ont été prononcées envers des mineurs, pour quelles raisons et en combien de cas, une médiation a été commencée, et menée au bout ?

Quels sont résultats de ces médiations ?

Et puis, vu que la bourgmestre est fan des médiations, combien de médiations ont été entamées avec des mineurs molenbeekois en dehors des procédures SACs ?

Finalement, est-ce que la commune compte demander l'avis des organisations de jeunes et des jeunes (via le nouveau conseil de jeunes) sur les SACs ?"

Le Conseil prend connaissance.

38 votants : 38 votes positifs.

Interpellatie van raadslid De Block betreffende de gemeentelijke administratieve sancties.

DE RAAD,

Neemt kennis van de aanvraag om interpellatie van raadslid De Block betreffende de gemeentelijke administratieve sancties:

"A mon grand étonnement j'ai lu sur le site de brusselnieuws.be un article (du 31 mai) reprenant Molenbeek-Saint-Jean comme une des communes qui allaient appliquer les nouvelles dispositions prévues dans la nouvelle loi sur les sanctions administratives communales, et précisément, l'abaissement de l'âge à 14 ans.

Étonnement, parce que la loi n'était même pas encore votée, mais quelqu'un savait déjà que Molenbeek allait l'appliquer. Étonnement parce qu'aucun débat avait été mené au conseil, mais quelqu'un savait déjà que Molenbeek allait l'appliquer. Étonnement parce qu'Ecolo et Groen avaient voté contre au fédéral, mais auraient accepté de l'appliquer à Molenbeek.

En interpellant quelques échevins, mon étonnement grandissait encore. Aucun débat avait été mené au collège sur la nouvelle loi, mais quand même, quelqu'un savait déjà que Molenbeek allait l'appliquer. Un étonnement partagé parce que la bourgmestre s'étonnait aussi car la question des SAC n'a même pas été abordée au collège, elle disait ignorer qui aurait pu parler.

Mais qui aurait pu être cet inconnu qui savait déjà que Molenbeek allait appliquer cette nouvelle loi ?

Mais puis, mes chers conseillers, c'était le comble de mon étonnement quand brusselnieuws m'a envoyé l'enregistrement : c'était personne d'autre que notre propre bourgmestre, Mme Schepmans.

Puis elle s'est excusée, disant qu'elle aurait du dire qu'elle parlait en son propre nom. Je suis désolé, la radio appelle tous les bourgmestres pour savoir si leur commune allait appliquer, et il est clair que Mme Schepmans parlait en tant que bourgmestre, « à Molenbeek, cette nouvelle loi est accueilli positivement ». Elle parlait au nom de Molenbeek, au nom des Molenbeekois, au nom du conseil, au nom du collège.

Je pense qu'il est clair que Mme Schepmans doit s'excuser, pas parce qu'elle n'a pas dit de parler en son nom, mais parce qu'elle a nié dans ces 30 secondes TOUT processus démocratique. Nié les 45 conseillers et leur prérogatif de voter sur l'application de cette loi. Nié sa propre majorité.

Mais soyons clairs, l'importance ici est de savoir quelle est la position de cette majorité sur cette nouvelle loi, vu qu'au moins 4 partis sont de fervents amateurs et deux partis s'y opposent ?

Le PTB s'y oppose, pour les mêmes raisons que 213 organisations, dont je vous joins la plateforme en annexe. Mais je voudrais en rappeler les plus importants :

- Il y a un glissement dangereux vers le traitement administratif (par l'exécutif) de matières qui avant étaient traitées par la justice. Ainsi certains garde-fous, garantissant nos droits démocratiques sont sapés :
 - La séparation des pouvoirs exécutif/judiciaire, qui a comme but d'éviter que les jugements seraient biaisés par des motifs politiques (ou autres), n'est plus d'application avec les SACs. Nous retournons dans l'ère des « sherifs » : policier et juge. On nous rassure que les bourgmestres appliqueront « sagement » cette loi. Malheureusement, déjà maintenant les SACs sont utilisées pour contenir la liberté d'expression : à Molenbeek, nous nous rappelons de la sanction contre le droit d'informer les personnes de la campagne BDS (Boycott) (lors du marché de jeudi).
 - L'enquête à charge et à décharge n'existe (casi) plus : c'est votre parole contre la parole du fonctionnaire constatateur.
- L'insécurité juridique: des règlements qui changent de commune en commune. Imaginez une maison de jeunes qui organise un jeu de ville en métro. Ils passeront 5 communes et 3 zones de police, avec chaque fois des interdictions différentes.
- Les définitions restent vagues : « manque de respect » (comme dans notre propre règlement de police) etc. Ainsi nous ouvrons la porte à l'arbitraire totale.

On nous dit que les SACs ont aidé à lutter contre le sentiment d'impunité.

Est-ce que nous pouvons constater que les SACs ont permis de réduire certains problèmes ? Combien de SACs ont été prononcées ? Pour quelles raisons ?

Quelle est l'évolution du nombre de faits sanctionnés depuis l'application des

SACs à Molenbeek ?

La bourgmestre dit qu'à Molenbeek, il y a des expériences positives avec la procédure de médiation pour mineurs.

Combien de SACs ont été prononcées envers des mineurs, pour quelles raisons et en combien de cas, une médiation a été commencée, et mené au bout ?

Quels sont résultats de ces médiations ?

Et puis, vu que la bourgmestre est fan des médiations, combien de médiations ont été entamé avec des mineurs molenbeekoïses en dehors des procédures SACs ?

Enfin, est-ce que la commune compte demander l'avis des organisations de jeunes et des jeunes (via le nouveau conseil de jeunes) sur les SACs ?"

De Raad neemt kennis.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Patricia Vande Maele quitte la séance / verlaat de zitting

#012/20.06.2013/A/0050# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation du conseiller communal De Block sur le droit d'interpeller sur des questions traitées dans des instances dans lesquelles des conseillers sont délégués au nom du conseil communal pour y représenter le conseil communal.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation du conseiller communal De Block sur le droit d'interpeller sur des questions traitées dans des instances dans lesquelles des conseillers sont délégués au nom du conseil communal pour y représenter le conseil communal, dont la teneur suit:

"Lors de mon interpellation sur les violences policières, il y a quelques mois, la bourgmestre n'a pas voulu répondre à plusieurs de mes questions, jugeant que les réponses de ces questions relevaient du conseil de police.

Lors de mes interpellations sur les logements sociaux, l'échevin du logement m'a assuré qu'il ne pouvait pas répondre quant aux choix du Logement Molenbeekoïse.

Et pour d'autres associations, institutions, des réponses semblables ont été données ou suggérées (CLES, Molenbeek Sport, des intercommunales etc.)

En tant que conseiller communal, nous sommes élus par la population molenbeekoïse afin de vérifier les instances. Il n'y a pas d'organe supérieure

que le conseil communal sur cet aspect.

Pour plusieurs instances et organisations/institutions, des conseillers ont été élus comme représentants du conseil communal dans ces organes (pas que les intercommunales, mais aussi les asbl etc).

Quel droit les conseillers communaux ont d'interpeller le travail et prises de positions de ces représentants du conseil communal dans ces organes?

Comment les conseillers communaux peuvent interpellier le travail des représentants DU CONSEIL COMMUNAL dans ces organes?

Comment ces représentants se positionnent-ils ? Est-ce que le conseil peut avoir un débat sur la position des représentants que doivent prendre (ou prennent) ces représentants ? (Surtout quand il s'agit d'organes où une ou deux personnes – de la majorité – représentent les intérêts de la commune).

En quoi on fait une distinction entre administrateurs délégués ou autres?

J'ai cru comprendre que la bourgmestre aurait du répondre au conseil sur certaines de mes questions, peut-être en huis clos. Est-ce correct? Quelles questions peuvent être abordées au conseil?

Est-ce que cela vaut aussi pour le conseil CPAS?"

Le Conseil prend connaissance.

37 votants : 37 votes positifs.

interpellatie van raadslid De Block betreffende de recht voor een raadslid om te interpellieren over de vragen die behandeld zijn in instellingen waar hij afgevaardigd is in naam van de gemeenteraad om er de gemeenteraad te vertegenwoordigen.

DE RAAD,

Neemt kennis van de aanvraag om interpellatie ingediend door raadslid De Block, betreffende de recht voor een raadslid om te interpellieren over de vragen die behandeld zijn in instellingen waar hij afgevaardigd is in naam van de gemeenteraad om er de gemeenteraad te vertegenwoordigen, waarvan de inhoud volgt:

"Lors de mon interpellation sur les violences policières, il y a quelques mois, la bourgmestre n'a pas voulu répondre à plusieurs de mes questions, jugeant que les réponses de ces questions relevaient du conseil de police.

Lors de mes interpellations sur les logements sociaux, l'échevin du logement m'a assuré qu'il ne pouvait pas répondre quant aux choix du Logement Molenbeekois.

Et pour d'autres associations, institutions, des réponses semblables ont été données ou suggérées (CLES, Molenbeek Sport, des intercommunales etc.)

En tant que conseiller communal, nous sommes élus par la population

molenbeekoise afin de vérifier les instances. Il n'y a pas d'organe supérieure que le conseil communal sur cet aspect.

Pour plusieurs instances et organisations/institutions, des conseillers ont été élus comme représentants du conseil communal dans ces organes (pas que les intercommunales, mais aussi les asbl etc).

Quel droit les conseillers communaux ont d'interpeller le travail et prises de positions de ces représentants du conseil communal dans ces organes?

Comment les conseillers communaux peuvent interpeller le travail des représentants DU CONSEIL COMMUNAL dans ces organes?

Comment ces représentants se positionnent-ils ? Est-ce que le conseil peut avoir un débat sur la position des représentants que doivent prendre (ou prennent) ces représentants ? (Surtout quand il s'agit d'organes où une ou deux personnes – de la majorité – représentent les intérêts de la commune).

En quoi on fait une distinction entre administrateurs déléguées ou autres?

J'ai cru comprendre que la bourgmestre aurait du répondre au conseil sur certaines de mes questions, peut-être en huis clos. Est-ce correct? Quelles questions peuvent être abordées au conseil?

Est-ce que cela vaut aussi pour le conseil CPAS?"

De Raad neemt kennis.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

#012/20.06.2013/A/0051# **Organisation Générale - Algemene Organisatie**

Secrétariat Général - Algemeen Secretariaat

Interpellation du conseil communal De Block sur la suite des deux cas de violences policières.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de la demande d'interpellation du conseiller communal De block sur la suite des deux cas de brutalité policière dont la teneur suit:

" Il y a eu 2 cas de violences policières récemment (Moad, Naïm). La police et la bourgmestre ont annoncé une enquête.

Est-ce qu'il y a eu aussi une enquête indépendante, ou au moins externe (juge d'instruction, parquet)?

- Quels sont les résultats de cette enquête/ces enquêtes? (Qu'en est-il des minutes manquantes de la vidéo-surveillance dans le cas de Moad?)
- Est-ce que la police (molenbeekoise) a-t-elle déjà enquêté ces agents sur comment ils voient les jeunes, afin de cartographier des problèmes

éventuels? Si oui, quels en sont les constats?

- Lors des interpellations sur Moad, la question a été posée si les victimes de violences policières ont été accompagné par le service “aide aux victimes”. Est-ce que dans le cas de Naïm, on l'a proposé à la famille?"

Le Conseil prend connaissance.

37 votants : 37 votes positifs.

Interpellatie van raadslid De Block betreffende het gevolg gegeven aan de twee gevallen van ploitiegeweld.

DE RAAD,

neemtr kennis van de aanvraag om interpellatie ingediend door raadslid De Block betreffende het gevolg gegeven aan de twee gevallen van politiegeweld, waarvan de inhoud volgt:

" Il y a eu 2 cas de violences policières récemment (Moad, Naïm). La police et la bourgmestre ont annoncé une enquête.

Est-ce qu'il y a eu aussi une enquête indépendante, ou au moins externe (juge d'instruction, parquet)?

Quels sont les résultats de cette enquête/ces enquêtes? (Qu'en est-il des minutes manquantes de la vidéo-surveillance dans le cas de Moad?)

Est-ce que la police (molenbeekoise) a-t-elle déjà enquêté ces agents sur comment ils voient les jeunes, afin de cartographier des problèmes éventuels? Si oui, quels en sont les constats?

Lors des interpellations sur Moad, la question a été posée si les victimes de violences policières ont été accompagné par le service “aide aux victimes”. Est-ce que dans le cas de Naïm, on l'a proposé à la famille?"

De Raad neemt kennis.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

La séance est levée à 02h30.
De zitting wordt gesloten om 02u30.

PAR ORDONNANCE / OP LAST :

Le Secrétaire du Conseil,
De Secretaris van de Raad,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Jacques De Winne

Michel Eylembosch